

S'ils ne respectent pas les engagements pris à Londres

Les dirigeants serbes sont menacés d'un « isolement total »

Relance diplomatique

PERSONNE n'attendait un miracle de la conférence de Londres, et il ne s'en est pas produit. Pour la communauté internationale, horrifiée et impuissante depuis des mois face au spectacle de la guerre civile bosnienne, il s'agissait avant tout de relancer un processus diplomatique en panne, d'obliger, avec toute la solennité requise, les dirigeants déchirés de l'ex-Yougoslavie à reprendre langue.

Cet objectif minimal a été atteint puisque les belligérants, d'abord encadrés par la CEE et l'ONU, se retrouvent le 3 septembre à Genève pour entamer des négociations, qui s'annoncent longues et difficiles. Le « programme d'action » de ces pourparlers, tracé à Londres - et auquel ont en théorie souscrit les parties au conflit - se voudrait un « inventaire de la paix ». Mais il ressemble surtout à un catalogue de bonnes intentions dont on voit mal comment elles pourraient entrer rapidement dans les faits.

LES Serbes - de Belgrade et de Bosnie-Herzégovine - maîtres des trois quarts du terrain dans cette dernière République, avaient tout intérêt, à Londres, à faire patte de velours pour apaiser la colère de la communauté internationale à leur égard et surtout pour préparer, à terme, la consolidation de leurs acquis territoriaux. Afin de préserver l'essentiel, ils pouvaient s'offrir le luxe de quelques concessions accessoires.

Comme prévu, ils ont donc fait assaut de bonne volonté en multipliant les engagements publics. Les Serbes de Bosnie ont - entre autres - promis de « notifier » à l'ONU la liste de leurs armements lourds, de fermer les camps de détention, d'accepter l'envoi d'observateurs chargés de veiller à l'assèchement du flux d'armes qui alimentent les chefs de guerre locaux. En échange de ces promesses, la communauté internationale - pas dupe - a choisi de ne pas humilier inutilement les Serbes en s'abstenant de les condamner officiellement pour leur responsabilité dans le déclenchement du conflit.

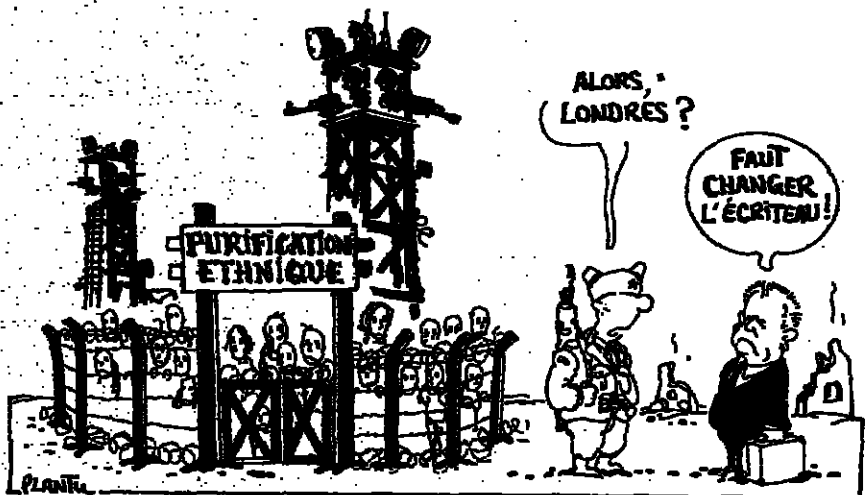
MAIS que valent ces belles promesses ? Rien des signes incitant à les accueillir avec scepticisme. À force de multiplier les déclarations aussi conciliantes que peu suivies d'effet, le premier ministre de la « nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Monténégro), M. Milan Pavlović, a rapidement perdu une grande partie de son crédit. Sa volubilité à Londres contrastait avec le mutisme inquiétant du président serbe, Slobodan Milosevic - jusqu'à preuve du contraire le seul véritable « homme fort » à Belgrade.

Quant à la promesse faite à M. Johan Major par le leader serbe de Bosnie, M. Radovan Karadzic, de retirer ses forces d'une « portion significative » du territoire conquis, elle est pour l'instant assortie de conditions qui la rendent fort hypothétique. La conférence de Londres est un premier pas. Mais elle n'a permis ni de révéler - bien au contraire - la violence des combats en Bosnie ni de tester la sincérité des dirigeants serbes.

M0147 - 0829.0 - 7,00 F



Après la conférence internationale de paix sur l'ex-Yougoslavie, qui s'est achevée jeudi 27 août à Londres, de nouvelles négociations entre les parties en guerre commenceront jeudi 3 septembre, à Genève, sous les auspices de l'ONU et de la CEE. Il s'agira de faire appliquer le programme d'actions concrètes décidé par la conférence, notamment la fermeture des camps de détention, l'envoi d'observateurs aux frontières internes, la supervision internationale des armes lourdes. En cas de violation des accords, la Serbie a été menacée d'un « isolement total ».



Sans illusions...

LONDRES

de notre envoyé spécial

La « nouvelle Yougoslavie », qui réunit dans une fédération non reconnue par la communauté internationale la Serbie et le Monténégro, a menacé à deux reprises, jeudi soir 27 août, de claquer la porte de la conférence de Londres, si certains participants continuaient à exiger la publication, dans les déclarations finales, d'un texte condamnant la politique de Belgrade et sa responsabilité dans le conflit.

Les « Yougoslaves » se sont bien sortis d'affaire : il n'y a pas de « déclaration », mais seulement un « papier », comme l'on dit dans le jargon diplomatique, qui rap-

pelle les engagements pris « en particulier » par la Serbie et le Monténégro au cours de la réunion. C'est-à-dire « de cesser toute intervention au-delà des frontières avec la Bosnie et la Croatie (...) ; de faire de leur mieux pour que les Serbes de Bosnie arrêtent de conquérir des territoires par la force et d'expulser des populations locales (...) ; de restaurer les droits civils et constitutionnels des habitants du Kosovo et de Voïvodine, et d'assurer ceux du Sandjak (...) ; d'user de leur influence sur les Serbes de Bosnie pour obtenir la fermeture des camps de détention et permettre le retour des réfugiés dans leurs foyers ».

ALAIN DEBOVE

Lire la suite page 3

Lire aussi

■ A Sarajevo, la canonade n'a pas cessé
par FRANÇOISE CHIPAUX

■ Les chances d'une solution « à la suisse »
par BERTRAND PORROT-DELPECH

■ M. Mazowiecki préconise la création d'une commission d'enquête permanente
par ISABELLE VIGNAC

pages 3 et 4

Les violences xénophobes de Rostock

inquiète devant la montée du racisme, les partis politiques allemands vont tenter de restreindre le droit d'asile.

Lire page 4

Condamnation d'islamistes en Tunisie

Une trentaine de peines de prison à vie ont été prononcées contre des militants d'Ennahda.

Lire page 5

SANS VISA

Hugo, l'homme-océan

La vie de Victor Hugo et de sa famille à Jersey, puis Guernessey, dans cette maison nommée Hauteville House, où l'exilé ne se contenta pas d'affronter du regard l'océan.

Pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 22

Tout en s'efforçant de refaire son unité

La droite se mobilise en faveur de Maastricht

Après M. Jacques Chirac pour le RPR, M. Valéry Giscard d'Estaing a lancé, jeudi 27 août, la campagne de l'UDF pour le « oui » au référendum. Le même jour, M. Pierre Méhaignerie a engagé celle du CDS. Les deux dirigeants ont souhaité que l'opposition manifeste son unité dans la bataille en

vue de la ratification du traité de Maastricht afin de mobiliser en faveur du « oui » les électeurs de droite tentés par un vote sanction à l'encontre de M. Mitterrand. Cependant, M. Chirac ne participera pas, le 14 septembre à Paris, à la réunion publique à laquelle l'a convié M. Giscard d'Estaing.

Contre-attaque

par Thomas Ferenczi

Sollicités par les socialistes d'entrer en campagne pour aider à la victoire du « oui », les principaux dirigeants de l'opposition, presque tous partisans de Maastricht, ont répondu à cet appel en se lançant, à leur tour, dans la bataille. M. Jacques Chirac, d'abord, a incité ses « compagnons » du RPR, en majorité hostiles au traité, à lui faire une fois de plus confiance en répondant « oui » au référendum. M. Valéry Giscard d'Estaing, ensuite, a pris l'offensive en engageant l'UDF dans le combat. M. Pierre Méhaignerie, enfin, au nom du CDS, s'est mis en mouvement.

Certes, la plupart des responsables du RPR et de l'UDF avaient déjà fait connaître leur position avant ou pendant l'été, mais ils n'en avaient pas moins laissé le champ libre, au sein de leurs formations, aux adversaires du traité qui, de M. Séguin à M. de Villiers, avaient entrepris de fructueuses tournées à travers la France. Sur le terrain, les élus de l'opposition, par prudence ou manque de conviction, ne se mobilisaient guère pour le « oui », tandis qu'à Paris les états-majors ne faisaient pas preuve d'un grand dynamisme.

Lire la suite et nos informations pages 6 et 7

Un dossier du « Monde »

Le long cheminement vers l'Union européenne

Le traité de Maastricht représente une étape dans la marche de l'Europe occidentale vers son unification, processus laborieux, brouillé de contradictions, marqué par des avancées spectaculaires et des reculs paralysants, commencé il y a quelques quarante années et voué à se poursuivre au-delà de l'Union économique et monétaire promise avant le fin du siècle.

Le numéro hors-série des Dossiers et documents du Monde replace l'Eu-

rope de Maastricht dans ce long cheminement, expliquant les continuités et les ruptures, martant en évidence les progrès comme les insuffisances. Et soulignant les enjeux : car au-delà du simple « oui » ou « non » à Maastricht, les électeurs français sont aussi invités le 20 septembre à réfléchir sur les conséquences de leur choix.

► « L'Europe de Maastricht », numéro hors-série de Dossiers et documents, 16 pages, 25 francs.

L'industrie française en roue libre

Un climat général d'incertitude favorise l'attentisme dans les entreprises

par Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot

Au mois le mois, presque à la semaine... Partout, des plus grands groupes aux plus petites entreprises, la gestion se fait au jugé. Mais comment agir autrement, s'engager sur l'avenir quand les instituts de conjoncture prédisent chaque jour une reprise qui ne vient pas ? Quand les bons chiffres flattaient l'humeur cocardière - faible inflation, commerce

extérieur en amélioration - correspondait si peu à la réalité quotidienne des affaires. Quand les comptes de la nation affichaient une croissance de 1,1 % de la valeur ajoutée industrielle en un seul trimestre, alors que les carnets de commandes se remplissent avec peine.

Désorientés, les industriels français jouent la prudence et prolongent la politique d'hibernation qui leur avait été imposée par la guerre du Golfe. Ils ne sont pas les seuls. A l'étranger, la litanie

saisonnière des résultats conjuguée souvent stagnation des chiffres d'affaires et baisse des profits. Aux Etats-Unis, pour un Microsoft dégageant une rentabilité de 25 %, combien de sociétés récoltent difficilement les fruits de leurs restructurations ? Au Japon, des entreprises réputées conquérantes battent en retraite. C'est Hitachi qui, après Fujitsu, ferme une unité de semi-conducteurs aux Etats-Unis. C'est Toyota qui accuse un recul de ses ventes annuelles de 6,7 % (en volume) et

de 39,7 % de ses profits. C'est le géant de l'électronique Matsushita qui voit fondre son dernier résultat trimestriel de 62 %. C'est sa filiale JVC, l'un des tout premiers fabricants mondiaux de magnétoscopes, qui annonce une multiplication par dix de ses pertes et la suppression d'un emploi sur vingt.

En France, où le calendrier n'est pas le même, les premières indications semestrielles convergent... vers le bas.

Lire la suite page 17.

JEAN-PIERRE DANNAUD

FLEUVE ROUGE

Jean-Pierre Dannaud

FLEUVE ROUGE. La tragédie indochinoise. Une histoire dans l'Histoire. Dans le sud du Delta tonkinois, en bordure du Fleuve et de la zone occupée par le Vietnam, deux petites communautés chrétiennes essaient difficilement de survivre.

Mais peut-on échapper à l'implacable ennemie des hommes, la guerre ?

EDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,50 DA ; Arabie, 2,50 DH ; Tunisie, 750 p. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 96 p. ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 \$; Inde, 2,00 L ; Irlande, 42 P. ; Italie, 14 LIR ; Japon, 2,75 ¥ ; Pays-Bas, 170 G. ; Portugal, 450 F. ; République Fédérale, 15 KGS ; Suède, 1,20 SKR ; Suisse, 1,20 SFR ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

LES FINES D'EMPIRES

Quel rôle peuvent jouer « ceux qui pensent autrement » dans la fin d'un Empire ? Des Soviétiques dissidents comme Sakharov ont montré que les « perestroïkas » s'annoncent. Mais, aussi, qu'elles n'enrayent pas le processus de décomposition.

Par JEAN-FRANÇOIS SOULET

Gorki, 16 décembre 1986. Le couple Sakharov guette depuis le matin un « important appel téléphonique » qui lui a été annoncé la veille au soir, en même temps que le rétablissement de sa ligne. A 15 heures, enfin, raconte André Sakharov, la sonnerie résonne : « Bonjour, c'est Gorbatchev à l'appareil. — Bonjour, je vous écoute. — J'ai reçu votre lettre, nous l'avons examinée, nous avons réfléchi. (...) Vous allez avoir la possibilité de revenir à Moscou, le décret du Présidium du Soviet suprême va être abrogé. (...) On a pris également une décision concernant naissant ! Mais il y a quelques jours mon ami Marchenko a été tué en prison. Il était le premier dans la liste que je vous citais dans ma lettre. Cette lettre vous demandait de libérer les prisonniers de conscience, les personnes qui ont été réprimées pour leurs convictions. »

Étonnant dialogue. Pourquoi le responsable le plus élevé du pouvoir soviétique a-t-il tenu à annoncer lui-même sa grâce au banni ? Comment ce dernier, ayant à peine marqué sa gratitude, ose-t-il réclamer immédiatement la libération de prisonniers ? Dialogue exceptionnel entre deux hommes hors du commun que le destin s'amuse à confronter à la veille de mutations décisives pour l'URSS.

Rappeler d'exil Sakharov, c'est, pour le nouveau secrétaire général du PCUS en place depuis seulement mars 1985, confirmer sa volonté de rupture avec les méthodes de ses prédécesseurs et, compte tenu de la notoriété internationale de l'exilé, c'est, pour « sa » perestroïka, réaliser une opération publicitaire de première grandeur. Bien entendu, Sakharov, après vingt ans de persécutions et de tentatives de manipulations, n'est pas dupe. Dès ce premier contact téléphonique, il a tenu à marquer que son rappel à Moscou ne serait acheté ni par son silence ni par une allégeance au nouveau maître du Kremlin. Rien d'ailleurs, dans sa vie passée, n'avait jamais entamé son extraordinaire détermination : ni le succès et les multiples honneurs, au milieu des années 1960, ni par la suite le désaveu et le mépris d'un régime et de presque tout un peuple.

Pour ce fils d'enseignant, et brillant disciple en physique théorique d'Igor Tamm (prix Nobel en 1958), les départs professionnels avaient été fulgurants. A vingt-sept ans à peine, à l'été 1948, il rejoignait l'équipe chargée de construire une bombe à hydrogène, d'abord à l'Institut de physique, puis, de mars 1950 à juillet 1968, dans une ville secrète (qu'il ne désignera dans ses *Mémoires* que du nom de « l'Installation ») où étaient rassemblés tous ceux qui participaient à la mise au point de l'armement nucléaire et thermonucléaire.

Ses recherches ayant permis d'éviter l'utilisation, dans le processus de fusion, d'un élément très rare, le tritium, les Soviétiques acquièrent rapidement la maîtrise de l'arme thermonucléaire. Le gouvernement ne se montre pas ingrat. Outre l'octroi d'un salaire jugé « colossal » par l'intéressé (cinq fois supérieur à celui d'un académicien), Sakharov est élu en 1953, à trente-deux ans, à l'Académie des sciences, reçoit le Prix d'État et trois médailles de Héros du travail socialiste. Sans appartenir au Parti, il a alors une vision positive du système et de ses leaders, comme en témoigne son émotion au moment de la mort de Staline. Ses excès et ses erreurs, dont il est conscient, lui paraissent encore réformables. Inquiet des conséquences biologiques des premiers essais nucléaires, il n'hésite pas à rédiger un article dans une revue officielle et, en juillet 1961, à s'adresser directement à Khrushchev pour lui déconseiller de reprendre les essais temporairement suspendus. Ses interventions inspirent les accords de Moscou d'août 1963 interdisant les explosions nucléaires dans l'atmosphère, sous l'eau et dans le cosmos. Peu de temps après, non sans audace, il prend position contre l'élection à l'Académie des sciences d'un biologiste disciple du fameux Lysenko, dont les théories continuent d'entraver le développement de la génétique. Ces prises de position, pour courageuses qu'elles soient et bien qu'elles commencent à irriter le pouvoir, ne font pas pour autant de Sakharov un dissident. Le tournant décisif a lieu entre 1966 et 1968.

A cette époque, « ceux qui pensaient autrement » — traduction littérale du mot « dissident » en russe — et surtout ceux qui osaient affirmer qu'ils pensaient autrement n'étaient pas légion. Emigrée pour partie en 1917, décimée par Staline, l'intelligentsia n'avait survécu qu'au prix de son silence ou d'un conformisme total à la nouvelle pensée. Il fallut attendre le

En 1966, Sakharov franchit le Rubicon. Il s'implique dans des actions contestataires et choisit de combattre le système avec l'arme mise au point par ses aînés en dissidence : le légalisme.

35. — Le retour de Sakharov

« dégel » khrouchtchévien des années 1954-1956 pour que « sous les décombres » fassent enfin quelques voix discordantes. Les regles successifs de la fin du règne de Khrushchev et du début de son successeur mirent fin aux espoirs des intellectuels de voir se créer un espace de liberté, et en convainquirent quelques-uns de la nécessité de s'organiser, notamment de publier eux-mêmes (*samizdat* en russe) ce que la censure refusait.

Ainsi naquit à la fin des années 50 l'autoédition clandestine. Des œuvres diverses, poésies, romans ou essais, commencèrent à circuler sous le manteau : certaines mineures, d'autres remarquables, signées Pasternak, Brodski, Soljenitsyne ou Guinzbourg. Le KGB s'efforça d'étouffer dans l'œuf ce début de fronde intellectuelle. Il arrêta, fit condamner lourdement les auteurs de ces œuvres publiées en *samizdat* ou à l'étranger. Mais cette persécution enclencha un mouvement de solidarité inattendu dans une société fondée sur la peur et le repliement sur soi. Les comptes rendus des procès des écrivains — celui du poète Joseph Brodski en 1964, ou de Siniavski et Daniel en 1965 — circulèrent en *samizdat* ; une manifestation de protestation eut même lieu le 5 décembre 1965, jour anniversaire de la Constitution, place Pouchkine, à Moscou, afin de protester contre le huis clos au procès Siniavski-Daniel et l'arrestation de Boukovsky. L'année suivante, un nouveau venu se joindrait à cette manifestation symbolique de la place Pouchkine : Andreï Sakharov.

En 1966, en effet, à la suite de diverses rencontres — notamment avec l'historien Roy Medvedev, — Sakharov s'implique dans plusieurs actions contestataires, dont la signature d'un appel au Soviet suprême contre la promulgation d'un article du Code pénal permettant la condamnation de citoyens coupables de « diffusion d'allégations notoirement fausses, dénigrant l'État et la société soviétiques ». Pour Sakharov, le Rubicon est bel et bien franchi. Il a choisi, et choisi de combattre avec l'arme mise au point par ses aînés en dissidence, Guinzbourg, Galanskov, Boukovsky, Grigorenko : le légalisme.

Pour ces hommes, l'idée s'est imposée très tôt que la meilleure manière de lutter contre l'arbitraire du pouvoir n'était certainement pas d'entreprendre des actions terroristes, mais « simplement » de dénoncer le non-respect de la législation soviétique ou des déclarations universelles (charte des droits de l'homme de l'ONU, accords d'Helsinki). Pas de violence, pas de politique, mais l'exigence du respect des lois. Sur cette base, à compter de 1968, les appels et les pétitions se multiplient en faveur des groupes opprimés (minorités ethniques et religieuses) et des prisonniers d'opinion. Les premières structures se mettent en place. Le 4 novembre 1970, Sakharov fonde, avec deux jeunes physiciens, Tverdokhlebov et Tcholidze, un Comité russe des droits de l'homme, achevant d'exaspérer le pouvoir communiste qui, ces derniers temps, a multiplié les mises en garde. Dès 1969, Sakharov a été exclu de toute participation à des recherches secrètes et affecté comme simple assistant à l'Institut Lebedev. Imperturbable, le savant persiste encore, à cette date, à espérer une transformation positive du régime. Dans ses déclarations et ses écrits, il ne se borne pas, en effet, à dénoncer le mauvais fonctionnement du système, il s'emploie avec force et sincérité à en proposer la rénovation. Deux de ses écrits parus à cette époque tracent les contours très précis de ce que Gorbatchev appellera une quinzaine d'années plus tard la « perestroïka » interne et la désidéologisation de la politique étrangère.

Dans ses *Réflexions sur le progrès, la coexistence pacifique et la liberté individuelle*, diffusées en *samizdat*, puis publiées en Occident en 1968, Sakharov, rappelant les trois menaces qui pesaient sur le monde — le danger nucléaire, la destruction de l'environnement et l'explosion démographique —, défendait l'idée d'un rapprochement entre le camp socialiste et le camp capitaliste. L'idéal était de réunir les traits positifs des deux systèmes ». Deux ans plus tard, le 19 mars 1970, nourrissant toujours l'espoir d'infléchir la politique des dirigeants soviétiques, il signait avec le physicien Tour-



Andreï Sakharov, le 23 décembre 1986, à son retour d'exil de Gorki.

chine et l'historien Medvedev une lettre-programme adressée aux trois principales personnalités du régime, dont Brejnev. Relu vingt-deux ans après, ce document se révèle extrêmement troublant tant par sa convergence avec l'analyse et le programme gorbatchévien des années 1985-1987 que par ses vues prophétiques sur les risques d'une expérience réformatrice mal engagée.

Étonnante similitude des vues en effet, et presque des termes, en ce qui concerne le constat de faillite. « Au cours de la dernière décennie, affirmait Sakharov et ses amis en 1970, des signes menaçants de désorganisation et de stagnation ont commencé à apparaître dans l'économie de notre pays ; mais le point de départ de ces difficultés remonte à une période bien antérieure et revêt un caractère très profond. Le taux de croissance du revenu national décroît régulièrement. L'écart s'accroît entre la mise en œuvre des capacités de production nécessaires à un développement normal et la réalité. Des cas nombreux d'erreurs se manifestent dans la détermination de la politique technique et économique, dans l'industrie et l'agriculture. » Or, voici ce qu'écrivait en 1987 Gorbatchev dans ses *Vues nouvelles sur notre pays et le monde* : « A un certain moment — le phénomène est devenu évident pendant la deuxième moitié des années 1970 — s'est produit quelque chose d'explicable à première vue. Ce pays a commencé à perdre son dynamisme. Les échecs économiques se mirent à devenir plus fréquents. Les difficultés s'accumulèrent, les choses se détériorent, les problèmes non résolus se multiplièrent. Des aspects de ce que l'on appelle la stagnation se mirent à faire leur apparition dans notre société. »

Que proposaient Sakharov, Tourtchine et Medvedev pour redresser la situation ? Une « démocratisation de la vie sociale menée sous la direction du Parti, en collaboration avec toutes les couches de la société » comprenant notamment une liberté d'information et de création « indispensables à l'intelligentsia », une réforme de la justice, l'annulation des condamnations politiques, la multiplicité des candidatures, une révision du processus de gestion et d'organisation. Il n'y avait plus le choix : c'était la réforme ou le chaos. « Qu'est-ce qui attend notre pays si la voie de la démocratisation n'est pas prise ? Retard par rapport aux pays capitalistes dans la deuxième révolution industrielle et transformation progressive de notre pays en puissance provinciale de deuxième ordre ; accroissement des difficultés ; aggravation des rapports entre l'appareil du Parti, le gouvernement et l'intelligentsia ; danger de glissement à droite et à gauche ; aggravation des problèmes nationaux, car, dans les Républiques nationales, l'aspiration de la base à la démocratisation a inévitablement un caractère nationaliste. » On

croirait, avec quinze ans d'avance, lire une description de l'URSS à la fin de l'ère gorbatchévienne. Ces mises en garde prophétiques restèrent lettre morte. Le pouvoir faisait la sourde oreille et tentait de faire taire l'académicien en malmenant les membres de sa famille, en faisant même courir des bruits inquiétants sur sa santé mentale. Ces manœuvres de discrédit réussirent. Hormis dans le petit milieu de la dissidence, la voix de Sakharov n'eut jamais d'écho dans le pays profond. En revanche, elle ne cessa de prendre de la portée en Occident. En octobre 1975, le prix Nobel consacra la notoriété d'un savant qui personnifiait dans le monde entier le combat en faveur des droits de l'homme. Toutefois, si le Nobel le protégea du goulag et de l'hôpital psychiatrique, il ne lui évita pas l'exil à Gorki lorsque, en janvier 1980, il osa condamner l'intervention soviétique en Afghanistan.

Fatigué et très soucieux de la santé de sa femme, rappelé sept ans plus tard par le bon vouloir de Gorbatchev, il aurait eu toutes les raisons de se taire. Et d'autant que la politique du nouveau secrétaire général, surtout en matière extérieure, répondait à ses souhaits. Il accepta d'ailleurs de participer en février 1987 au Forum international pour un monde sans armes nucléaires, qui rassembla à Moscou près d'un millier de scientifiques de quatre-vingt pays. L'année suivante, il est élu au présidium de l'Académie des sciences, autorisé à voyager. Sakharov a-t-il été récupéré par Gorbatchev ? Ceux qui le craignent sont vite rassurés en écoutant ses discours au Congrès des députés du peuple, où il a été élu au printemps 1989. Dès le mois de juillet, on le retrouve aux côtés d'Eltsine et d'Afanassiev à la tête du groupe interrégional de députés qui se fixe pour objectif de faire passer l'URSS le plus rapidement possible du totalitarisme à la démocratie. Il ne cesse de harceler Gorbatchev, qu'il trouve trop timide et trop indécis. Deux jours avant sa mort, le 12 décembre 1989, il demande un débat — que Gorbatchev parvient d'ailleurs à faire différer — sur l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste.

Extraordinaire destin de saint laïque et de prophète que celui de cet homme qui, au faite de la gloire et des privilèges, accepta l'impopularité et la persécution. Il est une figure exemplaire de cette poignée de dissidents qui, dans les années de soumission, ont, par leurs seules actions, sauvé l'honneur et semé les idées des temps nouveaux qui abattiront l'Empire.

POUR EN SAVOIR PLUS

- La Révolution gorbatchévienne, de Jacques Baynac, L'Arpenture, 1989.
- Mémoires d'Andreï Sakharov, Le Seuil, 1990.
- Histoire de la dissidence, de Jean Châma et Jean-François Soulet, Le Seuil, 1982.

Prochain épisode : « Le problème d'Edward Gibbon », par Jean-Pierre Rioux

La conférence de Londres sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie

« Des négociations ? Quelles négociations ? », a déclaré, furieux, le président serbe Slobodan Milosevic, considéré comme « l'homme fort » à Belgrade, en quittant, jeudi 27 août, la conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie, qui s'est achevée dans la soirée à Londres sur une condamnation de sa politique nationaliste et expansionniste. Le leader serbe, qui avait écouté une succession d'orateurs dénoncer les responsabilités serbes, avait même dû entendre en public des reproches du premier ministre de la « nouvelle » Yougoslavie (Serbie, Monténégro), M. Milan Panic, dont le pouvoir à Belgrade semble être moins assuré.

Le leader des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, s'est dit satisfait, vendredi, du résultat

de la conférence qui, selon lui, n'a pas fait de « discrimination ». Mais il a d'avance rejeté sur les Musulmans la responsabilité d'un éventuel non-respect du cessez-le-feu. « Nous ne pouvons pas cesser les premiers car ce n'est pas nous qui lançons l'offensive », a-t-il affirmé à la BBC. M. Karadzic s'est engagé à « faire ce que nous avons promis, peut-être pas immédiatement, mais nous le ferons ».

Estimant que le leader serbe de Bosnie n'accepterait pas « les termes de l'accord de désengagement militaire en Bosnie par philanthropie » mais parce qu'il y serait obligé par son isolement sur le terrain (observateurs à la frontière serbe, sanctions), le secrétaire d'Etat américain par intérim, M. Lawrence Eagleburger, a estimé que

le programme d'action prévu par les « décisions spécifiques » de la conférence « a galvanisé l'action internationale pour traiter ce cancer au cœur de l'Europe ». Il a jugé que la conférence avait lancé « un signal clair que l'agression ne serait pas récompensée ». Prudent, M. John Major, le premier ministre britannique qui a coprésidé la conférence avec le secrétaire général de l'ONU, a déclaré que « nous ne pouvons nous fier à la seule bonne volonté [des parties en conflit] et devons maintenir la pression ». Le chef de la diplomatie allemande, M. Klaus Kinkel, a déclaré que malgré son « pessimisme initial, deux résultats concrets » avaient été obtenus, à savoir la détermination des responsabilités et un programme d'action.

Cependant, un porte-parole du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine, M. Paul Trivkovic, a critiqué, vendredi dans le quotidien londonien *The Times*, la communauté internationale pour son incapacité à entreprendre une « action décisive » pour mettre fin à la guerre.

Les ministres de la défense et des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), l'organisation européenne de défense, devaient se rencontrer vendredi à Londres et devaient décider de mettre à la disposition de l'ONU, près de 5 000 hommes pour la protection des convois humanitaires, la supervision des armes lourdes et le contrôle de l'embargo. — (AFP, Reuter, AP.)

A Sarajevo, la canonnade n'a pas cessé

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Synchronisme parfait et tragiquement symbolique. A l'heure même où, jeudi soir 27 août, à Londres, les quarante délégations à la conférence sur l'ex-Yougoslavie obtenaient leurs travaux avec quelque espoir pour la paix, les artilleriers des deux camps, serbes et bosniques, se déchaînaient de nouveau. Une fois de plus, le ciel de Sarajevo s'enflammait de la lueur des incendies, visibles de chaque côté de la ligne de front distante parfois d'environ deux cents mètres. Au sifflement des obus succédait quasi instantanément le bruit sourd des explosions.

D'abord limitée au centre-ville, cette riposte à grande échelle des duels d'artillerie s'étendait petit à petit à tout le front et s'y ajoutaient bientôt des échanges nourris aux armes légères. La canonnade, qui s'est poursuivie jusqu'à l'aube à un rythme soutenu, s'est quelque peu ralentie ensuite, sans toutefois que le calme soit totalement revenu.

Avant même de rentrer dans le détail concret des épi-

rouses promises faites à Londres par le chef de la République serbe de Bosnie-Herzégovine, M. Radovan Karadzic, ces nouveaux débordements jettent une ombre sérieuse sur la sincérité des accords. Déjà promise, la notification aux Nations unies, par les Serbes, dans les quatre jours, de leurs pièces d'artillerie déployées autour de la cuvette de Sarajevo, ne devrait pas, en théorie, poser de problèmes, la question étant de savoir si la liste sera complète.

Tragique routine

Compte-tenu du nombre très élevé de celles-ci — environ 450 dont une cinquantaine d'obusiers de 155 mm et une centaine de canons de 122 mm — et de leur mobilité, la mise sous contrôle de l'ONU, qui doit envoyer une quarantaine d'observateurs supplémentaires, risque d'être délicate.

En attendant, un grand scepticisme demeure ici et là, vendredi matin, les habitants contemplant une nouvelle fois les débris de la nuit. Attraits de plein fouet en début de soirée,

des bâtiments de la gare centrale de Sarajevo continuaient de se consumer et une usine de vêtements situés à proximité n'était plus que carcasse calcinée. Dans un tunnel, non loin de là, un char de l'armée bosniaque avait soigneusement regagné son abri. A l'hôpital Kosovo, le premier bilan de cet affrontement nocturne s'élevait déjà à trois morts et vingt-deux blessés.

Les dernières quarante-huit heures avaient pourtant vu une baisse sensible des bombardements, qui étaient revenus à leur rythme habituel : trois morts, une dizaine de blessés à un arrêt d'autobus, et cinq blessés dont deux graves lors de l'explosion d'un obus devant un café. Pour la première fois depuis plusieurs jours, les urgences des hôpitaux n'étaient pas prises d'assaut et, dans la rue, les passants se faisaient plus nombreux.

L'accalmie correspondant à la rencontre de Londres aura donc été de courte durée, et nul ici ne se fait d'illusions sur la possibilité prochaine de voir un semblant de paix rétablir autour de la capitale bosniaque.

FRANÇOISE CHIPAUX

Les réactions en France

M. Rocard : l'action humanitaire ne suffit pas

M. Michel Rocard a déclaré, jeudi 27 août, lors de la réunion de son conseil à Quimper, que, dans l'ex-Yougoslavie, « la communauté internationale s'honore d'une action humanitaire courageuse et diversifiée ». « Chacun sait, a-t-il ajouté, ce qu'elle doit à Bernard Kouchner, à François Mitterrand, à la France. (...) Pourtant, cela ne suffit pas. (...) Face à la guerre de conquête que mène le gouvernement serbe contre la Bosnie indépendante, nous devons assumer nos responsabilités ».

L'ancien premier ministre a affirmé : « Si, par malheur, la conférence de Londres échouait, la France devrait prendre l'initiative de proposer au Conseil de sécurité des Nations unies une résolution imposant à Belgrade de cesser son intervention militaire et de retirer toutes ses troupes de Bosnie, même celles déguisées en milices, sous peine de recourir à la force au titre du chapitre 7 de la Charte ».

M. Lionel Jospin, invité à la réunion de Quimper, a déclaré que « l'attitude adoptée par le président de la République en juillet et que celle qui présente une partie de l'opposition est irresponsable ». L'ancien ministre de l'Éducation nationale a souligné que le gouvernement français « n'est ni coupable ni responsable de ce qui se passe dans l'ancienne Fédération yougoslave » et qu'il faut « exclure toute idée d'intervention unilatérale de la France », mais qu'il ne faut pas exclure, en revanche, « une action militaire internationale ».

■ RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui a été écrit dans le *Monde* du jeudi 27 août à l'occasion d'un entretien avec M. Roland Dumas, la Russie n'est pas le seul pays à avoir reconnu la République ex-yougoslave de Macédoine, même si elle a été, à cette date, le dernier État à le faire (le *Monde* des 7 et 10 août). La Macédoine a été reconnue, au total, par sept pays : en premier lieu par la Bulgarie voisine, puis par la Turquie, la Slovaquie, la Croatie, les Philippines, la Lituanie et la Russie.

Sur la ligne de feu entre les zones serbe et bosniaque

Les chances d'une solution « à la suisse »

TESLJC

de notre envoyé spécial

Quand il vous faut, pour relier deux villages, traverser à pas de loup des champs de mines, quand vous entendez, à longueur de nuit, récits d'horreur et salves rageuses, quand vous voyez les regards des combattants lancer des éclairs au seul nom de l'adversaire, quand vacille le seul espoir des pourparlers de Londres, vous vous dites que les conflits de l'ex-Yougoslavie, dont on rappelle complaisamment le caractère séculaire, comme si le temps passé à se haïr excusait de ne plus en finir, ont quelque chose d'exceptionnel, et que la paix est hors d'atteinte.

Et pourtant ! Sur le terrain, ce terrain truffé d'obusiers et de projectiles, des chances de compromis existent. Quelque part sur la ligne de feu, entre Tesanj, en zone bosniaque, et Teslic, la serbe, un radio-amateur met régulièrement en contact les autorités des deux communes. La parole brûlante de la CB couvre encore les saccades inévitables de la poudre.

« Cette guerre n'est pas de religion »

Tesanj rassemble 20 000 personnes, dont 70 % de Musulmans, 18 % de Croates, 10 % de Serbes, le reste étant classé « mixte ». Le président de l'Assemblée, M. Mirsad Cman, est un Musulman. Mais il se veut laïque et ne revendique pas une institution islamique, encore moins fondamentaliste. Il accepterait de former un canton dans un ensemble de Bosnie-Herzégovine, selon une frontière calquée sur l'actuelle ligne de feu empruntée par Equilbre (1).

Le responsable du territoire de Teslic, à 20 kilomètres du côté serbe, M. Milorad Markovic, tient un langage voisin, malgré la proportion inverse de sa population : sur 20 000 habitants, 65 % de Serbes, 15 % de Croates, 20 % de

Musulmans. Il prétend — ce que conteste M. Cman — qu'à l'origine locale du conflit se trouve la séquestration de négociateurs serbes par des Bosniques à la solde de Musulmans intégristes. Il nie, d'autre part, l'existence des camps évoqués par les gens de Tesanj, et se dispense d'en tolérer la visite. Mais, pour le reste, l'écart de leurs positions, de leur avis même, ne mérite pas la moindre blessure par balle. Teslic accepterait de figer les frontières d'aujourd'hui. Pas question de revendications sur Tesanj, encore moins sur Travnik ou Zetia, comme on s'en inquiète à-bas.

« Les objectifs sont atteints », affirme M. Markovic. Nous n'abuserons pas de notre évidente supériorité en gros armement. Cette ville possède un monastère qui date du quatorzième siècle, avant la bataille de Kosovo. Moi non plus, je ne veux pas devenir République islamique. Cette guerre n'est pas de religion ».

Comme chaque fois que la conversation s'engage ici, dans les bureaux où bivouaquent les deux camps, M. Markovic sort sa carte de l'ex-Yougoslavie et commence à crayonner des zones. Son crayon a moins tendance à glisser à l'est et au sud que celui des militaires. « En 1918, la parole a été donnée aux cartographes. Il faut recommencer. Bien sûr, nous, Serbes, alimenter le rattachement direct à Belgrade, mais nous accepterions de former un canton autonome au sein d'une République laïque de Bosnie-Herzégovine. Il n'y a de solution que dans la cantonisation à la suisse. Les Croates sont d'accord là-dessus. Un passeport unique figurerait les trois cantons. » Devant cette esquisse d'accord, on rage de ne traverser la forêt de Borja qu'au son des balles.

BERTRAND POIROT-DELPECH

(1) L'organisation humanitaire lyonnaise à l'origine du convoi.

Sans illusions...

Suite de la première page

Parmi les autres obligations, consenties par les Serbes, figurent également le respect des frontières actuelles et des droits des minorités, la garantie des droits des minorités, et l'ambition de normaliser la situation en Croatie, dont les conflits entourent un tiers du territoire. Si ces engagements sont tenus, dit le « papier » (dont M. John Major est l'auteur), la Serbie et le Monténégro retrouveront une position « respectée » dans la communauté internationale. Dans le cas contraire, « le Conseil de sécurité sera invité à prendre de nouvelles sanctions conduisant à un isolement international total ».

Accentuer la pression

Les Serbes ont jugé ce « papier » modéré, car il ne mentionnait pas notamment leur prétention à être les héritiers de l'ancienne Yougoslavie en tant qu'État ; et ils n'ont donc pas quitté la conférence. Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, et d'autres délégations étaient d'ailleurs hostiles à une déclaration officielle sévère pour Belgrade. A leurs yeux, cela aurait compromis des chances de relance de la négociation. D'autant plus que la Serbie voyait déjà d'un très mauvais œil la nomination, pour succéder à lord Carrington au poste de président de la conférence de paix européenne, de M. David Owen qui, il y a peu, avait préconisé une intervention militaire internationale en Bosnie.

Londres n'est qu'un début. La conférence internationale, affirmait-on, vivra jusqu'à ce qu'un règlement final des problèmes de l'ex-Yougoslavie soit obtenu. Pratiquement, elle commencera, le 3 septembre, à Genève, avec la constitution de multiples groupes de travail et de comités de « pilotage », gérés conjointement par les Nations unies et la Communauté européenne. Les grands principes et conditions de ce travail ont été définis dans la capitale britannique : cessation des combats, non reconnaissance des conquêtes territoriales, respect des libertés civiles fondamentales, du droit international et humanitaire. Les expulsions forcées, de même que les détentions illégales, les tentatives de modification ethnique des populations sont condamnées « étatement ».

« Ce sont les normes », disait M. Major, sur lesquelles tous les protagonistes seront jugés ».

En fait, la Conférence de Londres reprend une très grande partie des principes qui s'étaient fixés la conférence de paix en Yougoslavie, mise en place par la CEE en 1991 sous la conduite de lord Carrington et qui n'avaient pas eu, c'est le moins qu'on puisse dire, de résultats spectaculaires sur l'évolution des événements. En l'élargissant aux Nations unies (au niveau de la présidence avec M. Cyrus Vance), à la CSCE, aux membres permanents du Conseil de sécurité, aux représentants des pays limitrophes concernés et du monde musulman (au sein des groupes de travail), on espère accentuer la pression internationale sur les belligérants, amener ceux-ci à négocier — quitte, semble-t-il, à accepter une révision des frontières, mais par accords mutuels — et éviter un désastre dans l'ensemble des Balkans.

Sur la situation en Bosnie, la Conférence a appelé, dans une déclaration officielle, à la reconnaissance par toutes les anciennes Républiques de Yougoslavie et à la reprise immédiate, à Genève, des négociations sur l'avenir institutionnel de cette République. A cette déclaration, est jointe une lettre à M. John Major du dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, qui s'engage à donner, « dans les 96 heures » une

liste des positions des armements lourds qui se trouvent autour de quatre villes assiégées par les Serbes (Sarajevo, Gorazde, Bihac et Jajce) et de les placer sous la supervision de l'ONU, conformément à une résolution du Conseil de sécurité.

Signe d'apaisement ? Peut-être, car M. Karadzic ajoute qu'en cas de négociations sérieuses entre les trois communautés de Bosnie-Herzégovine (serbe, croate et musulmane), « les Serbes de Bosnie accepteraient de renoncer à une part substantielle du territoire actuellement sous le contrôle de leurs forces ». Mais tout cela, à condition que le gouvernement (musulman) bosniaque prenne, au niveau militaire, des décisions analogues... Des dispositions spécifiques, qui engagent toutes les parties ont donc également été prises à Londres (voir ci-dessous).

Toujours à propos de la Bosnie, le secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, a annoncé que l'accompagnement militaire des convois humanitaires dans cette République, prévu dans la résolution 770, se fera sous l'égide de l'ONU et il présentera une demande d'élargissement du mandat de la FORPRONU, au début de la semaine prochaine, à New-York. L'organisation de cette force spéciale, composée de plusieurs milliers d'hommes venant de différents pays, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Canada et d'autres, devait être discutée, vendredi à Londres, lors d'une session ministérielle de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Quant au retour à la paix en Bosnie-Herzégovine et à une situation normale dans l'ex-Yougoslavie, notamment en Croatie, et en dépit de ces déclarations de bonnes intentions de toutes les parties, personne ne se fait d'illusion. « Ce n'est pas facile », disait M. Major. « On voudrait naturellement aller plus vite, mais la situation est complexe... ».

ALAIN DEBOVE

Un arsenal de « décisions spécifiques »

Selon les « décisions spécifiques » adoptées dans les documents de la conférence, toutes les parties acceptent de coopérer à un programme d'action :

1. Cessation de la violence. Le but premier est d'arriver à un arrêt réel et durable des hostilités dans l'ensemble de l'ancienne Yougoslavie et en particulier en Bosnie-Herzégovine afin de faciliter la négociation d'une solution politique. Cela implique des actions urgentes incluant :
 - la levée rapide du siège de villes et de villages ;
 - la supervision internationale des armements lourds ;
 - la mise sous contrôle central de toutes les forces, y compris les forces irrégulières ;
 - la réduction progressive des quantités d'armes dans la région sous supervision internationale ;
 - la notification aux Nations unies, par toutes les parties, dans le cadre des mesures de confiance et de sécurité, de tous les armements lourds dans un délai de quatre-vingt-seize heures (quatre jours) ;
 - l'interdiction des vols militaires ;
 - l'identification des quartiers généraux et des commandements de toutes les unités armées, y compris paramilitaires ;
 - le stationnement d'observateurs à la frontière entre la Bosnie et la Serbie et entre le Monténégro et la Bosnie (surveillance de l'embargo sur les armes) ;
 - la déposition d'observateurs en Bosnie pour le contrôle des armements lourds.
2. Acheminement efficace de l'aide humanitaire. Une coopération totale pour l'envoi d'aide humanitaire, par la route, en Bosnie-Herzégovine, est demandée à toutes les parties,

selon les phrases spécifiques suivantes :

- développement progressif des missions humanitaires et des convois routiers en provenance de Croatie, de Serbie et du Monténégro vers toutes les régions de Bosnie où cette aide est nécessaire ;
- priorité est donnée à la réparation du réseau routier et ferroviaire entre Ploce, Mostar et Sarajevo ;
- désignation de représentants locaux avec lesquels des facilités pratiques pour les missions humanitaires et les convois routiers peuvent être réglées.
- 3. Les réfugiés. Retour progressif des réfugiés dans leurs foyers. Les Nations unies seront chargées d'évaluer leurs besoins.
- 4. Démantèlement des camps de détention. Libération inconditionnelle et unilatérale, sous contrôle international, de tous les civils prisonniers et fermeture sans délais des camps de détention ;
- accès immédiat de la communauté internationale aux camps pour examiner la situation des personnes détenues ;
- action urgente des organisations humanitaires pour trouver des solutions temporaires à la prise en charge des détenus libérés.
- 5. Action internationale. Pour atteindre ces buts, tous les gouvernements et organisations internationales s'engagent à :
 - coopérer totalement avec le secrétaire général des Nations unies et à lui fournir les informations permettant d'appliquer la résolution 771 ;
 - à prendre toutes les mesures légales possibles contre les responsables de violations ou d'atteintes aux conventions de Genève ;

— à ouvrir un registre des violations établies et vérifiées au droit humanitaire international ;

— à organiser les missions de contrôle et de surveillance demandées par la CSCE sur les territoires de l'ancienne République fédérative et socialiste de Yougoslavie (RFYS) et des pays voisins (contrôle de l'embargo, NDUR) ;

— à ne pas envisager une aide à la reconstruction de l'économie serbe tant que la Serbie n'aura pas rempli les conditions posées par cette conférence, à savoir donner les moyens de passage aux convois humanitaires et assurer leur protection, à la demande de l'ONU ; donner les moyens de contrôle des armements lourds en Bosnie-Herzégovine.

6. Sanctions. Un accord a été conclu entre les gouvernements concernés sur les points suivants :

- renforcement d'un plan d'action visant à assurer l'application rigoureuse des sanctions ;
- renforcement des sanctions sur la Danube, considérant que les pays riverains ont autorité pour le faire, et l'obligation de les appliquer ;
- aide pratique aux pays voisins, en personnel et en équipements, afin de faire appliquer rigoureusement les sanctions, en coopération avec la CEE et la CSCE.

Enfin, pour ce qui est des violations du droit humanitaire international, les deux présidents de la conférence de Londres, M. Boutros Boutros-Ghali et John Major, examinent la possibilité de créer une Cour pénale internationale devant laquelle les auteurs des exactions seraient traduits.

EUROPE

ALLEMAGNE : les violences xénophobes à Rostock

La mission dans l'ex-Yougoslavie
de l'ancien premier ministre polonais

M. Mazowiecki préconise la création d'une commission d'enquête permanente

GENÈVE

de notre correspondant

Le rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme des Nations unies (le Monde daté 16-17 août), chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, l'ancien premier ministre polonais Tadeusz Mazowiecki - qui n'a pas participé à la conférence de Londres parce qu'il n'y avait pas été invité - devait remettre, dans la soirée du vendredi 28 août, un premier rapport sur la mission qu'il a dirigée sur le terrain, du 21 au 26 août. Le texte comportera un certain nombre de recommandations : l'une d'elles préconise la création d'un organe d'enquête permanent.

A son retour à Genève, au cours d'une conférence de presse jeudi, M. Mazowiecki a déclaré que des atrocités étaient commises de part et d'autre, que la haine était incitée, propagée et encouragée de manière exacerbée par tous les médias du pays, et que le surarmement était un ne peut plus alarmant.

La mission est rentrée avec le pénible sentiment que la tragédie yougoslave risquait de n'être qu'à ses débuts et que toutes les parties en conflit étaient responsables de la dégradation de la situation. M. Mazowiecki a estimé, d'autre part, que le mandat de la FORPRONU devrait être élargi et ses effectifs augmentés.

Les membres de la mission ont pu s'entretenir avec des personnalités de tous bords et visiter un certain nombre de lieux de détention, mais pas tous ceux dans lesquels ils auraient souhaité se rendre. M. Mazowiecki retournera en septembre en ex-Yougoslavie et, cette fois, visitera également le Kosovo.

Pour sa part, M. Louis Joinet (France), responsable à la sous-commission du problème des détentions arbitraires, qui, au cours de cette mission, s'est particulièrement préoccupé de l'étendue de la détresse politique de purification ethnique « croisée » - les Serbes n'en ayant pas l'exclusivité - nous a confirmé toutes les atrocités maintes fois relatées. Ses méthodes sont, selon lui, pratiquées :

1. Diverses formes de dissuasion à l'encontre des personnes qui veulent rester dans leurs villages, leurs maisons ; cela peut aller jusqu'aux exécutions sommaires ;

2. Appel à la délation collective. Il circule dans une quinzaine de villes des fascicules intitulés « Qui est qui ? » ; l'un d'eux, publié par les Croates, comporte 6 000 noms serbes ;

3. Expulsions avec confiscation des biens, précédées d'extorsion de signatures sur des documents dans lesquels l'expulsé doit déclarer que son départ est volontaire ;

4. Manipulation du statut de prisonnier de guerre : des paysans sont arrêtés en masse, afin de servir de monnaie d'échange ;

5. Destructions sélectives : on peut voir dans le même village des ruines de maisons musulmanes côtoyant des demeures en bon état, fleurs aux fenêtres ;

6. Discrimination d'état-civil : il faut prouver que l'on appartient à telle ou telle ethnie, afin de pouvoir inscrire ses enfants à l'école, toucher sa retraite...

Pour le juriste français, toutes ces mesures sont, en même temps que moralement et humainement graves, totalement illégales.

ISABELLE VICHNIAC

Pour la première fois depuis la fin de la semaine dernière, la ville de Rostock, dans l'ex-RDA, a connu, jeudi 27 août, une soirée calme. Seule une bagarre entre quelques dizaines de jeunes gens d'extrême droite, ivres pour la plupart, a été signalée. En revanche, de deux mille à trois mille personnes ont défilé en silence dans les rues de la ville pour protester contre les violences xénophobes de ces derniers jours. Déjà, environ trois mille personnes s'étaient rassemblées mercredi soir à Berlin, Munich et Francfort. La police craint de nouveaux affrontements à la fin de semaine, plusieurs mouvements de gauche ayant annoncé leur intention d'organiser à Rostock une manifestation antiraciste.

Le chancelier Kohl a de nouveau condamné ces violences en ajoutant jeudi, au cours du conseil des ministres : « Ceux qui mettent en danger la vie ou la santé des autres, qui incendient des maisons et incitent à la haine des étrangers doivent être poursuivis avec toute la sévérité de la loi. » Le président de la République, M. Richard von Weizsäcker, a, lui aussi, très vivement critiqué les événements de Rostock. Dans un texte publié jeudi en première page du quotidien populaire Bild Zeitung, il a écrit que les violences contre les demandeurs d'asile étaient un « signe sérieux et pernicieux qui pourrait facilement s'étendre au-delà de la problématique de l'asile ».

M. Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, ministre de

la justice, a déclaré au quotidien Berliner Kurier que le « vrai » motif de ces violences réside « dans les problèmes économiques et personnels qu'ont les gens actuellement », tandis que les étrangers et les demandeurs d'asile ne sont, selon elle, que des causes « apparentes ».

C'est la première fois depuis le début des violences qu'un ministre établit un lien direct entre ces incidents et les conditions de vie dans l'ex-RDA. Les principaux partis politiques vont par ailleurs tenter de trouver un terrain d'entente pour financer le droit d'asile. (AFP, AP, Reuters.)

« Ils nous volent la réunification... »

Des jeunes de l'ex-RDA déboussolés et frappés par le chômage sont à l'origine des récentes manifestations racistes de Rostock

ROSTOCK

de notre envoyé spécial

Une nouvelle fois l'Allemagne vit un électrochoc, et contemple, consternée, les images télévisées d'un spectacle qu'elle n'aurait pu imaginer il y a quelques années : quelques skinheads au crâne rasé et au salut hitlérien, se battant avec des policiers, mais surtout une foule de jeunes gens bien ordinaires, une partie de sa population ouvrière, scandant jour après jour depuis samedi 22 août, une haine simple, brutale et banale, un cri viscéral et exaspéré : une haine de l'étranger.

Durant cinq nuits consécutives, quelque chose d'hallucinant a parcouru la Gustower Strasse, une enfilade d'immeubles modernes perdue quelque part dans le brouillard de la Baltique. Quelque chose d'hallucinant comme cette minuscule lumière qui brille dans le vide d'une des chambres du foyer désert et qui, laissée allumée dans la précipitation du départ, suscite encore et toujours les jets de pierres, les mots d'insultes et les parties de cache-cache avec les policiers. Gustower Strasse et ses pelouses râpées, quadrillées, isolées du reste du monde par des cordons de sécurité, dignes dans les gyrophares, les incendies et les éclats de rire. Un chahut, une fête pour ces jeunes venus des quatre coins de la région - voire pour certains du pays - une fête de fin d'été que chacun ne voudrait jamais voir terminée.

Rainer, vingt ans, sait que, d'une certaine manière, il a gagné. Ouvrier mécanicien à Malchin, il a existé l'aller et retour - 140 kilomètres - toutes les nuits avant de reprendre le travail. Afin d'être là, dans cette cité-dortoir devenue le haut lieu de la jeunesse déboussolée. Il jubile, Rainer : « Ils sont partis, et c'est grâce à nous. Nous continuerons, nous irons dans d'autres centres d'immigrés. Les policiers peuvent nous arrêter, nous tirer dessus, lâcher leurs chiens, nous serons encore là », dit-il, le foulard masquant à moitié une bouille d'adolescent mal dégrossi.

Les cheveux longs, en jean et en tee-shirt, Rainer n'a rien du militant d'extrême droite, se défend d'être fasciste et, de fait, de l'être. L'immense majorité des manifestants, à l'allure d'un jeune homme tranquille et ordinaire, souriant, pressentant « peace and love » dans les apparences, rien de vraiment différent d'un militant Vert, d'un sympathisant de la gauche alternative. Et pourtant, s'il le pouvait, s'exclame-t-il en riant, il couperait ses cheveux, chausserait des bottes et deviendrait l'un de ces skinheads qui, bien que venus en nombre limité, semblent bel et bien noyer cette série d'émeutes.

« Je ne peux pas le faire, sinon je perds mon emploi. Mais je suis avec eux. Je voudrais qu'ils gagnent, qu'ils aient le pouvoir, au

lieu de tous ces politiciens. Il faut faire vite : « Les étrangers arrivent par milliers, ce ne sont pas des réfugiés de la guerre de Yougoslavie. Non, ce sont des Roumains, des Tsiganes, des Turcs, des Polonais, des Vietnamiens. »

Il mime ces derniers en se tirant les poignets, les yeux bridés et la moue de dégoût. « Ils puent, ils sont sales. Nous les combattons parce qu'ils puent. Ils chient sur nos pelouses. Et avec ça le gouvernement leur donne un logement, de l'argent. Mais cet argent, nous en

avons besoin. Il faut d'abord penser à nous, les Allemands de l'Est. Nous, nous sommes déjà des étrangers pour les Allemands de l'Ouest. Alors, nous n'avons pas besoin d'étrangers supplémentaires. A l'Ouest, ils ne pourront pas payer pour tout le monde et, nous, nous voulons être au niveau de l'Ouest tout de suite. »

Les « nouveaux Turcs » ?

Au milieu des gaz des grenades fumigènes à peine dissipées, Simone, vingt ans, une fan de Tina Turner, cuisinière dans un restaurant de Neu-Buckow, à quarante kilomètres de Rostock, ne veut pas parler de politique. Elle ne parle pas non plus pour les républicains, le parti d'extrême droite, « parce qu'ils vont un peu trop loin ». Mais tout de même, explique-t-elle, en douceur : « Les étrangers sont si mauvais », et soupire pour dire : « Ils nous volent la réunification. Depuis la chute du mur, nous voyons les vêtements et tous les produits affluer. Mais rien n'a changé. Nous n'avons pas d'argent pour les

acheter. » Se méfiant des partis politiques traditionnels, les jeunes manifestants, tout comme les habitants du quartier plus âgés, des anciens ouvriers des chantiers navals aujourd'hui au chômage, ne semblent pas pour autant tentés par un engagement politique « conscient » aux côtés de l'extrême droite.

La rage xénophobe de la plupart des manifestants explose plutôt comme une peur dans un pays, l'ex-RDA, où l'on estime que près



TANAKO

de la moitié des postes de travail sur les passages parce que, disent-ils, « ces cultures-là, maintenant, on ne veut plus les voir », les jeunes de Rostock ne veulent plus attendre. Les espoirs d'un retour à la croissance et de la perspective d'une remise à niveau de l'ex-RDA leur apparaissent comme autant de mirages que « les politiciens de Bonn » agitent pour mieux les bercer. « C'est trop tard, il n'y aura jamais assez d'argent », disent les manifestants, visiblement tenaillés par l'angoisse de devenir les « nouveaux Turcs » de la grande Allemagne réunifiée. Et entre la peur d'être un Turc et la tentation de s'attaquer à ces derniers.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Deux nouvelles attaques contre des foyers pour demandeurs d'asile. - Au moins deux attaques contre des foyers pour demandeurs d'asile ont été perpétrées dans l'ex-RDA, dans la nuit du jeudi 27 au vendredi 28 août. Une quarantaine de jeunes ont attaqué un foyer pour demandeurs d'asile dans la ville de Stendal, à cent kilomètres de Berlin, mais les forces de l'ordre ont pu empêcher qu'il soit pris d'assaut, a indiqué la police locale. A Oschersleben, également dans le Land de Saxe-Anhalt, quatre inconnus ont lancé un cocktail Molotov contre le mur extérieur d'un foyer pour demandeurs d'asile. (AFP.)

Quarante mille militants d'extrême droite dont 10 % de néo-nazis

Les mouvements d'extrême droite comprennent 40 000 membres dans l'ensemble de l'Allemagne, selon la dernière enquête pour 1991 de l'Office de protection de la Constitution (service qui est un peu comparable aux renseignements généraux en France). En 1990, leurs effectifs n'étaient que de 32 000, mais la progression s'explique en partie par la prise en compte de l'ex-RDA. Ces chiffres ne comptabilisent pas toutefois les adhérents du Parti républicain, que le gouvernement, en l'état actuel, ne classe pas parmi les ennemis de la Constitution.

Parmi ces militants, 4 400, dont 3 000 pour la seule ex-RDA, appartiennent à des mouvements qui se réfèrent ouvertement au nazisme. Les mouvements de néo-nazis ou de « skinheads » existaient à l'Est avant la tombée du mur. Ils sont les plus violents, et probablement à l'origine de la forte croissance des « actions violentes contre les étrangers », qui sont

passées de 270 en 1990 à 1 500 en 1991. Au total, sept cents personnes ont été blessées dans ces incidents, qui ont fait trois morts l'an dernier contre deux en 1990. Au cours des sept premiers mois de 1992, on a déjà compté 650 actes de violence, sans prendre en considération les événements de Rostock. On déplore sept morts.

Les militants néo-nazis sont de sexe masculin (3 % de femmes) ; sont jeunes : près de 70 % ont vingt ans - ou moins - et 3 % seulement plus de trente ans.

Le ministère de l'Intérieur estime que les violences ne font pas l'objet d'une action coordonnée, mais qu'elles sont plutôt le fruit de réactions locales spontanées. Cette thèse est pourtant contestée depuis les événements de Rostock, certains commentateurs soulignant, au contraire, la présence de beaucoup de militants de l'Ouest, ce qui laisse présager un minimum de concertation.

E. L. B.

Les partis politiques vont tenter de s'accorder pour restreindre le droit d'asile

FRANCFORT

de notre correspondant

Les responsables des partis représentés au Bundestag vont se retrouver, à partir du 9 septembre, pour tenter de s'entendre sur une politique du droit d'asile plus restrictive. Les chrétiens-démocrates (CDU) de M. Helmut Kohl, les libéraux, notamment, des sociaux-démocrates (SPD), parmi leurs électeurs, réclamant depuis des mois. Mais tout changement était subordonné à une modification de la Constitution, pour laquelle une majorité des deux tiers dans les deux chambres est nécessaire. Or l'opposition des sociaux-démocrates (SPD) l'empêchait. La possibilité d'une révision constitutionnelle a été ouverte par le récent changement d'attitude du SPD, qui accepte désormais de modifier l'article 16 portant sur le droit d'asile (le Monde du 26 août).

Cet article indique que « les persécution politiques jouissent du droit d'asile ». La formule, héritée dans le contexte de l'après-guerre, est d'une extrême libéralité. Depuis quatre ans, les bouleversements politiques dans les pays de l'Est, puis l'effondrement des économies de ces pays, et, enfin, les conflits balkaniques ont provoqué un afflux massif en Allemagne, pays situé en première ligne et dont la politique libérale est connue. Les demandeurs d'asile ont été 120 000 en 1989, 190 000 en 1990, 230 000 en 1991, et leur nombre pourrait dépasser 400 000 cette année si le rythme observé au premier semestre se maintient.

A côté de ce flot, il faut signaler les arrivées des « Allemands de souche » qui fuient les pays de l'Est pour rejoindre la terre de leurs aïeux où le droit du sang leur donne automatiquement la nationalité allemande. Ils ont été 250 000 l'an passé.

Définition

la « persécution politique »

A sa arrivée, et en attendant que son dossier soit examiné, un demandeur d'asile touche 600 DM par mois (2 000 francs). Très peu de candidats s'avèrent réellement « politiquement persécutés » et obtiennent le statut recherché après examen de leur dossier ; environ un sur vingt. Mais la procédure dure des semaines, voire des mois, tant les services de gestion des demandes sont débordés. Environ 500 000 dossiers seraient en attente. En juillet, le Parlement a voté une loi limitant le délai de réponse à six semaines, mais il faut la mettre en place. Ensuite, quand bien même le réfugié s'est vu refuser son droit d'asile, il est très rarement expulsé. C'est sur ce terrain que l'extrême droite prospère en manœuvrant.

tant que « Das Boot ist voll », « la barque est pleine ».

Le débat sur une restriction du droit d'asile a été soulevé de nombreuses fois ces dernières années parmi les groupes parlementaires. Ne serait-ce que l'an dernier après les émeutes, du type de celles de Rostock, qui avaient eu lieu en Saxe. En avril, lors du débat parlementaire sur l'accord de Schengen sur la circulation des personnes, la CDU estimait qu'une révision de l'article 16 était indispensable et qu'il fallait faire d'une pierre deux coups.

L'état-major du SPD s'y refusait, en réclamant que le problème de l'immigration soit abordé dans son intégralité et à l'échelle européenne. Mais les autorités régionales et locales du parti, qui ont à faire face concrètement à la situation, ont consenti à un changement d'attitude. Dès le mois d'avril, le SPD avait entreouvert la porte en suggérant ce que pourrait être une nouvelle politique. Les demandes d'asile seraient réduites par l'acceptation claire d'une immigration économique, contrôlée par l'adoption d'un système de quotas. Les ressortissants de pays en guerre armée, de leur côté, ont droit d'entrée temporaire.

Le week-end dernier, la direction du SPD a accepté le principe d'une révision constitutionnelle. M. Björn Engholm, le numéro un du parti, a expliqué que le droit d'asile ne devait plus s'appliquer à ceux qui font de fausses déclarations, ni aux personnes originaires de pays que le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) juge exempts de persécution politique.

A partir du 9 septembre, les partis vont devoir faire le tri des propositions, s'entendre sur les méthodes et établir, in fine, un nouveau texte constitutionnel. Il devra choisir entre un maintien du texte actuel complété d'un additif restrictif et une nouvelle formulation qui précisera le terme de « persécution politique » en faisant référence aux droits de l'homme et à la Convention de Genève.

Mais le plus important sera de s'entendre sur la suite concrète à donner à la loi : il faudra, en particulier, se donner des moyens efficaces pour endiguer les flux d'entrées et expulser les candidats refusés. C'est sur le terrain que les partis peuvent effacer l'impression d'impuissance qu'ils donnent à l'opinion (dont l'extrême droite fait ses choux gras). Mais il faudra aussi veiller à ce que ces moyens restent justes et libéraux pour conserver à l'Allemagne son image de pays ouvert aux étrangers.

ÉRIC LE BOUCHER

TCHÉCOSLOVAQUIE : les modalités de la partition

Pas de référendum et maintien d'une monnaie commune

Les premiers ministres tchèque, M. Vaclav Klaus, et slovaque, M. Vladimír Mečiar, ont donné, jeudi 27 août, un certain nombre de précisions sur l'accord auquel ils étaient parvenus dans la nuit de mercredi (le Monde du 28 août) visant à la dissolution de la Fédération à compter du 31 décembre prochain.

Ils ont notamment déclaré qu'ils ne recourraient pas à un référendum pour entériner cet accord. La majorité des trois cinquièmes sera requise dans les deux Chambres de l'Assemblée, et dans les deux parties, tchèque et slovaque, de la Chambre des nations. Le Parti démocratique civique (ODS) de M. Klaus et le Mouvement pour une Slovaquie démocratique

(HZDS), grands vainqueurs des élections législatives de juin dernier, en alliant leurs voix, sont pratiquement assurés de faire passer ces lois.

Ils ont, d'autre part, affirmé que les accords entre les deux Républiques permettraient la libre circulation et l'égalité des droits des citoyens d'une République dans l'autre, la libre circulation des capitaux et de la main-d'œuvre, ainsi qu'une union douanière et « monétaire de paiements ». A cause du coût trop important d'une séparation immédiate, les politiques étrangères et militaires des deux Républiques seront coordonnées. M. Klaus a aussi assuré que la partition du pays n'affecterait pas l'existence d'une monnaie commune.

« J'aimerais souligner qu'il n'y aura pas de changement immédiat de monnaie après janvier ou dans un avenir prévisible. Cela signifie qu'une zone couronne restera en vigueur sur le territoire de l'ancienne Tchécoslovaquie, a-t-il notamment déclaré. Dans le domaine budgétaire, notre objectif est de créer deux comptabilités nationales avec un taux de conversion fixe qui, du moins au début, sera de un pour un. (...) C'est seulement dans le cas où il y aurait une divergence entre les économies des deux Républiques que l'on procéderait à un changement du taux de conversion. » (AFP, Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

PROCHE-ORIENT

A l'issue d'une première semaine de travaux

Les négociations israélo-arabes marquent le pas

Négociateurs arabes et israéliens devaient clore, vendredi 28 août, une première semaine de négociations bilatérales qui n'a pas abouti à des progrès substantiels, malgré une amélioration sensible du climat des discussions.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Les Libanais sont outrés, les Palestiniens sont mécontents, les Syriens s'indignent et les Jordaniens attendent des propositions concrètes qui, disent-ils, ne viennent pas. Au quatrième jour de la reprise du processus de paix, jeudi 27 août à Washington, les négociations entre Israël et ses partenaires arabes semblent bien avoir sérieusement marqué le pas.

Tandis que les représentants israéliens continuent de laisser entendre que tout se passe bien et que l'atmosphère des discussions demeure excellente — ce dernier point n'étant pas nié par les autres parties, les réactions sont multiples du côté arabe. M. Haneen Ashraoui, le porte-parole palestinien, a même accusé jeudi les négociateurs israéliens de souffrir d'une sorte de « schizophrénie », la différence entre leurs déclarations publiques élogieuses et la substance des discussions étant, selon elle, abyssale. Les po-

sitions israéliennes, a insisté M. Ashraoui, demeurent « totalement incompatibles avec les nôtres ». « On ne peut pas dire que c'est l'impasse », a concédé la porte-parole, mais les documents de travail de la délégation israélienne demeurent, selon elle, fortement marqués par « l'idéologie du Likoud », le parti de droite précédemment au pouvoir à Jérusalem, sous la direction de M. Itzhak Shamir. Sans parler des différences connues à propos des futures élections palestiniennes, du nombre possible d'états et de l'étendue des pouvoirs qui seront concédés au « Conseil administratif » qu'il pourrait former (le Monde daté du 28 août), il n'y aurait rien dans les propositions israéliennes concernant un éventuel partage du contrôle des ressources hydrauliques et des terres à Gaza et en Cisjordanie.

Accroissement

Libanais et syriens

Certains rumeurs avaient été répandues sur un tel partage par des sources proches des négociateurs israéliens. De même, a souligné M. Ashraoui, il n'est pas fait mention dans le document israélien d'un retrait des forces militaires israéliennes des territoires occupés. « Sur ce point et sur bien d'autres », a-t-elle conclu, les offres qui nous sont faites sont même en retrait par rapport aux accords de

Camp David. L'acrimonie n'est pas moins grande chez les Libanais. M. Souheil Chammas, chef de la délégation, a carrément accusé jeudi la partie adverse d'essayer de faire « légitimer et légaliser » par son gouvernement l'occupation par l'armée d'Israël d'une partie du territoire national. Tout ce que nous avons fait, rétorque-t-on du côté israélien, fut de proposer une plus grande présence administrative, dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, des autorités libanaises pour les populations qui vivent dans notre zone de sécurité.

Rappelant que les 850 kilomètres carrés occupés depuis une dizaine d'années par Israël dans le sud du pays étaient « partie intégrante du Liban », M. Chammas a précisé que sa délégation avait « rejeté » cette proposition. « Les Israéliens, a-t-il poursuivi, ont sans doute oublié qu'ils sont dans notre pays, sur notre sol et que tout ce que nous leur demandons, c'est de se conformer à la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies, de nous proposer un calendrier pour le retrait de leurs forces ».

Les Syriens, qui font un peu la pluie et le beau temps au Liban, ont, semble-t-il, adopté une attitude similaire, à moins que ce soit l'inverse... En tout cas, M. Mowafak Allaf, le très urbain négociateur en chef venu de Damas, s'est étonné de ne « pas avoir encore détecté, en dehors du très positif changement de style, de mutation

substantielle de la position israélienne » sur l'occupation du Golan. « La seule différence, a concédé le diplomate, est que, naguère M. Ben Aharon (le négociateur israélien proche de l'ancien premier ministre) disait que le texte de la résolution 242 ne pouvait être qu'un guide pour les négociations, alors que M. Rabinovitch (le nouveau négociateur choisi par M. Itzhak Rabin) admet que ce texte doit servir de base au processus de paix ». « C'est maigre », a laissé entendre M. Allaf. « La résolution en question », a-t-il affirmé, « déclare illégale toute acquisition de territoire par la guerre ».

Inutile donc, selon lui, de tergiverser sur la question de savoir si la résolution parle de la restitution « de » ou « des » territoires occupés. Pour Damas, « il ne peut y avoir de solution partielle » à l'occupation des 1 500 kilomètres carrés du plateau du Golan. Le territoire en question ne peut être évacué que totalement, « faute de quoi la paix ne peut être établie ». La Syrie n'est pas prête à faire de « compromis à propos d'une terre qui est sienne ».

Si Israël se conforme à ses obligations concernant ce point, nous sommes d'accord pour nous conformer aux autres totalement. En clair, la paix, une paix globale et garantie par un traité, en échange de la restitution de tous les territoires.

PATRICE CLAUDE

IRAK : après la création d'une zone d'exclusion

L'aviation américaine a commencé à surveiller le sud du pays

Dans l'heure qui a suivi l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak (le Monde du 28 août), des avions de chasse américains ont survolé ce secteur, situé au sud du 32^e parallèle, sans susciter de réaction de la part des Irakiens. « Il n'y a pas eu de vols d'avions irakiens aujourd'hui au sud du 32^e parallèle. Seuls des appareils de la coalition ont survolé cette zone », a déclaré le porte-parole du Pentagone, M. Bob Hall, qui s'est borné à indiquer que les appareils américains étaient des F-15 et des F-18.

Revenant se poser sur le porte-avions Independence, les pilotes ont affirmé avoir survolé certains aérodromes et les alentours de Basorah, mais pas la ville elle-même. « Je ne pense pas que les Irakiens veulent nous défier, surtout après ce qui s'est passé l'année dernière », a déclaré le lieutenant Cam O'Keefe, à bord du porte-avions Independence.

Bagdad n'en a pas moins promis de « choisir le moyen approprié et le moment opportun pour contrecarrer cette agression scandaleuse », indique un communiqué du Conseil du commandement de la révolution publié jeudi. Simultanément, le parti Baas au pouvoir déclarait « une mobilisation de toutes les forces arabes pour appuyer l'Irak dans cet affrontement ».

Le Parlement irakien a demandé quant à lui que soient adoptées des « mesures audacieuses » pour « faire face aux défis ».

A en croire le Congrès national irakien (CNI), une coalition des partis et forces d'opposition, les forces de sécurité irakiennes continuent de sévir et ont lancé une campagne d'arrestations de chiites à Kirkouk, dans le nord de l'Irak. Plusieurs centaines de chiites ont ainsi déjà été envoyés dans un camp à Tobzawa, à une dizaine de kilomètres de Kirkouk, indique le CNI.

Mise en garde de M. Itzhak Rabin

Les réactions à l'instauration de la zone d'exclusion sont diverses. « Par mesure de précaution » et en raison de « l'aggravation de la situation », en Irak, la Russie a entrepris l'évacuation des familles des employés des agences russes travaillant en Irak. Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a mis en garde Bagdad contre toute velléité d'attaque de l'Etat juif. Plusieurs pays arabes, notamment l'Arabie saoudite et le Maroc, se sont bornés pour leur part à réaffirmer leur attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak. — (AFP, Reuters).

IRAN : à la sous-commission des droits de l'homme

Téhéran a été vigoureusement critiqué par l'ONU

L'Iran a été vigoureusement condamné, jeudi 27 août, à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU réunie à Genève, pour « la poursuite des violations graves des droits de l'homme ».

GENÈVE

de notre correspondant

L'Iran a été mis à plusieurs reprises sur la sellette, devant la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, réunie au palais des Nations du 3 au 28 août (le Monde du 5 août). C'est ainsi que l'ex-colonel iranien Hassan Akhlagi, condamné à mort par Téhéran, a dénoncé les violations constantes des droits de la personne à l'encontre des femmes, notamment de celles qui sont considérées comme « mal habillées », c'est-à-dire ne portant pas d'une façon parfaite le costume, dit

féminin, obligatoire. Elles risquent pour cela des condamnations allant de la flagellation à l'internement.

L'ancien officier a raconté le drame d'une fille de treize ans, Sara Vafai, qui, il y a une dizaine de jours, ayant une mèche de cheveux qui dépassait légèrement de son tchador, a été poursuivie par des gardiens de la révolution, s'est réfugiée chez elle et s'est en se jetant dans la rue par une fenêtre. L'opposant iranien a rappelé, entre autres, que dans les transports publics, les femmes ne peuvent occuper qu'un compartiment réservé à elles seules, ce qu'il considère comme une forme d'apartheid.

Le député à Genève de la République islamique d'Iran n'a pas usé de son droit de réponse face à ces accusations et au sévère réquisitoire prononcé par M. David Littman au nom d'une ONG, le Mouvement international de la réconciliation, contre la fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur d'une

œuvre de fiction, Les Versets sataniques. Pendant trois ans et demi les experts de la sous-commission n'avaient pas évoqué cette sentence, pas plus que l'attentat perpétré le 3 juillet 1991 contre le traducteur italien des Versets, ni l'assassinat, le 12 du même mois, de son traducteur japonais. Et c'est seulement le 12 août, au cours de l'actuelle session, que l'expert du Royaume-Uni, M. Claire Paley, a demandé que la sous-commission prenne une position sans équivoque à ce propos.

La résolution adoptée par la sous-commission est particulièrement dure. Rappelant que 150 prisonniers politiques ont été exécutés en Iran en mai 1992, et que, selon des sources officielles iraniennes, 113 000 femmes y ont été arrêtées en un an, le texte condamne notamment « l'usage abusif de la force », « la persécution des opposants politiques », ainsi que « les exécutions de prisonniers politiques, la torture, la lapidation... la reprise des persécutions contre les

minorités religieuses ». La sous-commission demande par ailleurs que « soit recherchée toute information supplémentaire » sur l'assassinat de M. Kazem Rajavi, abattu dans sa voiture en avril 1989 près de Genève.

ISABELLE VICHNIAC

JORDANIE : Un député a été arrêté pour participation à un réseau islamiste extrémiste. — Un député islamiste indépendant, M. Yacoub Karache, a été arrêté, jeudi 27 août en Jordanie, pour son implication dans un réseau jugé extrémiste accusé de planifier des opérations « terroristes » dans le pays. M. Karache est également accusé de détention d'armes et d'engins explosifs dans son bureau lors d'une perquisition. Une dizaine de membres du réseau, qui porte le nom de Jeunes de la mobilisation islamique, ont également été arrêtés. — (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN : Un bref cessez-le-feu a été conclu à Kaboul

Après plus de deux semaines de combats entre forces gouvernementales et combattants du Hezb-Isлами, Kaboul a déclaré, jeudi 27 août, qu'il acceptait un cessez-le-feu de dix heures vendredi. Comme l'avait demandé le gouvernement pakistais, le dirigeant fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb, avait annoncé le même jour l'entrée en vigueur d'une trêve de soixante-douze heures à compter de jeudi à midi. Malgré tout, les bombardements se sont poursuivis dans Kaboul. Des roquettes sont notamment tombées sur l'ambassade de Russie, faisant deux blessés. De plus, un avion militaire russe chargé de rapatrier des diplomates a pris feu sur l'aéroport de la capitale, et trois soldats russes ont été blessés vendredi matin. Deux autres appareils ont pu décoller avec, à leur bord, cent vingt diplomates russes ainsi que plusieurs dizaines de diplomates chinois, indonésiens et indiens. — (AFP, AP, Reuters).

ALBANIE : Troisième journée de troubles autour d'une usine militaire

Les manifestations se sont poursuivies, jeudi 27 août, pour la troisième journée consécutive, autour de l'usine militaire de Polican, à 140 kilomètres au sud de Tirana. La ville était encerclée par des policiers armés et neuf personnes ont été arrêtées après les affrontements de la veille, qui ont fait dix-sept blessés. Il s'agit des troubles les plus importants depuis l'arrivée au pouvoir, en avril dernier, de l'opposition, qui a mis fin à quarante-sept ans de régime communiste. Le mouvement de grève dans l'usine d'armement de Polican, entamé le 15 juin dernier, avait tourné à l'émeute mercredi avec la prise en otage du chef local de la police et d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur. C'est le licenciement, imminent, de 2 300 des

2 800 ouvriers de cette usine, la seule de cette ville de 12 000 habitants, qui a provoqué la révolte des habitants. — (AFP).

CANADA : Acquiescement d'un révisionniste

La Cour suprême du Canada a annulé, jeudi 27 août, la condamnation à neuf mois de prison de l'éditeur Ernst Zundel, d'origine allemande, qui avait affirmé que le massacre des Juifs pendant la seconde guerre mondiale était une « machination sioniste ». La Cour a déclaré inconstitutionnel l'article du code pénal qui interdit la propagation de fausses nouvelles, considérant qu'il portait atteinte à la liberté d'expression. L'avocat de M. Zundel avait plaidé que tous ceux qui croyaient au Père Noël pourraient être poursuivis en vertu de cet article. — (AFP, Reuters).

LIBÉRIA : Deux employés de la Croix-Rouge ont été blessés au nord de Monrovia

Deux employés du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été blessés, mercredi 26 août, alors qu'ils revenaient d'une mission d'évaluation à Tubmanburg, au nord de Monrovia. L'un, M. Salomon Jahbous, a été « grièvement » atteint ; le second, M. Thomas Markelbach, chef de la mission du CICR à Monrovia, a été sérieusement touché « sans que ses jours soient en danger », ont précisé, jeudi, les responsables du CICR à Abidjan (Côte d'Ivoire). Leur véhicule a été la cible de tirs d'armes automatiques et de grenades, à une quarantaine de kilomètres de la capitale. Par ailleurs, le coordinateur des secours des Nations unies, M. Ross Mountain, a lancé, jeudi, à Monrovia, un appel à l'aide internationale pour que soient fournies, au plus vite, des couvertures et des chaussures aux quelque vingt mille à trente mille civils, réfugiés depuis samedi dans les banlieues de la capitale libérienne. — (AFP).

AFRIQUE

TUNISIE : l'affaire du « complot »

Une trentaine d'islamistes sont condamnés à la prison à vie

TUNIS

de notre correspondant

Le tribunal militaire de Tunis, qui examinait, depuis le 10 juillet, l'affaire du « complot » dans lequel étaient impliqués des responsables et des militants du mouvement islamiste clandestin Ennahda, a rendu un verdict sévère, vendredi 28 août, en prononçant une trentaine de condamnations à la prison à vie. Les juges n'ont cependant pas suivi le procureur militaire qui, dans son réquisitoire, avait demandé la peine de mort pour 19 des 171 inculpés.

Dirigeants en fuite

Parmi les islamistes condamnés à la détention à perpétuité, figurent notamment certains dirigeants d'Ennahda, aujourd'hui en fuite à l'étranger, comme M. Rasheed Chamouchi, le président du mouvement clandestin, Mohamed Chemmam, le chef de la branche militaire, Salah Kartar et Habib Mokri qui, tous deux, bénéficient du statut de réfugié politique en France. Au nombre des responsables intégrés en état d'arrestation et qui ont été condamnés à la même peine, on relève les noms de M. Sadok Chourou et Habib

Ellouz, qui avaient pris, en Tunisie, la tête d'Ennahda.

Les autres inculpés ont été condamnés à des peines qui vont de trois ans à vingt ans de prison. Quatre militaires impliqués dans le « complot » ont bénéficié d'un non-lieu.

M. D.

ALGÉRIE : huit morts dans l'attentat à la bombe à l'aéroport d'Alger. — L'attentat commis mercredi 26 août à l'aéroport d'Alger a fait huit morts et 124 blessés, selon un communiqué du ministère de l'Intérieur diffusé par l'agence de presse APS. Quatre blessés encore hospitalisés sont dans un état grave. D'autre part, dans des communiqués, deux partis islamistes rivaux de l'ex-Front islamique du salut (FIS) — le Mouvement de la société islamique de M. Mahfoudh Nahnah et le Mouvement de la Nahda islamique de M. Abdallah Djaballah — ont « vigoureusement condamné » cet attentat, le qualifiant de « terroriste », et d'« assassinat politique ». Ils ont appelé « au travail politique propre, au dialogue et à la recherche par la voie pacifique des moyens de trouver une solution à la crise vécue par l'Algérie ». — (AFP).

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Le dénouement de la crise présidentielle semble imminent

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Il apparaît de plus en plus évident à tous les acteurs de la crise brésilienne que des accusations de fraude et de corruption à l'encontre du président Fernando Collor de Mello que celle-ci sera de très courte durée. Une issue sera trouvée « d'ici deux à trois semaines maximum », a ainsi affirmé, jeudi 27 août, le ministre de l'Économie, M. Marcello Marques Moreira, au cours d'une rencontre avec la presse étrangère. Le maintien à son poste de ce ministre respecté et populaire ainsi que l'engagement de tout le cabinet de ne pas démissionner constituent le meilleur gage que la stabilité sera assurée. Les marchés financiers ne s'y sont pas trompés : les Bourses de Sao-Paulo et de Rio-de-Janeiro ont clôturé en hausse jeudi et le dollar au cours parallèle a ralenti son ascension.

Les appuis du chef de l'État, dont le porte-parole continue d'affirmer qu'il ne démissionnera pas, fondent comme neige au soleil, d'autant que les premiers sondages montrent que 70 % des Brésiliens souhaitent son départ. Les dix-sept partis que compte le pays sont soit favorables à ce que la procédure de destitution soit votée, soit divisés.

Douze des vingt-six gouverneurs approuvent cette démarche. Selon la comptabilité tenue par plusieurs journaux, il ne manque, parmi les 303 députés fédéraux, qu'une trentaine de voix pour que la Chambre vote la procédure d'impeachment. Plus d'une centaine de parlementaires se déclarent encore indécis. Plusieurs partis multiplient déjà les contacts avec le vice-président, M. Itamar Franco, dans la perspective d'un gouvernement de coalition.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

COLOMBIE : Le procureur général a donné à Pablo Escobar vingt-quatre heures pour se rendre. — Le procureur général de Colombie, M. Gustavo De Greiff, a donné, jeudi 27 août, au chef du cartel de Medellín, Pablo Escobar, vingt-quatre heures pour se livrer à la justice, après quoi il perdrait les garanties judiciaires qu'il avait obtenues lorsqu'il s'était constitué prisonnier en 1991, et notamment l'assurance qu'il serait jugé en Colombie. Quinze gardiens et cinq prisonniers ont été incriminés mardi pour avoir aidé le « capo » à s'évader de sa prison d'Envigado le 22 juillet dernier. — (AFP, Reuters).

هكذا من الإمل

Partisans et adversaires

déclare M. Giscard d'Estaing

SAINT-FLORENT-LE-VIEIL
de notre envoyé spécial

Une assistance plus attentive qu'enthousiaste. On applaudit peu, mais on prit beaucoup de notes, pour nourrir sans doute demain une argumentation jusqu'alors défailante. M. Giscard d'Estaing, pour leur parler, laissa dans sa poche tous papiers,

Le « clavier de la peur »

On prétend que Bruxelles va augmenter les taxes? « Pour l'accroissement des charges, la France n'a pas besoin de l'Europe. La France nous suffit bien. » L'Europe va devenir une passoire? « Si Maastricht échoue, l'Europe deviendra alors une véritable passoire si-a-vis des importations des pays de l'Est qui mettront en péril de mort un certain nombre de nos industries. » Enfin, qui peut refuser une diplomatie et une défense européenne commune? « Certains Français croient qu'en disant « non » à Maastricht, ils se protégeront davantage. Est-ce un pays isolé peut se protéger tout seul? »

M. Grand d'Estrain n'a pas réitéré ses appels à la discrétion à l'instigation de M. François Mitterrand et du pouvoir socialiste. De toute évidence, son souci pour l'heure est de ramener à la raison européenne les électeurs de l'opposition, ceux du centre et du centre-droit notamment. Qui, pense-t-il, détiennent les clés du succès. Avec un argument nouveau et fort : gens de droite, soyez rassurés, des maux prochains, *"Maestrichi sera appliqué, je l'espère, par l'opposition."*

Pour l'heure, M. Giscard d'Estaing se refuse à suivre M. Edouard Balladur dans le constat anticipé des

Cette invitation, que M. Chirac a déclinée en raison, a-t-il fait savoir, de son absence du territoire de la province, fut jugée par beaucoup d'élus présents comme la seule faiblesse d'un note de l'excellent partition qu'il ne restait d'entendre. Comme si cette démarche paraissait incongrue. Sur le terrain, eux savent qu'il est vain de vouloir faire tourner pour l'instant tout les moulins de l'union. La rémission organisée par M. Philippe de Villiers, la veille, à quelques lieues de là, a été perçue comme une provocation. Autre exemple de la confusionnisme ambiante, dans le département voisin de la Mayenne, les trois députés de l'opposition ont été, au cours de la semaine dernière, alors que les deux députés sortants continuaient militent pour le "oui", « Ça se bazarre », confiait M. Edmond Alphandéry, député UDC du Maine-et-Loire, il est impossible que cette campagne ne laisse pas de traces. » M. Giscard d'Estaing va avoir du mal à joner, à son tour, sur le registre de la « force tranquille ».

DANIEL CARTON

Suite de la première page

Cette fois-ci, la contre-attaque semble se développer avec méthode et détermination, alors que les sondages rendent désormais crédible l'hypothèse, naguère improbable, d'une victoire du « non ». Les porte-parole du RPR et de l'UDF ont apparemment trouvé le ton, en soulignant à la

Le thème n'est pas nouveau, mais son orchestration permet à la droite de répondre d'une même voix à ceux qui ne veulent pas de l'Europe de Maastricht et à ceux qui ne veulent plus de M. Mitterrand. Aux uns comme aux autres, elle dit en effet que, sans M. Mitterrand, l'Europe de Maastricht ne présente pas de danger et qu'en conséquence le « oui » à Maastricht n'est pas incompatible avec le « non » au président de la République. En même temps, l'UDF et le RPR refont leur unité, dans la perspective de l'échéance électorale du printemps, allant même jusqu'à envisager des réunions communes.

Pour M. Chirac comme pour M. Giscard d'Estaing, il était temps de reprendre l'initiative. Une défaite du « oui », qui les mettrait en minorité dans leurs partis respectifs, serait en effet aussi embarrassante pour eux que pour M. Mitterrand. Elle plongerait l'opposition dans une telle confusion que ses chances de succès aux législatives en seraient sans doute compromises. En revanche, si le « oui » est approuvé, il pourra faire valoir qu'elle aura contribué d'une manière décisive à sa ratification en venant au secours des socialistes, dont les appels pressants apparaissent comme un aveu de faiblesse.

La question est évidemment de savoir si les dirigeants de l'opposition parviendront à convaincre leurs troupes d'apporter leur aide au pouvoir socialiste en difficulté. Le précédent de 1969 invite à la réflexion. Sans doute M. Mitterrand, à la différence du général de Gaulle, n'a-t-il pas lié son sort à l'issue du référendum et M. Pierre Bédugry, par exemple, n'est pas précis sur ce qu'il fera « si restera quoi qu'il arrive ». Il n'en serait pas moins considérablement affaibli par un échec, et cela d'autant plus qu'il n'entend pas garder le silence pendant la campagne. De ce point de vue, la tentation du vote sanction demeure forte.

Mais en 1969, les électeurs qui ont voté contre la général de Gaulle savaient que la relève était prête et qu'en disant « non » au référendum, ils disaient « oui » à Georges Pompidou et à M. Giscard d'Estaing. En 1992, en votant « non », ils provoqueraient la chute de ceux-là même qui aspirent à la relève. Ce peut être la chance du traité de Maastricht.

THOMAS FERENCZI

Tire dans la voie du jour.

travail dans la veine du *Journal* est en passe de devenir des best-sellers de l'été. On appelle *le traité de Maestricht*, d'emploi. On y trouve des choses aussi indispensables à la compréhension du débat européen que le traité de Rome ou le traité de Maestricht, une lecture à peu près divertissante. Paru le 1^{er} juillet dans la collection 10/18, ce petit livre a déjà fait l'objet de multiples impressions. « Et ce n'est pas un pronostic », déclare M. Claude Lelièvre, le directeur de la diffusion des Presses de la Cité qui sur des ventes de quarante-cinq mille exemplaires d'ici fin du mois d'août.

res de proue de la fronde
Maastricht, Marie-France
d et Philippe Séguin sont
parmi les premiers à l'as-
sés librairies. Publié au Pré
erces, *De l'Europe en géné-*
de la France en particulier
ait déjà vendu à cinquante
exemplaires. Une bonne
se pour son éditeur, qui
espérait pas tant. La pré-
sirage n'avait été que de
mille exemplaires.

1991, les ouvrages regroupés dans la catégorie « Reportages, actualités et documents » du Syndicat national de l'édition ont été tirés à onze mille six cents quarante exemplaires en moyenne. C'est à peine qu'il faut mesurer l'impact que le public réserve et aura aux livres consacrés à la ville de Maastricht.

Récidivistes

catégorie « Reportages... » de celles qui souffrent le plus de la crise de l'édition, pas moins que les livres d'analyse politique et les sciences humaines en général. La faveur – relative – bénéficiant les essais politiques « grand public » explique pourquoi beaucoup d'éditeurs tentent de les publier à l'occasion de salons. Ils se méfient, justement, de l'Europe des Livres qui lui étaient très liés et « décollait » pas-

te quatre livres sont parus
ance sur la crise du Golfe
a fin de l'année 1990 et le
de 1992. On n'en est pas
ib. Mais une quinzaine sur
de demain, c'est beau-
digérer en un temps si
c'est-à-dire avant le réfé-
du 20 septembre. «Ce
peut-être pas sage, com-
mément, de mettre autant
es en même temps sur le
», observe M. Claude
i, PDG de Fayard, mais les
re font leur métier. Il y a
événements qui justifient
débât.

M^{me} Monique Nemer, directrice éditoriale de Stock, rappelle qu'au tournant du siècle, le seul Pierre-Victor Stock avait publié... cent quatre-vingt-dix livres sur l'affaire Dreyfus. La concurrence ne sera pas aussi rude pour les derniers partis, c'est-à-dire pour les auteurs dont les livres viennent d'être lancés, mais elle risque, quand même, de faire des victimes. Il y en a un qui va se détacher du lot, prédit M. Olivier Orban, directeur de Plon. L'espère que ce sera le « Geraud ».

Forêts de leur succès en commun. M^{me} Marie-France Geraud et M. Philippe Séguin ont récidivé chacun de leur côté. Grasset affirme avoir vendu plus de trente mille exemplaires du *Discours pour la France* du maire d'Épinal. Et Pion annonce un premier tirage de vingt mille exemplaires pour le *Meestricht, pourquoi non*, de M^{me} Geraud, mis en vente ces jours-ci. Un tirage identique à celui dont bénéficie, sous le même label, l'essai-fiction de M. Jean-Louis Bianco. Leur éditeur se devait de leur offrir une chance identique.

Un livre en faveur du « oui », un autre prônant le « non » : Plon n'a pas mis tous ses œufs dans le même panier. Fayard non plus. Lancé ce printemps, *L'Europe en danger*, de Laurent Cohen-Tanugi aurait été acheté par « environ douze mille lecteurs ». Tiré à quinze mille exemplaires, le récent *Pour l'Europe*, contre Maastricht, d'Alain Cotta, fera-t-il mieux ?

Comme les autres éditeurs, Albin Michel a le sentiment que les livres « anti-Maastricht » ont davantage le vent en poupe que les « pro ». Au point d'en publier deux : *C'est beaucoup plus facile de faire un livre contre*, observe le directeur général, secrétaire général. Les Français aiment tellement ça... Notre Europe sans Maastricht, de Philippe de Villiers, a bénéficié de la part d'Albin Michel d'un tirage initial de trente mille exemplaires. Le succès du Garaud-Séguin (*Le Pré aux Clercs*) y est sans doute pour quelque chose. Et la persistance de l'attente d'un auteur. Moins connu, Arnaud Arnaud. Un livre flêtré outre-à ceux qui ont fait (encore) que l'Europe, « ce n'est pas là n'a droit, sous la même marque, qu'à un tirage de dix mille exemplaires.

Du coup, les « pro-Maastricht » se font davantage remarquer. Avec *Le diable est-il européen?* de Jean-Louis Bourlanges, Monique Nemer (Stock) a le sentiment d'avoir publié « le » livre du « oui ».

BÉRTRAND LE GENDRE

Au-delà de tout esprit partisan, s'est créé un « **COMITÉ POUR UNE AUTRE EUROPE** ». Cette initiative est lancée dans la perspective du référendum du 20 septembre où le peuple français sera appelé à se prononcer à propos de la ratification du Traité dit de Maastricht. Elle entend réunir des *personnalités de la société civile* de diverses sensibilités politiques — gaullistes, socialistes, communistes et verts — qui appellent à **VOTER NON** le 20 septembre prochain.

APPEL POUR UNE AUTRE EUROPE

En politique internationale, trop souvent, de vaines promesses, voire des menaces, sont agitées devant les peuples pour orienter leurs choix.

Le 29 septembre prochain, le peuple français est invité à se prononcer à propos du Traité dit de Maastricht. NOUS L'APPELONS À DIRE « NON », pour les raisons suivantes :

- * ce Traité, rendu juridiquement caduc par le refus démocratique du peuple danois de le ratifier, tiendrait à l'écart de la construction européenne le Danemark, pourtant signataire du traité de Rome ;
- * ce Traité, hâti à partir de motivations égoïstes, en consacrant la « petite Europe » issue de la guerre froide, mégrifierait l'union de l'Europe tout entière.

* une Europe qui ampute son indépendance en liant de façon irréversible sa sécurité à la politique commune de défense arrêtée dans les cadres de l'OTAN, c'est-à-dire américaine ;
 * une Europe qui, par ses exigences économiques et monétaires, exclut notamment les pays de l'Est et, renforçant les inégalités, accroît les risques de tension ;
 * une Europe qui réduit les œuvres de la culture à n'être que des objets de commerce et d'industrie comme les autres ;
 * une Europe qui soumet son souveraineté à la capitale, lors des négociations sur des domaines essentiels : la sécurité, la monnaie, la justice sociale... ; il invite le peuple français à approuver ce Traité. C'est là une fuite en avant.
 C'est pourquoi nous appelons au rejet de ce Traité. Nous estimons que la construction européenne doit prendre en compte et favoriser :
 * l'exercice légitime de la démocratie en soumettant les instances technocratiques européennes au contrôle des Parlements nationaux ;
 * la coopération entre les peuples de tous les continents, souverains et solidaires ;
 * la justice de l'Europe vers le Sud, conformément à leurs intérêts écoprogres ;
 * une politique de développement, porteuse de progrès social et de justice, qui respecte les cultures nationales et régionales et qui défende l'environnement.
 L'Europe doit échapper à la logique des blocs et des hégémonies. Le « rideau de fer » est tombé. L'avenir ne nous pardonnerait pas de ne pas réaliser cette AUTRE EUROPE à laquelle le Traité de Maastricht tourne le dos.
 C'est une Europe démocratique, solidaire et ouverte que nous proposons à tous nos vœux.
 C'est une Europe qui ne craint pas de dire la vérité, qui ne se laisse pas entraîner par les sophismes et les arguments qui nous font tenir lieu de politique, alors que s'engagent notre destin.
 C'est parce que nous sommes « POUR UNE AUTRE EUROPE » que nous appelons les citoyens français à répondre « NON », le 20 septembre prochain, au référendum qui leur est proposé.

Les fondateurs du Comité « POUR UNE AUTRE EUROPE » :
Martine de FROBERVILLE, directeur d'un cabinet de relations publiques ; Francis DONOVAN, secrétaire général de « Témoignage Chrétien » ; Bernard LANGLOIS, directeur de « Politis » ; Georges MONTARON, directeur de « Témoignage Chrétien » ; Didier MOTCHANE ; Jean RISTAT, écrivain, directeur des « Lettres Françaises » ; Philippe de SAINT-ROBERT, écrivain.

Les signataires de l'Appel « POUR UNE AUTRE EUROPE » :

André ACKERMANN, ancien résistant ; René ANDRIEU, journaliste ; Bernard ANTHONIOZ, ex-membre du cabinet d'André Malraux ; Marie-Christine AULIAS : Claude BEAULIEU, associations ; Eugène François-ellendatos ; Pierre BEAULIEU, universitaire ; Djane BANGALIEV, universitaire ; Jean-Benoît BARRAT, rédacteur en chef de "La Presse" ; Général François BINOCHE : Pierre BROT, ap, théologien ; Claude BOURDET, journaliste ; Jean-Michel BOURDELLOU, écologiste ; Antoine BURIN des ROUVES ; William CARUCHEY, avocat ; Michel CAZENAVE, ex-conseiller de l'UJFP ; Pierre HENRI CHERIER, ambassadeur français en Allemagne ; Robert CHAZIN, ancien docteur de la faculté de droit de Nice ; Antoine COMTE, avocat ; Alain COTTE, professeur ; Frédéric de LA ROCHE, entrepreneur ; Jean-Louis DELCOURT, secrétaire général du mouvement Gaulliste Populaire ; Jean-Henri DORVILLE ; Robert DORNIER, avocat ; Bernard DUTHIEL de LA ROCHE, directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement ; René ETIENNE, professeur honoraire à la Sorbonne ; Paul EIZENBERG, instituteur ; Général Pierre-Maria GALLONS, C.R. ; Gérard GAYARD, philosophe ; Olivier GERMAIN-TOMAS, écrivain ; François GOUZIE, ancien ministre ; Jean-Pierre GUICHARD, journaliste ; Claude GOLDET, journaliste ; Yvan GUYOT, ancien directeur ; LEO HAHON, peintre ; Jean-Pierre HALLÉ ; Marie HERSON, journaliste ; Claude HENRI, C.R.D. ; Jean-Jacques JAVONET, journaliste ; Jean-Pierre JOURNET, journaliste ; KONSTANTIN KOSTIN, journaliste ; René KUBIK, ingénieur ; Roger LAGIER, universitaire ; Alain LEDOUX, écrivain ; Jean LEFRANC, président de l'association nationale d'union pour la liberté en Alsace ; Jean LESCURE, compagnon de la Libération ; Alain LEVY, journaliste ; Jean MAILLARD, universitaire de France ; François MICHEL, artiste peintre-goussier ; Jean MOLNAR de PÁRO, professeur de philosophie ; Claudette MILLER, attachée ; Eugène François-mellendatos ; Alfred MULLER, artiste résistant ; Paul ORON, écologiste ; Gérard PERON, ambassadeur de France ; Jean-Claude PETIT, compositeur ; René-Yves PILHES, écrivain ; Jean Claude POIRIER, syndicaliste ; Pierre FRANCHÈRE ; Alain PROVOST, ingénieur ; Alain RAVENNES, fondateur du mouvement pour l'indépendance de l'Europe ; Christiane RICHARD, artiste peintre ; Fernand ROUILLOU, ambassadeur ; Jean-Paul ROUX, membre du conseil général de la Vendée ; Emmanuel SØREN, artiste dessinateur ; Jean-François TEALIX, journaliste ; Jeanette THOREZ-VERMEERESSE ; Marie-Claude VAILLANT-COUDRIER, écrivain ; Guyette VASSALLO, principal-élève de potlès.

Comité • POUR UNE AUTRE EUROPE •
Martine de FROBERVILLE, 23, rue Vaneau, 75007 Paris
Chèques de soutien libellés à l'ordre du Comité pour une Autre Europe.

POLITIQUE

du 20 septembre

de Maastricht prennent la plume

tion sur le terrain économique, afin d'engager, selon à leur corps défendant, du moins subrepticement, les peuples d'Europe à renoncer à leur souveraineté nationale. Le thème de la bureaucratie contre les peuples est illustré, aussi, par Arnaud Aaron Upinsky. Dans sa Lettre ouverte à ceux qui croient (encore) que l'Europe, c'est la paix, il admet aux diables la solennelle mise en garde d'un « mathématicien et épistémologue » contre l'« ordre privilégié » inspirateur de l'intégration européenne.

Référence à Nostradamus

Esperant au lecteur « la vaine litanie des points techniques subalternes », l'auteur pourrait peut-être le sympathiser du citoyen que les chiffres de vente des différents livres disponibles révèlent un intérêt répandu pour les « points techniques » en question ? Il ne lui sasse, en lieu et place, un peu digeste mélange de philosophie politique, d'analyse grammaticale et de vaticination, où ne manque pas la référence à Nostradamus. Une curiosité.

Sous le titre *Europe déraisonnable*, une vingtaine d'auteurs, intellectuels et politiques, réunis par Philippe de Saint-Robert, dressent un acte d'accusation contre l'embellissement de la construction européenne qui, avec l'Acte unique de 1986 et le traité de Maastricht, tendrait à faire naître aux forces une nouvelle entité politique contre les nations. Les articles réunis dans ce volume passent en revue les divers aspects de cette Europe idéologique, produit d'un « illuminisme européen » que Philippe de Saint-Robert fait remonter à Victor Hugo et où la mécanique bruxelloise puiserait sa seule légitimité, autrement dit son illégitimité.

Si l'on veut, d'ailleurs, aller plus loin dans l'investigation des racines intellectuelles du projet européen, on trouvera dans les textes rassemblés par Jean-Pierre Faye une anthologie des pensées qui, du roi de Bohême Jan Fodchard, au quinzième siècle, à Benoît Croix, au comte Sforza et même, au cinquième Pier Paolo Pasolini, se sont attachées à concevoir une unité européenne. Dans ce livre préfacé par Jacques Delors, c'est l'idée d'une culture ou d'un destin communs aux peuples d'Europe qui est analysée et illustrée dans la perspective de ce que Jean-Pierre Faye appelle une « Europe du sujet », laquelle appelle, selon lui, la reprise du vieux rêve d'une « université européenne ». On aura compris que l'éditeur de ces textes est, lui-même, convaincu que Maastricht, après la « révolution de 1989 », est l'œuvre la voie à l'Europe (c'est le titre de l'ouvrage) dont, avec les auteurs qu'il cite, il partage l'espoir.

A côté de ces essais, les livres de Philippe de Villiers, de Marie-France Garaud et de Max Gallo apparaissent davantage comme des instruments de campagne. Le président de Combat pour les valeurs, député (apparenté UDF) de la Vendée, aidé par les parlementaires qui l'ont rejoint dans le refus du traité de Maastricht, entend démontrer à la fois la malice de ce traité et la possibilité de construire autrement l'Europe. *Notre Europe sans Maastricht* oppose l'Europe retrouvée, à l'Est, depuis l'effondrement du bloc soviétique, à celle qui, à l'Ouest, est menacée, selon le dévoué de la Vendée, d'effacement dans un carcan « supranational, rétrograde et bureaucratique ». Maastricht, dit-il, « c'est l'Europe d'hier », qu'on ne cherche à prolonger, à l'Ouest, que par peur de la puissance allemande, alors que la seule réponse à celle-ci est, pour les Français, le renforcement de leur propre pays.

Fictions

Maastricht, pourquoi non ? sous ce titre, Marie-France Garaud livre, elle aussi, ses raisons de refuser un traité par lequel les dirigeants français ont entrepris, selon elle, de transférer leurs pouvoirs à des autorités étrangères. L'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac, ancienne candidate à la présidence de la République, accuse le président de la République d'avoir négocié « vite et mal » un traité dont il avait besoin « au point de brouiller les cartes de la politique intérieure que pour parachever un rêve européen destiné à consacrer une magistrature de onze années ». Aussi refuse-t-elle de faire grâce à M. François Mitterrand, au nom de l'Europe, des griefs que les citoyens ont pu accumuler contre lui au long de ces années.

Sévère, lui aussi, avec M. Mitterrand, auquel il reproche de « prolonger le gauchisme depuis 1982 », Max Gallo, membre du gouvernement en 1983 et 1984, continue, dans *Europe contre l'Europe*, son combat contre une classe dirigeante grandie dans l'abandon des promesses qui

furent celles de la gauche. Le traité de Maastricht devient, ainsi, le symbole des maux que dénonce l'écrit : déni de démocratie et refus des réalités nationales ; abandon devant l'Allemagne et alignement sur les Etats-Unis ; abandon de l'Etat-garant de l'équité ; au profit du libéralisme sauvage ; fin des « pactes républicains » et chaos libre donné à la réaction nationaliste. Partisan d'une large confédération, qu'il préfère à la fédération des pays d'Europe de l'Ouest, Max Gallo s'interroge sur la xénophobie fondatrice qui pourrait alimenter, soupçonne-t-il, la volonté d'intégrer à tout prix l'Europe dans un ensemble fermé aux autres peuples et aux autres cultures.

Max Gallo est historien. Jean-Louis Bianco est ministre. Parce que l'avenir est « le pays où il faut passer le reste de [ses] jours », le ministre de l'Équipement, du logement et des transports a imaginé, sous le titre *Trans-Europe Express*, cinq récits qui emmènent le lecteur dans le monde de 2002. Il va sans dire que les onze pays autres que le Danemark ont tué Maastricht dix ans plus tôt et que le récalcitrant s'est lui-même repris en décidant d'entrer, en 1996, dans l'Union européenne, déjà rejointe par les autres pays scandinaves, par la Suisse et par l'Autriche. Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, 1996 s'achève, aussi, sur l'entrée dans la troisième étape de l'union monétaire. Quatre ans plus tard, c'est la première crise opposant les Etats-Unis à l'Europe à travers le dollar et l'écu. Il est interdit d'en dire davantage.

Pour défendre l'Europe, Jean-Louis Bourlanges, membre du Parlement européen où il avait été élu, en 1989, sur la liste de M. Simone Veil, reste fidèle à un genre plus classique, mais qu'il illustre avec humour. *Le diable est-il européen ?* demande gravement le titre d'un livre qui pourfend la « mythologie » anti-européenne. Le « procès en sorcellerie » fait, selon lui, à la Communauté, se nourrit de deux phénomènes : la lassitude qui s'empare cycliquement des Français après chaque période de progrès rapide dans la construction européenne (l'Acte unique n'est pas digéré qu'arrive Maastricht) et la perte du privilège dont jouissait la France, longtemps seule grande puissance engagée dans cette construction, depuis que la Grande-Bretagne est entrée dans le jeu communautaire et depuis que l'Allemagne a quitté le statut amoindri auquel la réduisait Yalta. Jean-Louis Bourlanges examine les reproches faits à la Communauté afin de démentir ce qui est fondé de ce qui relève de la démonologie, et il répond, notamment, aux arguments d'Alain Cotta sur la « méthode Maastricht », puisqu'il montre que Maastricht marque, en réalité, une rupture avec cette démarche.

Lucide sur les défauts de cette Europe-là, ne dissimulant pas les inquiétudes qu'elle lui inspire, Jean-Louis Bourlanges est plus idéaliste encore devant le jeu du nationalisme et le mythe du complot, l'un et l'autre réveillés et manipulés par les adversaires de Maastricht.

P. J.

- *Traité de Maastricht, mode d'emploi*, Editions 10/18, 618 pages, 60 francs.
- *L'Europe de Maastricht, le pour et le contre*, par Alain Raoux et Alain Terrenoire ; Le Cherche-Midi, 255 pages, 110 francs.
- *L'Europe de Maastricht*, par François Stéglé ; J.-C. Lattès, 218 pages, 85 francs.
- *Pour l'Europe, contre Maastricht*, par Alain Cotta ; Fayard, 175 pages, 85 francs.
- *Lettre ouverte à ceux qui croient (encore) que l'Europe c'est la paix*, par Arnaud Aaron Upinsky ; Albin Michel, 189 pages, 75 francs.
- *L'Europe déraisonnable*, par Philippe de Saint-Robert et autres ; F.X. de Guibert-Vielmond, 285 pages, 140 francs.
- *L'Europe une. Les philosophes et l'Europe*, textes réunis et présentés par Jean-Pierre Faye ; Gallimard, 290 pages, 75 francs (à paraître le 9 septembre).
- *Notre Europe sans Maastricht*, par Philippe de Villiers ; Albin Michel, 157 pages, 80 francs.
- *Maastricht, pourquoi non ?*, par Marie-France Garaud ; Pion, 127 pages, 79 francs.
- *L'Europe contre l'Europe*, par Max Gallo ; Editions du Rocher, 285 pages, 110 francs.
- *Trans-Europe Express*, par Jean-Louis Bianco ; Pion, 179 pages, 89 francs.
- *Le diable est-il européen ?*, par Jean-Louis Bourlanges ; Stock, 183 pages, 85 francs.

Engageant sa future campagne présidentielle

M. Rocard veut répondre à la « crise de confiance » des Français

M. Michel Rocard a convié ses amis, ainsi que des socialistes d'autres courants et des non-socialistes, à trois journées de réflexion, qui se sont ouvertes, jeudi 27 août, à Quimper, sur le thème : « La politique autrement ». L'ancien premier ministre, confirmé dans son statut de candidat socialiste à l'élection présidentielle lors du congrès extraordinaire du PS en juillet dernier, entame la préparation de sa future campagne en se proposant de répondre à la « crise de confiance » qui frappe la politique après onze ans de mitterrandisme.

QUIMPER

de nous envoyé spécial En apprenant que M. Rocard avait prévu de réunir ses partisans à Quimper au mois d'août, alors que le nouveau premier secrétaire avait démissionné, les courants du PS ont d'organiser leurs propres « universités d'été » et consacré plutôt leurs efforts à celle du parti lui-même. M. Laurent Fabius avait frôné les sourcils. Qu'à cela ne tienne ! Après une conversation entre les deux hommes, il avait été annoncé que la réunion de Quimper accueillait de nombreux invités n'appartenant pas au courant de l'ancien premier ministre. En fait, cette ouverture, après trois années de réticences essentiellement internes et souvent à huis clos, a transformé le traditionnel rendez-vous d'été des amis de M. Rocard en un forum destiné à préparer sa future campagne pour l'élection présidentielle.

Près de mille cinq cents personnes, dont 15 % de non-rocardiens, selon le maire de Conflans-Sainte-Honorine, ont gagné, jeudi 27 août, la préfecture du Finistère, où le maire, M. Bernard Poinant, député, est désormais l'un des représentants du courant de l'ancien premier ministre au bureau exécutif du PS. M. Lionel Jospin, puis M. Brice Lalonde, ont été les premiers invités à s'adresser au terme de cette journée. M. Jacques Delors était attendu vendredi, M. Fabius samedi. Le succès remporté par M. Rocard au congrès extraordinaire de Bordeaux, en juillet dernier, n'a pas été pour rien dans l'empressement avec lequel certains hommes ont accepté son invitation à Quimper. Sans le titre : « La politique autrement », cette réunion marque le démarrage d'une offensive de longue haleine qui n'est pas, comme en 1978, celle d'un candidat à la candidature, ni, comme en 1987, celle d'un candidat « pour le cas où », mais celle d'un candidat tout court.

Sans qu'il soit question, pour lui, d'anticiper sur un éventuel bouleversement des échéances, M. Rocard entend conforter sa présence dans le petit groupe des successeurs possibles de l'actuel président de la République. Il est comme M. Jacques Chirac, un candidat qui se sent un accident pourrait empêcher d'entrer en lice le moment venu. Il a franchi une étape, à Quimper, en ne passant plus sous silence le fait que la prochaine élection présidentielle sera celle du changement par rapport au long règne de M. François Mitterrand, et que ce changement prendra la forme d'une rupture.

« Retrouver le sens du terrain »

Celle-ci viendra à son heure, dont M. Rocard refuse d'envisager qu'elle puisse être avancée. Au contraire, devant la montée des intentions de vote négatives au référendum du 20 septembre, notées par l'hostilité vis-à-vis du chef de l'Etat, du gouvernement et du PS, l'ancien premier ministre recommande de dire « tout net » que les résultats de ce scrutin, « quels qu'ils soient », n'auront aucune incidence sur la date des élections législatives (mars 1993) ni sur celle de l'élection présidentielle (avril 1995). « Ceux qui, à droite, spéculent sur une possible accélération des échéances nourrissent un espoir vain, a-t-il affirmé, et il faut le leur dire. » Il n'a pas occulté, pour autant, les raisons qui peuvent inciter les citoyens à se délier de la politique telle que la pratiquent ou l'ont pratiquée les principaux dirigeants du pays.

« Si l'on observe une certaine prudence dans l'expression — sachant que M. Jacques Chirac, président des clubs Convergence, organisateurs de la réunion, se chargerait de mettre les points sur les « i », — M. Rocard n'aurait ni dit. *« La politique est en crise, a-t-il dit. Cette crise est, d'abord, une crise de confiance. »*

Rappelant qu'il n'avait jamais cru, lui, qu'il était nécessaire à la gauche de « donner beaucoup à rêver » pour accéder au pouvoir, ni inévitable, par conséquent, de « beaucoup décevoir » une fois ce objectif atteint, l'ancien premier ministre a invité ses partisans, face à la « crise de confiance dans le discours politique », à se garder de l'émphase.

La confiance manque, aussi, selon M. Rocard, lorsqu'il s'agit de « l'efficacité de la politique », car, a-t-il dit, « depuis dix ans, nous avons beaucoup expliqué à nos compatriotes que nos marges de manœuvre étaient réduites ». Enfin, la « confiance dans la responsabilité du politique » est, elle aussi, en crise. « Ce que l'on a appelé les « effluents », a-t-il dit, qu'il s'agisse du financement de la vie politique ou du drame de la transfusion sanguine, a joué un rôle déterminant dans (...) la détérioration de l'esprit civique. »

Le maire de Conflans-Sainte-Honorine a appelé les militants à « retrouver le sens du terrain ». M. Chirac leur a expliqué pour quoi faire. « Nous devons dessiner une alternative politique », a affirmé l'ancien ministre délégué à l'aménagement du territoire, autrefois numéro deux de la CFDT. « Il s'agit, a-t-il précisé, de rétablir une confiance affaiblie, au moins, par un usage du pouvoir qui n'a pas été tel que les Français le souhaitent. » Il s'agit, encore, de « changer le cours des choses », de changer « la manière de

faire » la politique et « les manières des politiques ». « Ce qui est mort, a martelé M. Chirac, c'est une forme de pratique politique qui tourne le dos à l'essence même de ce que nous prétendons être, à ce que nous prétendons faire. »

M. Jospin dénonce « un certain ton »

Répartis ensuite dans des « carrefours » de discussion thématiques, dotés d'un système informatique leur permettant de faire connaître instantanément leur opinion sur les sujets en discussion, les participants se sont retrouvés pour entendre les deux premiers invités de M. Rocard, MM. Jospin et Lalonde. M. Jospin, dans le rôle d'une sorte de « conscience » des socialistes dont il fut le chef, s'est prêté volontiers à l'exercice de l'autocritique collective et de la critique sélective, non sans avoir rappelé ce qui l'a toujours séparé des conceptions rocardiennes. La campagne pour le référendum sur Maastricht lui est apparue comme offrant plusieurs exemples de erreurs que les dirigeants socialistes sont enclins à commettre, notamment l'usage d'un « certain ton ». Il a illustré son propos en citant les formules de M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, contre les partisans du « non », présentés comme « le gang des démolisseurs » ou « la bande des cinq ».

« Nous devons répondre à des arguments par des arguments », a souligné l'ancien ministre de l'éducation nationale.

Alors que M. Jospin avait confié n'être pas un « fanatique de Maastricht », tout en estimant que le rejet de ce traité par les Français confirmerait l'Europe à « une crise politique majeure » dont elle « n'a nul besoin », M. Lalonde a reproché à son ancien collègue au gouvernement de chercher ainsi à « corser les électeurs dans le sens du poil ». « Maastricht est un traité magnifique, a lancé l'ancien ministre de l'environnement. Je suis passionnément pour. » Le président de Génération Ecologie, faisant état des déclarations de M. Marie-Christine Blandin dans *Le Monde* du 28 août, a prévenu qu'« il n'y aura pas d'alliance » entre son mouvement et les Verts si ces derniers appellent à voter « non ».

M. Jospin et M. Lalonde ont été très applaudis, le premier avec chaleur, le second avec des rires. Ils incarnent des comportements politiques qui entrent dans la composition de la sensibilité rocardienne : la rigueur et la fidélité socialistes pour M. Jospin, l'irrévérence et le pragmatisme pour M. Lalonde. Mais l'un veut prolonger le socialisme français, tandis que l'autre rêve de prendre sa place. M. Rocard et ses amis savent sans doute duquel des deux ils doivent se méfier le plus.

PATRICK JARREAU

LE DIMANCHE A MIDI SUR ANTENNE 2

30 Août

Pierre BEREGOVY

Pourquoi "oui" à Maastricht ?

Rédiffusion à 1 heure du matin

(Publicité)

A l'appel du Parti Radical et de ses Députés Européens, unissons-nous pour le OUI !

En août 1954, la France faisait échouer le projet de Communauté européenne de défense. Quarante ans après se présente une seconde chance, qui pourrait être la dernière, de voir notre pays jouer un rôle mondial grâce à l'Union européenne proposée à Maastricht.

L'Union européenne : la chance de retrouver nos souverainetés perdues. Avec l'écou la France peut participer à la création de la première monnaie du monde. Et ne plus être à la remorque pour son économie ou ses emplois, du dollar, du yen ou du mark des taux de croissance japonais, ou des taux d'intérêts américains. En participant à l'union politique, la France retrouvera la capacité d'entraîner, plus aujourd'hui qu'autrefois, comme l'a montré la guerre du Golfe.

L'Union européenne : la chance de prolonger le patriotisme républicain. La participation aux élections locales des citoyens de la Communauté durablement installés chez nous n'a rien à voir avec l'octroi du droit de vote aux immigrés étrangers, élément traditionnel du programme socialiste. Fondée sur la réciprocité, elle consacre l'existence européenne concitoyenneté européenne définie par des libertés, des droits et des devoirs. Dans la continuité d'un patriotisme républicain qui nous ouvre aux dimensions du troisième millénaire.

L'Union européenne : la chance de l'union de l'opposition. L'Europe n'est pas socialiste. En 1953, c'est la Communauté européenne munie d'un droit de veto qui avait empêché les socialistes de leur utopie. Le traité de Maastricht est l'œuvre de gouvernements en quête de totalitarisme libéral, de lutte des principes de liberté, de rigueur budgétaire, de lutte contre l'inflation et de convergence. Ceux-là même qui ont cimenté en France l'union de l'opposition et l'ont déjà amenée à ratifier l'acte unique.

Cette victoire des idées libérales sur le socialisme est la nôtre. Assumons-la ensemble, avec le Parti Radical et l'opposition unie pour le OUI !

Pour tous renseignements, écrivez à : l'Opposition Unie pour le OUI (O.U.O.) 1, place de Valois - 75001 PARIS

MÉDECINE

Les conséquences de l'affaire du sang contaminé

Les centres de transfusion ne sont plus assurés depuis le 1^{er} juillet

La compagnie d'assurances UAP (Union des Assurances de Paris) a annoncé, jeudi 27 août, qu'elle acceptait de régler la somme - 2 millions de francs au total - que le Centre régional de transfusion sanguine (CRTS) de Toulouse devait verser, après décision de justice, dans le cadre d'une affaire de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida. Cette décision fait suite aux menaces formulées par le CRTS de Toulouse d'engager une action en justice contre l'UAP. Cette compagnie refusait initialement de verser cette somme. Elle survient, d'autre part, au moment où plusieurs responsables de la transfusion sanguine dénoncent les conditions dans lesquelles les assureurs français acceptent de couvrir les risques inhérents à cette activité thérapeutique. Depuis le 1^{er} juillet dernier, les centres de transfusion sanguine français ne sont plus assurés, une situation problématique à laquelle une solution devrait très prochainement être trouvée.

Le contentieux ouvert depuis plusieurs semaines entre l'UAP et le CRTS de Toulouse illustre la totale incohérence qui caractérise aujourd'hui les relations entre assureurs, transfuseurs et pouvoirs publics. En novembre dernier, le tribunal de grande instance de Toulouse condamnait le centre de transfusion de cette ville à verser

2 millions de francs de dommages et intérêts à un jeune hémophile victime, entre juillet et octobre 1985, d'une contamination par le virus du sida, à la suite de l'usage de produits dérivés du sang. Cette décision était confirmée par un arrêt, en date du 9 juin dernier, de la cour d'appel de Toulouse.

Fin juillet, l'UAP décidait de dénoncer les contrats qui, avant l'année 1990, la liaient à vingt-cinq établissements de transfusion sanguine, dont celui de Toulouse (*Le Monde* du 15 août). Ce qui conduisait au non-versement des dommages et intérêts. Le CRTS de Toulouse - qui avait fait l'objet d'une saisie sur ses comptes - engageait alors une action en justice contre l'UAP. Celle-ci devait être examinée, vendredi 28 août, devant le tribunal de grande instance de Toulouse.

Risques de dépôts de bilan

A la veille de l'audience, à l'UAP on laissait entendre toutefois que la somme réclamée serait versée, confirmant ainsi les contacts officieux qui, ces derniers jours, avaient été pris avec M. Alexis, avocat du CRTS de Toulouse. « Nous avons besoin dans ces affaires d'une décision de justice. Dans le dossier de Toulouse, cette décision existe et l'indemnité sera versée », nous déclarait M. Didier Pfeiffer, administrateur, directeur général de l'UAP. Pour le reste, il est vrai que nous sommes confrontés à des problèmes complexes. Depuis la loi de 1991 sur l'indemnisation des victimes, on peut, dans les mêmes situations, observer de considérables différences quant à la

charge incombant aux assureurs. Nous souhaitons au plus vite clarifier tout cela. »

L'affaire de Toulouse n'est que le dernier épisode d'un conflit qui oppose depuis plusieurs années déjà les professionnels de l'assurance à ceux de la transfusion. Jusqu'à la fin 1989, les centres de transfusion sanguine français ont été assurés selon les termes d'un arrêté ministériel datant de 1980 et fixant les conditions minimales, ne prenant pratiquement pas en compte les risques post-transfusionnels. Or, on assiste aujourd'hui un peu partout en France avec l'affaire de sang contaminé à des décisions de justice fixant des dommages et intérêts fort élevés (2 millions de francs et plus) aux victimes de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida. Arguant des termes du contrat en vigueur à l'époque, plusieurs compagnies d'assurance refusent de régler aux centres les sommes correspondant aux dommages et intérêts que ces établissements doivent verser aux victimes. Ce place les centres de transfusion dans des situations financières catastrophiques. Les assureurs font également valoir qu'ils participent - à hauteur de 1,2 milliard de francs - au fonds d'indemnisation des victimes créé par la loi du 31 décembre dernier et qu'il n'est pas question pour eux de contribuer par deux voies à l'indemnisation.

Le gouvernement peut-il laisser ici l'initiative aux assureurs et prendre le risque de voir des établissements transfusionnels déposer bilan? Après l'émotion soulevée il y a quelques jours par la décision de l'UAP de ne pas régler

systématiquement les dommages et intérêts auxquels pouvaient être condamnés les centres de transfusion, le ministère des finances a fait immédiatement pression sur la compagnie la conduisant à une humiliante volte-face. Et la décision de verser les 2 millions de francs dans l'affaire de Toulouse est à l'évidence la conséquence de l'expression de la volonté gouvernementale qui invoque ici « l'intérêt général ».

Pour autant les problèmes soulevés par l'UAP existent bel et bien. On peut notamment imaginer que les assureurs puissent, demain, soustraire les sommes versées au titre des dommages et intérêts de leur participation au fonds d'indemnisation. Une autre difficulté de taille concerne les conditions dans lesquelles les centres de transfusion sont - ou ne sont pas - couverts aujourd'hui. Depuis le 1^{er} janvier 1992 ces centres sont assurés par le GATS (Groupement des assurances de la transfusion sanguine) qui réunit l'ensemble des assureurs du marché et leurs réassureurs. Or, la réserve des assureurs à couvrir les conséquences des actes transfusionnels fait que le contrat n'est renouvelé que chaque semestre. En dépit des précisions apportées au lendemain de l'affaire de l'UAP par la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurance), ce contrat n'a pas encore été renouvelé pour le second semestre de cette année. Aussi, en toute rigueur, les centres de transfusion n'ont plus de contrat depuis le 1^{er} juillet. On affirme toutefois au siège de la FFSA qu'il ne s'agit là que d'un contre-temps et que le contrat sera signé dans les prochains jours (1).

Assurés, contre quoi ?

Plusieurs responsables de la transfusion contestent vigoureusement, d'autre part, les termes de ce contrat qui, disent-ils, ne les protège nullement contre l'essentiel des risques inhérents à leur activité. « Ce contrat exclut le risque de contamination par le virus du sida », explique le professeur Jean Duco, directeur du CRTS de Toulouse. Il exclut également toute pathologie dont la cause ne serait pas connue au moment de la signature et ne vaut que si une décision de justice déclare qu'il y a eu faute de la part du centre. Or, dans la plupart des affaires aujourd'hui, les tribunaux nous condamnent en l'absence même de toute faute. C'est à se demander contre quoi nous sommes assurés... »

Tant chez les transfuseurs que chez les assureurs, on met en cause la gestion de ce dossier par les pouvoirs publics, et l'intermède du gouvernement en dépit des engagements pris par M. François Mitterrand pour mettre en place le cadre législatif de l'indemnisation du risque thérapeutique.

JEAN-YVES NAU

(1) Cité par *Le Nouvel Economiste* daté 21 août. M. Pierre Florin, directeur adjoint du groupe AXA et président du GATS, déclare que les centres de transfusion sanguine ne seront assurés en 1993 « que si le système a été remis en ordre ».

GINETTE DE MATHA

Au tribunal de grande instance de Bordeaux

Le CRTS d'Aquitaine devra indemniser une infirmière contaminée

BORDEAUX

de notre correspondante

Le tribunal de grande instance de Bordeaux, statuant en référé, a condamné le centre régional de transfusion sanguine d'Aquitaine à verser une indemnité provisionnelle de 500 000 F à une infirmière contaminée il y a neuf ans par les virus du sida et de l'hépatite C.

La jeune femme avait subi une intervention chirurgicale le 11 octobre 1983 avec transfusion de divers produits sanguins. Selon le CRTS, l'origine de la contamination n'est pas certaine, dans la mesure où « la profession d'infirmière exposait la victime à la contamination ». D'autre part, le centre remarque que « la présence des virus était indétectable à l'époque, compte tenu des données acquises de la science médicale ».

En revanche, les experts ont relevé qu'aucun risque sérieux n'existait « dans les antécédents

médicaux et le mode de vie » de l'infirmière. Ils ont également établi que deux flacons de plasma transfusé à la victime sont restés anonymes. Pour le juge des référés, « ces éléments constituent un ensemble de présomptions suffisamment graves, précises et concordantes ». Il retient donc la responsabilité du centre qui, « en délivrant des plasmas contaminés en sa qualité de professionnel, détenteur au surplus d'un monopole, a manqué à son obligation de résultat de fournir un sang répondant par ses qualités au but thérapeutique poursuivi ». Si le vice interne du sang était « indétectable en octobre 1983 en l'absence de tests de dépistage », il n'était pas, dit le juge, « imprévisible ». « Le virus était découvert depuis février 1983 et certains signes et études laissaient apparaître que la transfusion sanguine pouvait être un des vecteurs de la maladie ».

Le centre régional de transfusion

sanguine, dont la compagnie d'assurances, la MACSF, va exécuter la décision de justice, a décidé de faire appel de l'ordonnance de référés. Pour M. Gérard Vezon, directeur du centre, « on oublie que les tests de dépistage du sida n'ont été mis au point qu'en 1984. Comment aurions-nous pu les pratiquer en octobre 1983? On nous astreint à une obligation de résultat, alors que nous n'en avions pas les moyens ».

Selon le responsable du centre, l'impossibilité d'identifier les deux flacons de plasma à l'origine de la contamination n'est pas imputable à ses services, mais à l'établissement qui a pratiqué la transfusion. Ce dernier aurait omis de noter dans le dossier médical de la victime le numéro des flacons de plasma qui aurait permis leur identification.

GINETTE DE MATHA

CATASTROPHES

Dans la région de Miami

Le cyclone « Andrew » aurait laissé 190 000 à 250 000 personnes sans abri

Les autorités locales du comté de Dade (où est située Miami) ont révisé sérieusement à la hausse l'estimation des dégâts provoqués par le passage du cyclone tropical « Andrew » sur la Floride, lundi 24 août. Si on chiffre à 63 000 le nombre d'habitations détruites et à 3 ou 4 le nombre moyen de personnes vivant dans chaque habitation, on arrive à 190 000 ou 250 000 sans-abri. Ce qui est bien loin des 50 000 sans-abri annoncés au début pour la Floride.

Pour la Louisiane, il est certain que les destructions sont, là aussi, très importantes. Peut-être dépasseront-elles les 4,2 milliards de dollars de dégâts laissés par le passage du cyclone « Hugo » en 1989. Mais il est encore impossible de dresser le bilan des dommages dans cet Etat.

Selon les organisations de secours, les destructions laissées par « Andrew » autour de Miami font penser à celles d'une zone ravagée par la guerre. Aucune catastrophe naturelle ou accidentelle qui a

frappé la Floride depuis plus de trente ans ne peut être comparée à celle qu'a provoquée « Andrew ». Il semble que ce cyclone tropical soit la catastrophe la plus coûteuse qui se soit jamais produite aux Etats-Unis.

Certes, beaucoup de sinistrés ont trouvé refuge chez des parents ou amis plus chanceux, mais, selon la Croix-Rouge, il a fallu garder ouverts 28 des abris qui avaient été organisés avant l'arrivée d'« Andrew ». Le jour et le lendemain de la catastrophe, l'approvisionnement régulier des réfugiés de ces abris a été très difficile, pour ne pas dire insuffisant. Mais les sauveteurs ont réussi à améliorer la distribution de nourriture, d'eau et de toutes les choses dont ont forcément et rapidement besoin des gens qui ont tout perdu. Bientôt sera mis sur pied un plan d'aide à plus long terme.

Le président George Bush, critiqué pour n'avoir pas porté une attention suffisante à la catastrophe

provoquée par « Andrew », a décidé d'envoyer en Floride 5 000 soldats pour aider aux secours. Il a annulé le week-end qu'il devait passer dans sa résidence d'été du Maine et un déplacement électoral.

Sur les 3 millions de personnes qui ont été privées de courant électrique le 24 août en Floride, 590 000 l'étaient toujours le 26 août. Les écoles sont fermées et le resteront probablement deux semaines : les uns n'ont ni eau ni électricité ; les autres servent d'abris ; sans parler de celles qui ont été détruites.

Des singes en fuite

Le zoo de Miami a été dévasté. Quelque 300 oiseaux rares y sont morts. D'autre part, des centaines de singes, notamment des rhésus, ont profité de l'occasion pour s'enfuir du centre des primates de la division des ressources vétérinaires de l'université de Miami et d'autres centres

d'élevage. Certes, ces singes ne sont pas utilisés dans la recherche vétérinaire ou médicale ; ils ne sont donc pas porteurs du sida, de la rage ou d'une autre maladie dangereuse pour l'homme. Mais on sait que des personnes de la région ont tiré au fusil sur les fugitifs. On pense qu'environ 300 singes sont revenus d'eux-mêmes dans leurs institutions. D'autres ont été repris. Il devrait en rester encore une cinquantaine ou une centaine à se promener en liberté.

Après avoir demandé que l'on cesse de tuer ces ex-pensionnaires, le directeur du centre a recommandé que les non-spécialistes n'essayent pas de capturer les singes, qui peuvent mordre vigoureusement, mais, au contraire, mettent de l'eau et un peu de nourriture à leur disposition. Quant aux quelques babouins qui se sont enfuis du zoo, on les a vus sur le terrain de la prison fédérale, d'où les pensionnaires normaux ont été délogés à temps pour une destination tenue secrète. - (Reuters, UPI)

JUSTICE

Droits de l'homme

La Cour européenne condamne la France pour sévices et détention abusive

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné, jeudi 27 août, la France à verser 1 million de francs à un citoyen français qui accusait des policiers de l'avoir maltraité pendant sa garde à vue et dénonçait la durée excessive de sa détention provisoire.

M. Félix Tomasi avait été arrêté en mars 1983 à Bastia (Haute-Corse). Soupçonné d'être impliqué dans un assassinat perpétré un an plus tôt par l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse), il avait été placé en garde à vue durant quarante-huit heures, puis inculpé et placé en détention provisoire jusqu'à son acquittement par la cour d'assises de la Corse, en octobre 1988. Durant sa détention, qui a duré cinq ans et sept mois, M. Tomasi avait formulé vingt-trois demandes de mise en liberté, toutes rejetées. Il avait saisi la Commission européenne des droits de l'homme en mars 1987.

Dans son arrêt, la Cour européenne constate « à l'unanimité »

une violation de trois articles de la Convention européenne des droits de l'homme, notamment l'article 3 stipulant que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants », et l'article 5 définissant le droit pour toute personne détenue « d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure ».

« Les certificats et rapports médicaux (...) attestent de l'intensité et de la multiplicité des coups portés à M. Tomasi » durant la garde à vue, écrit la Cour qui ajoute : « Il y a là des éléments assez sérieux pour conclure à ce traitement un caractère inhumain et dégradant ». Pour la Cour européenne, « les conditions difficiles » de la lutte contre le terrorisme « ne sauraient conduire à limiter la protection due à l'intégrité physique de la personne ».

M. Tomasi réclamait à l'Etat plus de 3 millions de francs de dommages et de frais de procédure.

EDUCATION

Pour trancher ses conflits internes

La FEN devrait réunir un congrès extraordinaire le 6 octobre

Le bureau fédéral de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), réuni jeudi 27 août, a décidé, par vingt voix contre quinze, la convocation d'un congrès extraordinaire le 6 octobre prochain. Cette décision devrait être entérinée, jeudi 3 septembre, par le conseil fédéral. Elle fait suite à l'annulation par le tribunal de grande instance de Paris, le 22 juillet dernier (*Le Monde* du 24 juillet), de la décision d'exclusion prise par la direction de la FEN à l'encontre de deux de ses syndicats minoritaires, le SNES (second degré) et le SNEP (éducation physique).

Le tribunal avait en effet relevé qu'« aucune procédure d'exclusion n'était prévue par les statuts de la FEN et que tout changement de structure à l'intérieur de la fédération devait être ratifié par un congrès ». La majorité fédérale prend donc acte de la décision de justice et propose que le congrès extraordinaire du 6 octobre tranche le problème de la « non-affiliation » du SNES et du SNEP, sans attendre le congrès triennal de la FEN, toujours prévu à Perpignan en décembre prochain.

Le bureau fédéral a, en outre, décidé de réunir, les 8 et 9 octobre, la commission des structures qui devra examiner une éventuelle modification des champs de syndicalisation de sept syndicats de la FEN, dont celui du Syndicat des enseignants (SE), constitué le 24 juin dernier. Extension du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEG), premier syndicat de la FEN et pionnier de la majorité, celui-ci aura vocation à regrouper tous les enseignants des écoles, des collèges et des lycées.

Les minoritaires de la FEN ne l'entendent pas ainsi. Ils protestent contre les délais très courts - un

mois - de préparation du congrès du 6 octobre et contre le fait que le Syndicat des enseignants « qui n'est ni affilié ni affiliable à la FEN au regard des statuts et du règlement intérieur » participe aux organismes délibératifs de la fédération. Les responsables du Syndicat des enseignants ont en effet siégé au bureau fédéral du 27 août et ils devraient participer au congrès du 6 octobre dont dépend une éventuelle exclusion du SNES et du SNEP.

De ces champs de syndicalisation au sein de la FEN il serait peu à cette date, officiellement modifiés. Les minoritaires de la FEN ont dénoncé, jeudi 27 août, « ce nouveau coup de force et cet acharnement à exclure » qu'ils semblent décidés à contraindre, y compris en faisant, de nouveau, appel à la justice.

Ch. G.

DÉFENSE

La France et la Grande-Bretagne veulent construire ensemble une frégate anti-aérienne

Les ministres français et britanniques de la défense, MM. Pierre Joxe et Michael Roffman, sont convenus, jeudi 27 août, à Londres de donner à leurs directeurs nationaux de l'armement et à leurs chefs d'état-major de la marine de déployer « tous leurs efforts » en vue de parvenir à concevoir un programme commun de frégates anti-aériennes. Un bureau dit « de projet » ouvrira au Royaume-Uni, dès cette année, pour veiller à instaurer « une collaboration maximale » entre les deux pays.

Pour escorter et protéger des forces maritimes, notamment des porte-avions, ce bâtiment devrait déplacer quelque 6 000 tonnes, filer à 27 nœuds par très grosse mer, embarquer deux cent quinze hommes de l'équipage et être équipé de missiles anti-aériens, de missiles anti-missiles et d'hélicoptères. Le coût d'une frégate serait de 3 milliards de francs environ.

A ce jour, les discussions se sont révélées difficiles sur une harmonisation des besoins opérationnels communs aux deux marines, sur la répartition du travail attribué aux chantiers britanniques et aux arsenaux français, et sur les modalités de passation des divers contrats de part et d'autre de la Manche.

Un aspect longtemps controversé paraît désormais acquis. Après avoir abandonné sa participation au programme américain NAAWS, la Grande-Bretagne a accepté d'armer ses frégates avec un système d'armes anti-aériennes de la famille FAMS (family of anti-air missiles) proposé par le consortium franco-italien EUROSAM. Le programme FAMS ouvre les besoins navals d'une défense de zone locale et à moyenne portée. Les partenaires industriels britanniques sont British Aerospace et Marconi. Au titre de sa participation au consortium EUROSAM, l'Italie a le statut d'observateur aux réunions franco-anglaises actuelles.

EN BREF

■ Soixante-dix-sept morts dans un accident d'avion en Russie. - Un Tupolev 134 de l'Aeroflot s'est écrasé à l'atterrissage, jeudi 27 août dans la soirée, à Ivanovo (nord-est de Moscou). Selon l'agence Itar-Tass, les 77 personnes se trouvant à bord, 72 passagers et 5 membres d'équipage, ont trouvé la mort. Les causes de l'accident n'étaient pas connues vendredi 28 août en début de matinée. - (AFP)

■ Mme Ségolène Royal fait annuler l'arrêté préfectoral autorisant l'importation d'ordures allemandes dans les Vosges. - Le ministre de l'environnement, M^{me} Ségolène Royal, a fait annuler, jeudi 27 août, l'arrêté de la préfecture des Vosges (*Le Monde* du 28 août) autorisant le syndicat intercommunal de ramassage et de traitement des ordures ménagères (SIRTOM) à alimenter l'usine d'incinération de Rambervilliers avec des ordures ménagères de la ville allemande d'Esslingen (Bade-Wurtemberg).

SEMAINE NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde, RADIO TÉLÉVISION

هكذا من الامم

10 La Monde • Samedi 29 août 1992 •

Le Monde

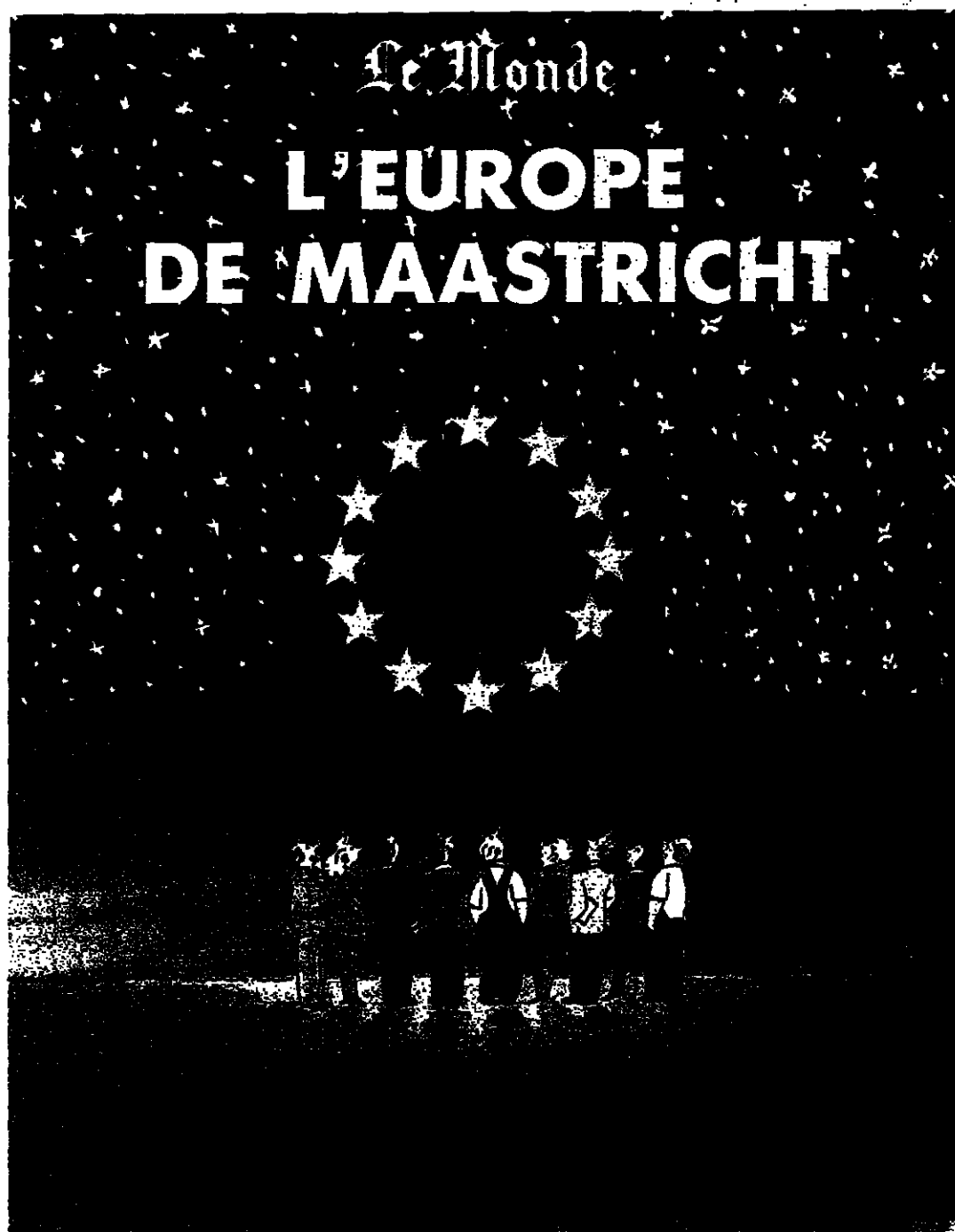
HORS-SÉRIE

L'EUROPE DE MAASTRICHT

In des États-nations ou suite logique du processus d'intégration européenne commencé il y a 40 ans? L'Europe de Maastricht a ses fidèles, elle a aussi ses adversaires. Les uns et les autres plaident avec la

même fougue. L'opinion est troublée.

Pour présenter les données essentielles du traité signé le 7 février par les Douze, *Le Monde* publie un numéro hors-série de Dossiers et Documents



Un dossier indispensable pour mieux comprendre l'avenir de l'Europe.

BON DE COMMANDE : L'EUROPE DE MAASTRICHT

Nom : Prénom : France (métropole uniquement). Nombre d'ex.....X 31 F (port inclus) = F
Adresse : Dom-Tom et étranger. Nombre d'ex.....X 35 F (port inclus) = F
Code postal : Localité : Bulletin à découper et à envoyer avec votre règlement à
« le Monde » : Service vente au numéro 15, rue Falguière 75501 Paris Cedex 15 (France)
Pays : Pour être servie, toute commande doit être accompagnée de son règlement par chèque postal ou bancaire

EN VENTE CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX 25 F

S A N S • V I S A

Hugo, l'homme-océan

Conversation entre le père et le fils. Que penses-tu de cet exil ? Qu'il sera long. Comment comptes-tu remplir ton temps ? Je regarderai l'océan... Moi, dit le fils, je traduirai Shakespeare. Ce qu'ils firent, à Jersey, puis à Guernesey, dans cette maison nommée Hauteville House où Victor Hugo - qui notait « Il y a des hommes océans » en ouverture de l'ouvrage consacré à Shakespeare - ne se contenta pas d'affronter du regard l'immensité.



« Ce matin 30 juin 1861, à 8 heures et demie, avec un beau soleil dans mes fenêtres, j'ai fini Les Misérables ».

L'APRÈS-MIDI avait été rempli par une chasse aux vieux coffres. Il était un peu las maintenant, et même un peu honteux, de ces battues mobilières, dont il traitait comme les Bourbons avec une furieuse envie de faire ripaille. Le cérémonial était toujours le même. Le gros Charles louait une carriole pour 8 francs, puis on passait prendre Juju à la Fallue, et « Grutto Duce », ce M. Grut qui savait dénicher les trésors que les pirates et les contrebandiers de naguère avaient enfouis dans l'île.

Depuis son arrivée, ses agendas étaient pleins de ces expéditions mercantiles. Certains jours, il était pris de fringale, le tableau atteignant des sommets. Il notait tout comme un boutiquier. « 9 juillet 1857 : chasse aux vieux coffres avec Grut (et JJ.). 1° Chez Misi Martin, coffre à panneaux gothiques peints en bleu... 10F. 2° Coffre à trois figures... 12F. 3° Chez Nicole (l'homme à la longue rue, vieux marin : un coffre Louis XIII... 16F ; un coffre XV (pour JJ)... 16F ; un banc de Cobourg peint en vert... 16F. 4° Un panneau représentant St Pierre... 2F. 5° Un panneau représentant un roi à cheval (dans le dossier d'une chaise percée en sapin)... 3F ». Et puis, quelques jours plus tôt, juste avant « donné à Cahagne (secours)... 10F » et « avancé à ma femme (3 livres)... 72F », cette nouvelle descente chez l'habitant : « vieux coffre chez Gory, près Li-Hoc (estimé 9F, je l'ai payé le double vu leur pauvreté, le mari aveugle, la femme paralysique, deux vieillards). » C'en était devenu une obsession. Son regard dans les églises n'était plus le même. Il se portait sur les chandeliers ou les bas-reliefs, ou les baignants de chaise des confessionnaires qui entendaient tant de mortuaires sur la détresse humaine. Guernesey était une immense brocante. La population, d'ailleurs, parlait un français d'antiquaire. A Saint Pierre-Port, on ne disait pas qu'on était maçon, on disait qu'on était « plâtreur » ; on n'était pas horloger, on était « montrier » ; on n'était pas commissaire-priseur, on était « encanteur ». Ce français du fond des âges lui convenait parfaitement. « Quand l'Angleterre voudra causer avec moi, elle apprendra ma langue », avait-il dit superbement à ceux qui lui demandaient de faire un effort dans la langue de Shakespeare et

de Victoria. Sus d'ailleurs aux Empires. Eugénie venait d'accoucher de « Napoléon le tout petit ». Et aux institutions : « Je prie les Académies de me laisser tranquille ! » Une phrase surtout, d'un barbier l'avait ravi, à propos de la mort de Wellington : « Le commandant des soudards est mort. » A part cela, Saint-Pierre apparaissait plutôt « fidèle à la reine, à la Bible et aux fenêtres à guillotine ».

savait plus où poser son ouvrage. Il avait déchargé son butin, il avait dépeçé toutes ces épaves. Entre ses mains, il lui semblait tenir toutes les époques, toutes les civilisations, arracher des morceaux du temps. Et il avait tout remodelé. Avec des stalles d'église, il avait fait des cheminées, des ciels de lit avec des baldaquins d'autel, des lustres avec des lutrins ; ce qui était proche d'un

ou de l'empereur de Chine. Et, pleinement satisfait, il ajoutait : « J'ai manqué ma vocation, j'étais né pour être décorateur ».

Sous ce toit bourgeois, il avait organisé une tempête. Il avait fait entrer l'Histoire, la France des cathédrales et l'épopée des Mings. Dagobert croisait Henri II. Des sicaires semblaient se cacher derrière les tapisseries et les lourds buffets. Il avait enfermé aussi le mystère, comme une arme qu'il voulait à portée de sa main. Il disait que sa maison était « machinée ». Dans les parois de la galerie de chêne se trouvait un couloir qui ne menait nulle part, mais qui lui permettait, plaisantait-il encore, de « marcher dans son mur », comme ces murs d'Angelo où circulaient les espions de Venise. Dans les meubles, dans les lits étaient ménagées des cachettes, qui s'ouvraient avec des combinaisons secrètes où il enfouissait des manuscrits qu'il finissait par oublier.

Chaque coup de marteau le clouait davantage sur cette île. Et Adèle, cafardeuse sous ses papillotes : « Hier en traversant le vestibule qui mène à la porte d'entrée, je me disais : ma bière passera ici... Mon mari met dans cette maison ses dorures, ses tentures, toute sa fantaisie et ses soins. Nous dépensons beaucoup d'argent ».

Lui trônait au milieu de la table familiale, un œil sur le fauteuil des ancêtres. Depuis un mal de gorge tenace, il se laissait pousser la barbe. Celle-ci était apparue blanche. Le visage convulsif de l'homme des Châtiments avait fait place à la figure broussailleuse de « l'aveugle universel ». Lui s'épanouissait, sa famille étouffait, affolée par l'héritage. Charles suivait un conte fantastique dont « l'héroïne était une goutte d'eau ». Sujet périlleux. François-Victor s'était mis dans la tête de traduire tout Shakespeare. Dédé tournait dans le jardin avec sa robe de mousseline blanche, et son médecin lui interdisait le piano. Les proscrits avaient leur rond de serviette, et touchaient leurs subsides.

Ceux-ci dans les agendas avaient pris plus d'importance que les chasses aux coffres. « 17 janvier 1860 : secours à St Léger... 2 F. Secours au petit de Rosalie... 1 F. 18 janvier : je me suis rasé pour la première fois avec le rasoir Dupuy. 26 janvier : ce

soir, j'ai montré à JJ. le croissant dans les nuages ayant l'air de remorquer l'étoile du soir, et je lui ai dit : voilà le navire des âmes avec sa chaloupe... Secours à Fr. prox... 3 F » Les proscrits étaient sûrs de pouvoir compter sur son assistance. Cette rubrique « proscrit » était d'ailleurs bien comode : cela lui permettait de camoufler des dépenses d'ordre sexuel (Saint Léger était la petite Coelina, une domestique, qui mourra peu après à Aurigny). Mais ses « charités » - qui lui prenaient jusqu'au tiers de ses revenus à Guernesey - étaient impressionnantes.

Une fois par semaine, des enfants à figure chétive franchissaient le

seuil d'Hauteville House. 5 octobre 1862 : « Ma femme, ma fille, ma belle-sœur, mes fils, mes domestiques et moi, nous les servons... Ce n'est pas de l'aumône, mais de la fraternité. Cette pénétration des familles indigentes dans les nôtres nous profite comme à eux ». Et à Charles, qui fait de l'opposition : « Le vrai socialiste unit la pratique à la théorie et donne le pain aux corps en même temps que les idées aux esprits ».

De notre envoyé spécial Régis Grynott Lire la suite page 12



Un vaste bric-à-brac où se rencontrent toutes les époques, toutes les civilisations.

Les façades avaient une couleur laiteuse. Dans les rues passaient des charrettes de bœufs. Les toitures faisaient des taches rouges vif ou bleu cru. La baie, avec ses rochers éparpillés dans la mer, avait quelque chose des Cyclades. L'été, les hommes se baignaient nus. « Un caleçon est une indécence », disait-il. Hauteville House était devenue un vaste bric-à-brac. Adèle ne

tabernacle se trouvait dans une chambre à coucher ; un ange devenait un esclave, un saint un diable ; sur des paravents chinois, il peignait des chevaliers, ou des oiseaux, ou des monstres aux griffes crochues. Au point qu'il ne se souvenait plus très bien de la destination primitive de tous ces objets. Alors il leur inventait une histoire superbe ou terrifiante où il était question du doge de Venise.

CUBA CHOC 5.280 F*

OFFRE SPECIALE SUR LE VOL DU 13 SEPTEMBRE VILLAGE PLAYA GIRON

Offre spéciale : pour le prix d'une semaine (8 jours, 6 nuits), nous vous offrons la deuxième semaine, gratuite, selon disponibilité.

*Inclus : vol, séjour plage, transfert aéroport-village-aéroport

POUR EN SAVOIR PLUS, FAITES 3675 OT. CUBA TÉLÉPHONÉZ AU (1) 44 79 00 66 OU CONTACTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE

l'avenir de l'Europe
DI MAASTRICHT

LES 2004-2005

Hugo, l'homme-océan

Suite de la page 11

« Cela dit, je veux la République sociale, mais avec la liberté. Il est scientifiquement admis que les enfants qui mangent de la viande seulement une fois par mois sont (sauf exception bien entendue) préservés des scrofules, du rachitisme, des maladies des os, des tuberculoses et des angines couenneuses... Je ne hais pas qu'on dise : la porte de Victor Hugo dans l'exil est ouverte à un battant aux riches et à deux battants aux pauvres. » Quelque temps plus tôt, il avait écrit à Auguste Vacquerie : « Ce matin 30 juin 1861, à 8 heures et demie, avec un beau soleil dans mes fenêtres, j'ai fini les Misérables. »

Les pêcheurs qui croisaient dans Havelet Bay et les passants sur le quai pouvaient voir désormais au dernier étage d'Hauteville House une silhouette rouge. Le poète écrivait debout face à la mer dans une cage de verre. On quittait les sépultures des étages inférieurs, la caverne infernale du salon rouge, on abandonnait les angoisses familiales, les séances de tables tournantes, pour déboucher sous les combles en pleine lumière. C'est là qu'il avait bâti son promontoire sur la mer, son rocher de Sainte-Hélène.

On traversait une antichambre aux murs tapissés de livres. La plupart étaient des envois d'auteurs qui n'étaient pas coupés, mais il prenait la peine de remercier l'expéditeur, inscrivait un

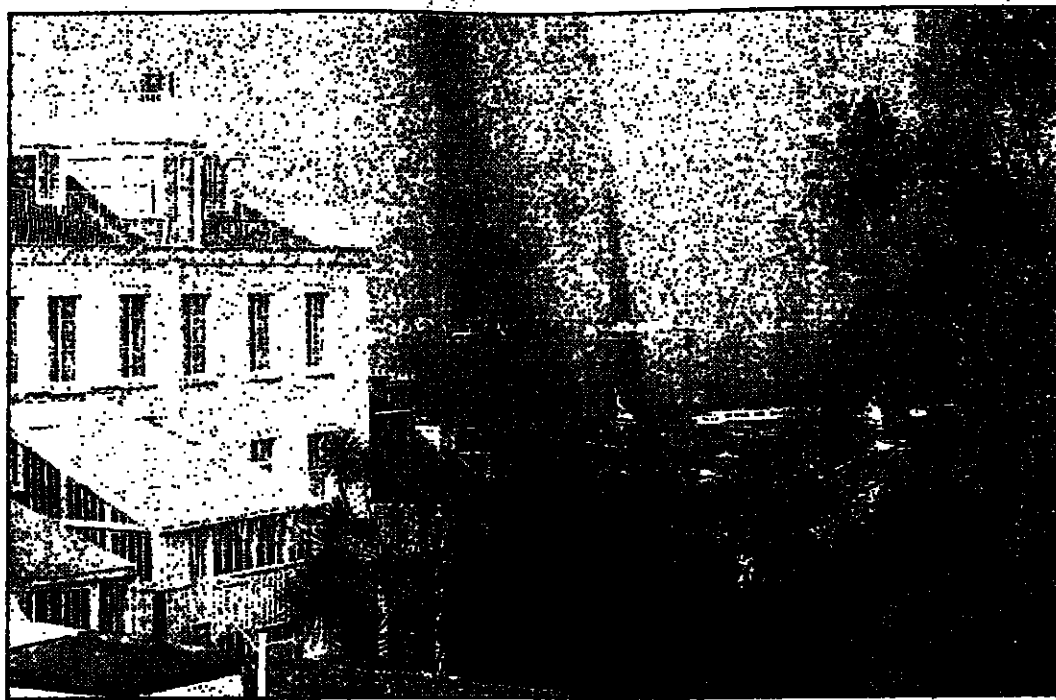
« r » sur la couverture. Il y avait aussi le dictionnaire de Morel, les œuvres de Voltaire, et une curieuse brochure, la *Statistique des égouts de la Ville de Paris*, où en haut d'une page il avait noté « chemin de J. V. » (Jean Valjean). L'antichambre donnait sur le look-out où il travaillait, vitré et orné de carreaux de Delft, et sur un petit couloir. La chambre, avec des décors qu'il avait peints — encore des histoires de bêtes et de chevaliers — était entourée de deux réduits, le « radeau de la Méduse », qu'il destinait aux poètes de passage, et une chambre de bonne. Une servante couchait là pour prévenir des « suffocations » nocturnes, mais Booz n'était pas toujours endormi. C'était une succession de frères cabines, une planète suspendue, qui semblaient ne pas pouvoir résister aux emportements du ciel.

Il se levait avec l'aube, avalait deux œufs crus et une tasse de café froid, s'étendait à nouveau parfois quelques instants pour réfléchir. Puis il gagnait le look-out, se postait devant l'une des deux tablettes de bois noir, qui lui arrivait à la hauteur du coude, jetait les feuilles une par une pardessus son épaule, marchait beaucoup tout en composant. A midi, il s'arrêtait ; comme les travailleurs de force, il passait à la douche, se mettait nu, s'aspergeait avec une eau très froide et se frottait au gant de crin sur tout le corps. « Un écrivain qui, se levant

avant le jour, a fini sa journée à midi l'a bien gagnée », écrivait-il. Et encore : « Sur cette roche où je vis dans la brume et dans la tempête, je suis parvenu à me désintéresser de toute chose, excepté des grandes manifestations de la conscience et de l'intelligence. Je n'ai jamais eu de haine et je n'ai plus de colère. »

De notre envoyé spécial Régis Guyotat

► Les *Agendas de Guernessey* (novembre 1855-avril 1860) figurent dans *Victor Hugo, œuvres complètes*, publiées sous la direction de Jean Massin au Club français du livre (1969).
► Une édition bilingue de *l'Archipel de la Manche* a été publiée par La Haule Books, Jersey, 1985, avec une traduction de John W. Watson.
► On peut lire également *Olympio ou la Vie de Victor Hugo*, d'André Maurois, Hachette, 1964. Sur Hauteville House : la *Maison de Victor Hugo à Guernessey*, par René Weiss, Imprimerie nationale, 1928.



PASCAL HENRIOTTE



Guide

► L'exil de Victor Hugo à Guernessey dure de 1855 à 1870. Durant ces années furent publiés les *Contemplations* (1856), la *Légende des siècles* (1862), *William Shakespeare* (1864), les *Chansons des rues et des bois* (1865), les *Travailleurs de la mer* (1868), *L'homme qui rit* (1869). Avec l'argent des *Contemplations*, il put s'acheter Hauteville House, qui dominait la baie de St-Peter-Port. Juliette Drouot avait emménagé dans une villa voisine.

On peut se rendre à Guernessey par bateau, depuis Saint-Malo ou Cherbourg, par exemple, ou par air (via Jersey). Pour 301 F (une personne), on peut faire un aller-retour par bateau Saint-Malo-Guernsey dans la journée (via Jersey). Se munir d'argent anglais pour visiter Hauteville House (38, Hauteville Street à St-Peter-Port), à quelque quinze minutes à pied du débarcadère. Visite (entrée : 3 livres) alternée en français et en anglais toutes les quinze minutes. Il n'est plus possible actuellement de visiter la chambre du poète (les décors sont devenus fragiles) ni le jardin (en raison de déprédations), ce qui est dommage, car on est ainsi privé de façade. L'exigüité des lieux et le grand nombre de visiteurs en saison ne permettant guère de s'attarder.

Hauteville House a été cédée en 1927 par la famille du poète à la Ville de Paris. Sa conservation est menée en parallèle avec la Maison de Victor Hugo à Paris, 6, place des Vosges, ouverte tous les jours (sauf le lundi) de 10 heures à 17 h 40 (tél. 42-72-10-16), et qui possède une importante bibliothèque, accessible sur rendez-vous, sur l'œuvre du poète (avec de multiples éditions originales) et l'époque romantique (M. Henri Cazamayo, conservateur). Les manuscrits sont conservés à la Bibliothèque nationale. ■

La route du thé

Au début, il y a une feuille droite de *Camellia sinensis* portée par la brise légère d'un bel après-midi de l'été 2737 avant J.-C. et qui s'égare dans la tasse d'eau chaude de l'empereur Chen-Nung. Telle serait, à en croire un document rédigé par Mariage Frères, maison de thé à Paris depuis 1854, l'origine de ce

breuvage, « seigneur à l'apparence parfois sauvage, toujours élégant, éternellement simple et sophistiqué ». Une vénérable maison qui, à l'occasion de son 138^e anniversaire, organise du 14 octobre au 1^{er} novembre, avec le voyageur Kuoni, un périple en Chine intitulé « La route et l'art du thé ».

Ce circuit, accompagné par Paul Butel, auteur d'une *Histoire du thé*

(éditions Desjonquères), conduira notamment les participants à Shanghai (boudha de jade), Suzhou (la Venise chinoise célèbre pour ses jardins), Yixing (atelier des célèbres théières), Hangzhou (plantation de thé au jasmin), Fuzhou (jupes et poteries), Quanzhou (porcelaine antique), Xiamen (temples), Guilin (au paysage prisé des peintres et poètes) et Hongkong, où l'on visitera le musée des objets du thé avant d'assister à la cérémonie chinoise du thé.

Dix-neuf jours pour tout savoir sur les « broken », les « pekoe » et les « fannings » et suivre cette plante dans tous ses états : délicatement cueillie sur la montagne de Tung Tung, où pousse un thé vert au corps rond et au parfum doux, séchée dans les plantations et fabriques de thé au jasmin de Nanping, célèbres pour leur thé noir (appelé thé rouge par les Chinois), et déposé en grande cérémonie dans les maisons de thé de Shanghai et de Hongkong.

Un voyage à savourer et à humer... après avoir déboursé 27 000 F par personne en chambre double, prix incluant l'avion, les transferts, la pension complète sauf à Hongkong, les excursions en car, train et bateau, les assurances, les frais de visas et les taxes d'aéroport. Ne pas trop laisser infuser : le temps presse. Renseignements : Kuoni (Irène Behar ou Virginie Fournier), tél. : 42-85-71-22.

A lire, pour se mettre au parfum : *La Route du thé*, de Robert Fortune, un botaniste écossais qui, en 1842 et 1848, partit dans les montagnes au nord de la Chine à la recherche d'espèces rares et de pieds de thé encore inconnus en Angleterre (éditions Hoebecke, 240 p., 98 F).

Un havre en Vendée

Parallèle à un paquebot échoué entre dunes et forêt, « Pampelousse » campe aux

avant-postes de la station. De la dunette de cette résidence hôtelière érigée sur la côte qui conduit à l'ex-île de Noirmoutier, la vue est superbe.

A l'horizon, la silhouette de l'île d'Yeu dont les humières, la nuit, scintillent sur l'océan comme celles d'un bateau au mouillage. A gauche, le long ruban de sable blond qui s'élargit au rythme des marées, paradis de ceux qui fuient la foule conviviale agglutinée plus en amont, face au front de mer. A droite, les 18 trous d'un des plus beaux golfs côtiers de l'Hexagone (tél. : 51-58-82-73) dont le parcours (difficile) se faufile entre dunes et pins.

Derrière, enfin, Saint-Jean-de-Monts, station balnéaire vendéenne, fière de son climat tonique et de son ensoleillement et qui compense une façade bétonnée par un vrai bourg de 6 000 habitants où se mêlent, à l'heure des marchés colorés, campeurs voisins, familles nombreuses et touristes étrangers. Sans oublier sportifs et curistes, fidèles des tennis, du golf et des Thermes marins (tél. : 51-59-18-18) qui revendiquent la plus vaste piscine de France avec 300 m² d'eau de mer pompée dans l'Atlantique et chauffée à 34 °C. Là, une directrice aux allures de châteline reçoit, dans un cadre lumineux, les adeptes des grands classiques de la thalassothérapie (dont les applications de boues marines fraîches) ou de la nouvelle cure holistique ou anti-stress (6 jours, autour de 2 500 F selon saison) destinée à « dynamiser son énergie vitale pour mieux vivre son présent ». Avec possibilité de conjuguer soins thalasso et cours de tennis (3 000 F ou 4 500 F, 6 nuits, demi-pension en studio 2 personnes ou chambre double) ou de golf (3 400 F ou 5 000 F). Semaines promotionnelles du 13 septembre au 7 novembre : cure de 6 jours avec hébergement en demi-pension à l'hôtel Altia pour 4 870 F.

Côté hébergement, un agréable village de vacances de

l'association VVF (51-59-90-00). L'hôtel 3 étoiles Altia-Le Siof (51-59-15-15) qui propose des forfaits en demi-pension (7 nuits, de 4 800 F à 5 800 F par personne en chambre double selon saison) avec diverses activités et la résidence de loisirs Pampelousse (51-59-27-76) dont la piscine privée jouxte l'agréable et accueillant club-house du golf qui offre une restauration de qualité.

Dans cette dernière, studios et appartements équipés (2 à 6 personnes) avec terrasses privées et services à la carte : location de linge, de postes de télévision, ménage quotidien, petit déjeuner et parking couvert. Selon la saison, de 910 F à 2 700 F la semaine pour un studio 2 personnes, de 1 500 F à 5 460 F pour un 3 pièces/6 personnes et de 1 680 F à 5 635 F pour le superbe duplex 6 personnes jouxte au sommet de l'immeuble. A signaler les prix pratiqués à compter du 12 septembre : 910 F pour un studio 2 personnes jusqu'au 26 septembre, 735 F jusqu'au 2 novembre, 1 680 F puis 1 500 F pour le duplex.

A noter également la possibilité de louer un appartement dans l'une des somptueuses villas « à l'américaine », situées de plain-pied sur le golf. Parmi les excursions à suggérer : l'île d'Yeu (un cadre exceptionnel remarquablement préservé) et la Route du sel en cabine (tél. : 51-93-63-40), exploration des lagunes et marais de l'arrière-pays marais, notamment dans le cadre de randonnées avec repas, de 190 F à 220 F. Situé à 70 km de Nantes, Saint-Jean-de-Monts est à environ 460 km de Paris par les autoroutes A 11 ou A 10. Pour s'informer, l'Office du tourisme, tél. : 51-58-00-48.

Sélection établie par Patrick Bouchet et Danièle Dussard.

TÉLEX

Week-ends de chasse en Sologne proposés à partir de la fin septembre par le Soffit Orléans, 44, quai Barentin, 45000 Orléans. Les meilleurs territoires de la région ont été sélectionnés pour la chasse « en battue » ou « devant soi ». Au tableau : lièvres, perdrix, faisans et pigeons. En option, sangliers ou canards. Il en coûte 2 500 F par personne pour la journée de chasse, les repas et deux nuits en chambre double. Pour les non-chasseurs, le forfait est de 1 000 F. Informations (l'hôtel diffuse une plaquette détaillée) et réservations au 38-62-17-39. Réservation centrale Resinter au (1) 60-77-27-27.

Week-end Paul Signac à Saint-Tropez afin de visiter l'exposition que le Musée de l'Annuaire consacre au peintre (jusqu'au 6 octobre). Forfait avion, voiture, deux nuits d'hôtel et vin de l'exposition : 2 100 F ou 2 900 F, proposé par Visit France, Air Inter, Havas Voyages Saint-Tropez (tél. : 94-97-46-66) et l'Office de tourisme de la ville (tél. : 94-97-41-21).

Embarquement immédiat et gracieux pour la conjointe de l'heureux époux ayant convolé en 1967, 1942 ou 1932 et célébrant ainsi ses 25, 50 ou 60 ans de mariage. C'est ce que propose la compagnie de croisières fluviales KD (tél. : 42-66-21-38) qui, pour ces noces d'argent, d'or ou de diamant, suggère une promenade sur le Rhin et la Moselle. Offre valable jusqu'au début du mois d'octobre avec, également, une remise pour les parents et amis qui souhaiteraient être de la fête.

Un fleuron pour l'hôtellerie de luxe de Gascogne, le château Lalande, une demeure construite entre les XIII^e et XVIII^e siècles, non loin des rives du Lot. Dans un parc de 9 hectares, vingt-cinq chambres (de 800 à 1 600 F la nuit), deux restaurants, un institut de beauté, une salle des sports, deux piscines et deux tennis mais aussi trois salles de séminaires dotées d'équipements modernes et un hélicoptère. Accès : aéroport d'Agen, Toulouse et Bordeaux (dessert TGV). Château Lalande, 47140 Saint-Sylvestre-sur-Lot, tél. : 53-36-15-15.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

PORTE DES LILAS
HÔTEL LILAS GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)
Petit déjeuner à 25 F
TV couleur. Tél. direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HÔTEL ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
Soleil, calme, toutes randonnées
dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71.
Fax : 92-45-80-58.

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Baux-de-Provence
VAL-BAUSSENC hôtel***
Une grande maison provençale en pierre
des Baux vous ouvrira ses portes :
21 chambres tout confort, restaurant,
piscine, proximité promenades à
cheval, golf et tennis. 122, avenue de la
Vallée-des-Baux. 13520 MAUSSANE-
LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90.
Fax : 90-54-33-36.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE
ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721
et son restaurant
nouvelle ambiance « bohème »
Taverna LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856. Fax : 52-37-866.

TABLE

Une bouillabaisse normande

SUR toutes les côtes, les pêcheurs ont de longtemps imaginé de faire la soupe avec les poissons invendus, soit abîmés par les filets, soit de petite race. En Méditerranée ce fut la « bouillabaisse », anctore de la bouillabaisse (que les Provençaux disent encore la « bouillabaisse »), en Charentes c'est la cotriade (du mot cotre, petit navire, sans doute), les Belges ont le waterzoot (ce qui veut dire eau qui bout). La Normandie, elle, a sa marmite dieppoise.

C'est Michel Barberousse dans son « Inventaire culinaire de la Normandie » qui cite ce refrain populaire :

En c'temps-là, Jésus dit à ses disciples :
Ceux qui voudront d'a soupe
font des marmites !

Mais, de même qu'il existe presque autant de bouillabaisse que de cuisiniers, il y a plusieurs marmites dieppoises. Celle des pêcheurs, modeste, est de moules, en partie égale avec des filets de poissons

(turbot, sole, lotte) cuits dans un fumet obtenu avec les têtes et arêtes, poireaux, oignons, céleri, bouquet garni, laurier, etc. Et du cidre largement. Le tout, en fin de cuisson, beurré et créant. Pour enrichir le plat, on y ajoutera : langoustines, coquilles Saint-Jacques, huîtres même. Et l'on ne lésimera point sur les épices (n'oublions pas que les marins dieppois furent des premiers découvreurs de la route des épices !). Et pour escorter le curry, mieux que le cidre peut-être, on proposera le vin blanc.

Dieppe a son vieux châteaueux soutenu par la dune, Ses baigneuses cherchant la vague au clair de lune, Et ses deux monts en vain par la mer insultés...

C'est sans doute le paysage que put voir Voltaire débarquant ici furtivement de son exil en Angleterre, en l'an 1729. On y a fêté la mer, fin juin, comme tous les ans et, mi-novembre, ce sera la foire aux harengs. En attendant, si vous

passer par là, notez : A la Marmite dieppoise (8, rue Saint-Jean, tél. 35-84-24-26, fermé jeudi soir), où le plat de l'enseigne s'encadre entre la mousseline de brochet et le filet de bœuf aux écrivasses (compter 250 à 300 francs). La Melle (2, grande rue Pollet, tél. : 35-84-21-19, fermé dimanche soir et lundi), où de cette maison du port vous pourrez regarder passer les bateaux y compris ceux qui ravitaillent Guy Brachais en poissons bien frais. Régalez-vous alors des langoustines rôties aux épices, du filet de barbot « La Melle » et, évidemment, de la marmite... ici dite « polletoise », avant un clafoutis de pommes à la cannelle. Menus de 160 à 220 francs et carte, comptez 30 francs.

Si vous êtes motorisés, faites au retour un détour par Forges-les-Eaux (Forges-les-Eaux forge les os, dit-on de cette station) et découvrez l'Auberge du Beau Lieu (c'est dans le fossé, pardon : Le Fossé, à 1 km sur la D 915). Une belle auberge



dont Patrick Ramelet (assisté de Marie-France, son épouse, excellente sommelière), dirige la cuisine régionaliste et savoureuse (ah ! cette fricassée de lotte au cidre après le tartare de homard en soupe d'huîtres !). Menus de 130 à 300 francs et carte. Fermé le mercredi. Tél. : 35-90-35-98.

La marmite dieppoise, je l'avais découverte à Paris, il y a des lustres, chez Prunier lors d'un repas inoubliable où elle parut, entre le caviar de Gironde (il y en avait alors quelques tonnes et Prunier avait ses postes de pêche à l'esturgeon) et le steak Boston (aux huîtres). Je pense que l'ami Gourmand songe à la remettre à sa carte. En attendant notez qu'elle figure à celle de la Chaumière des Gourmets, quelquefois (22, place Dantone-Rochereau, tél. : 43-21-22-59, mais fermée en août).

La Reynière

DESSERT

Fruits rouges

La ronce donne la mûre et le framboisier de nos jardins d'été. Ils ont ceci de commun qu'ils sont de la famille des rosacées, Rubus. Et l'on dit que le renard gourmand, comme dans la fable de La Fontaine, essaye les grains du fruit qu'il a dérobé à la haie dans sa course matinale vers les ronces à la nature. L'ancienne pharmacologie lui attribue d'ailleurs tous les fruits rouges, pour leurs vertus digestives, dépuratives et propices aux intestins. Ce sont les ribes, groseilles à maquereaux, cassisiers, groseilles rouges et sa variante albinos. Ils participent de nos fêtes de l'été.

Il est rare qu'on les consomme seuls. Leurs parfums mêlés savent à la fois charmer la vue et le goût : une salade de fruits, framboises et groseilles, auxquels sont mêlés cassis et fraises tardives, dites « quatre saisons », dans un grand récipient d'argent, où l'on verse la mousse parfumée d'un champagne glacé. C'est un plaisir sorti tout droit d'un tableau impressionniste de Monet, et que l'on peut encore se donner aujourd'hui.

Quelques-uns se souviendront longtemps du dîner « Canicule », ordonné par Jacques Maîtres au Fouquet's, le 13 juillet 1976, peu après son acquisition par Maurice Casanova. Y figuraient, entre autres délices, une soupe de fruits rouges au sauternes, obtenue en pochant des pêches en quartiers, brugnons, quelques abricots et toute la série des fruits rouges en quantité habilement dosée : fraises, fraises des bois, framboises, quelques cerises, groseilles rehaussées de grains de cassis. Le tout agrémenté de fines tranches de kiwi pour le décor et de zestes d'oranges confites pour souligner l'ensemble. C'est une recette

facile d'exécution en toutes saisons - et à la rentrée avec figues et raisins - puisqu'il suffit, pour quatre personnes, d'une bouteille de sauternes - ou de cérons (Graves), l'excellent vin de Jean Perromat - d'environ 200 grammes de sucre, et de laisser pocher une dizaine de minutes, selon la texture et la maturité des fruits. Ainsi fraises et framboises ne seront-elles ajoutées qu'en fin de cuisson. Les zestes se préparent dans une réduction d'eau et de sucre. Il y a lieu de servir glacé, le lendemain de préférence, avec une brioche pour les enfants.

Les fruits rouges sont sur le marché, qu'on se le dise, myrtilles comprises, qui viennent du Jura et de l'Auvergne. Les ribes sont venues de l'Europe du Nord. Elles furent apportées en France par les Danois et les Normands. Elles portent en Normandie un nom qui atteste de leur ancienneté. Elles sont nommées en Basse-Normandie gadilles, et gadelles en Haute-Normandie, en pays de Caux. L'étymologie de ce mot serait dérivé de « aigre ou aigre ».

Les groseilles ou gadelles sont le plaisir de l'enfance paysanne. Ce furent avec les groseilles à maquereaux - ainsi nommées parce qu'on les servait avec ce poisson - les fruits du pays que connurent les anciennes générations. Celles d'avant les grandes surfaces. A Bagnoles-de-l'Orne, dans la « forêt normande », qui inspira Edouard Herriot, plus exactement la forêt d'Andaine, au restaurant du Manoir du Lys (route de Juvigny, 61140 Bagnoles-de-l'Orne. Tél. : 33-37-80-69), le chef Franck Quinton fait avec les gadilles cueillies au jardin un superbe « gratin aux fruits rouges », où la saveur du fruit le dispute à la

finesse de la crème pâtissière. Ici le colvert de la campagne de Caux sera servi avec la groseille à maquereaux, Ribes grossularia. Les jardins de ce pays bocager sont un plaisir pour les enfants, qui adorent framboises et groseilles. Et s'il pleut, il pleut souvent en Normandie, de retour du marché on peut faire la gelée de groseilles, tremblante, acide, vermeille. Elle est souveraine au royaume des confitures.

Le cassis n'est qu'un groseiller qui a noirci ses fruits, pour leur donner cette saveur qui convient aussi bien au vin rouge. Ainsi depuis 1712, on le cultive à Dijon, sur une aire de culture très vaste, dans la Côte-d'Or, du côté de Chagny. Le chanoine Kir, maire de Dijon, a laissé son nom à une mixture de vin et de liqueur de cassis, qui le dote d'une magnifique couleur violette sombre. Le Kir Royal est au champagne. « Un breuvage pour demi-castors et actrices » aurait dit Flaubert.

Framboise et ambrisie, on peut rêver longtemps sur cette assonance. La ronce de l'Ida, tel était son nom dans l'Antiquité, Rubus Idæus. La nymphe Ida se plaignant le doigt en cueillant une framboise la teignit d'une goutte de sang vermeil, raconte Pléne. Il en reste une magie telle que ce fruit parfumé, et maintenant répandu sur nos marchés, fait le plaisir de tous, en particulier celui des personnes âgées qui en raffolent. Pour les gastronomes exigeants, il existe un vinaigre framboisé (et non un vinaigre de framboise), très prisé. C'est le vinaigre des Ségats, mais qu'il ne convient pas de mettre à toutes les sauces.

Jean-Claude Ribant

Semaine gourmande

Gérard Besson

Ce modeste mais grand cuisinier fut l'élève du cher Georges Garin et cela se retrouve dans une cuisine ennemie des chichis. On se réglera donc des œufs brouillés pointés d'asperges et du suprême de Bresse étuvé au mousmout du « papa » Garin. Mais aussi de ses trouvailles personnelles comme la crème froide de moules aux dés de céleri, la purée de pommes de terre aux olives accompagnant le filet de cabillaud poêlé, etc. Aux déjeuners, une superbe démonstration de cette cuisine en un menu-carte : choix d'une entrée (dont une mosaïque de légumes aux rouelles de homard breton), d'un poisson ou d'une viande (dont la fricassée de rognon de veau regoit de champignons), fromages, desserts, café et petits fours pour 260 F. Notez une cave superbe et le service aimable en un décor cosy. Et à la carte, comptez : 500-600 F.

► Gérard Besson, 5, rue du Coq-Héron (1^{er}), tél. : 42-33-14-74. Fermé samedi et dimanche. Parking : Saint Eustache. AE-CE.

Morot-Gaudry

Au 8^e (et dernier) étage (c'était autrefois un fronton de pelote basque) le restaurant - et la terrasse - sont agréables et prestigieux à la fois. Tout en regardant la tour Eiffel, régalez-vous. Le déjeuner « affaires » m'a permis de déguster la terrine de saumon et pleurotes, d'hésiter entre le dos de daurade au xéris et l'estouffade de canard aux pruneaux et pommes, avant les fromages et le dessert. Vu compris, j'ai opté pour le bon vieux 1990 des « Toques gourmandes », dont Morot-Gaudry fait partie et sait choisir les vins, quelques fois inédits, de sa carte (connaissez-vous ce vin de pays oc l'Enclous des Lilles ?). A la carte, comptez 500-600 F, mais il y a aussi des menus-carte à 520 F « dégustation ».

► Morot-Gaudry, 8, rue de la Cavalerie (15^e), tél. : 45-67-08-85. Fermé samedi et dimanche. Parking privé dans l'immeuble. Salon. AE-CE.

Les grands hôtels font un effort pour ajouter la qualité gourmande aux prestations du confort, voire du luxe. Guy Legay, l'excellent chef du Ritz, Émile Tabouriau au Bristol en sont l'exemple. On citera également aujourd'hui :

Régence Plaza

Claude Barnier a pris sa retraite. Gérard Salé, qui le remplace, assisté de Pierre Berteau, ne le fait point oublier mais nous ne point regretter. Il a gardé les sommets de la carte, en tête le soufflé de homard Plaza, le tartare loup et saumon, les picnates de veau au citron, etc. Mais vous apprécierez également, dans le cadre du patio élégant, une ravigotte de homard sauce corail, la salade de lisettes aux pommes de terre « Roseval » tiédies, le bœuf mode en gelée à l'ancienne, des ravioles de crustacés en un sabayon aux herbes, les grillades au feu de bois et un véritable chateaubriand béarnaise avant les innombrables desserts. Cave intéressante mais évidemment de prix : nous sommes dans un palace ! Un menu déjeuner à 300 francs. A la carte, comptez 700-800 francs.

► Régence Plaza (Hôtel Plaza-Athénée), 25, avenue Montaigne (8^e), tél. : 47-23-78-33. T. I. J. Salons. Voiturier et parking François-I^{er}. CB-AE-DC-EC.

Les Princes

Ici aussi un patio fleuri pour les beaux jours et une salle « ramifiée » élégante où la silhouette nous manque de l'ami Frison parti à la retraite. Un menu « affaires », en semaine et aux déjeuners est à 350 francs, le « dégustation »

(soirs seulement), propose sept services, du consommé de saumon fumé aux ravioles de foie gras au soufflé au citron vert. Cave également de prix forts. A la carte, comptez 600-750 francs.

► Les Princes (Hôtel George-V), 31, av. George-V, (8^e). Tél. : 47-23-54-00. T. I. J. Salons, voiturier et parking George-V. CB-AE-DC-EC.

Les Elysées du Vernet

Changement sinon de quartier du moins d'importance. Nous sommes ici dans un petit palace de poche dont le restaurant est une salle à manger à l'italienne sous une verrière avec, au fond, quelques tables « jardin » (pour les peintures et le ciel à travers les toits) plein de charme. Mais c'est aussi pour la cuisine de Bruno Cirino (et l'accueil d'Alain Moser, chef de salle) que l'on viendra. Un menu « affaires » aux déjeuners est à 270 francs, un autre menu à 420 francs et la carte peut atteindre 550-650 francs. Mais vous apprécierez le foie gras des Landes vieilli en pot, la langouste « en aioli vert », l'agneau de Pauillac clouté de fleurs de sarriette et rôti à fail. Les fromages sont de chez Alléosse, c'est tout dire ! Et pour les escorter trois pains « maison », normal, à l'huile et à la bière ! Bons desserts et quelques honnêtes très bons vins en cave. Une adresse à noter avec soin.

► Les Elysées du Vernet (Hôtel Vernet), 25, rue Vernet (8^e). Tél. : 47-23-43-10. Fermé samedi et dimanche. Voiturier et parking George-V. CB-AE-DC-EC.

GASTRONOMIE

CHEZ DIEP

« Voyez le temps d'un repas »

Tres grand confort, maître et laque

65, rue Pierre Charron 8

Rouen-tél. 45 60 62 76

CHEZ DIEP

Restaurant sur 2 étages

Qualité de l'accueil et tradition

22, rue de Fontenay 8 - 1^{er} ét.

Rouen-tél. 42 55 23 75

GASTRONOMIE CHINOISE THAÏLAISE ET VIETNAMIENNE

Service assuré jusqu'à 22 h 30

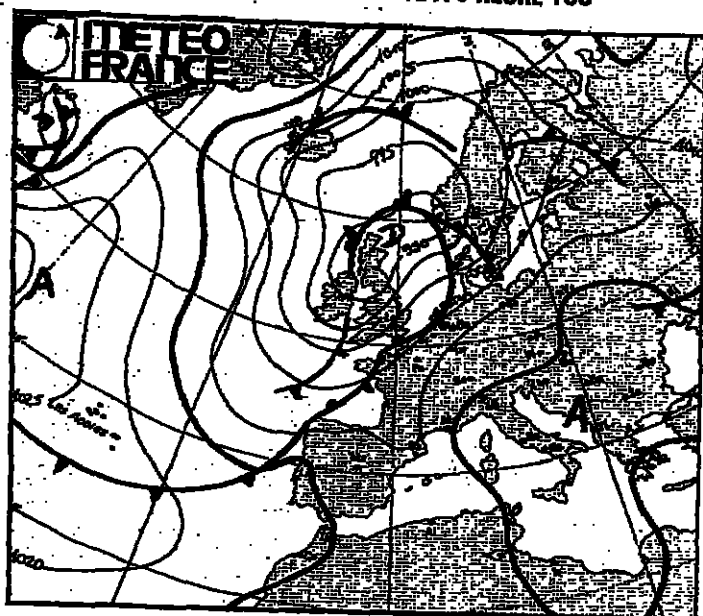
INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

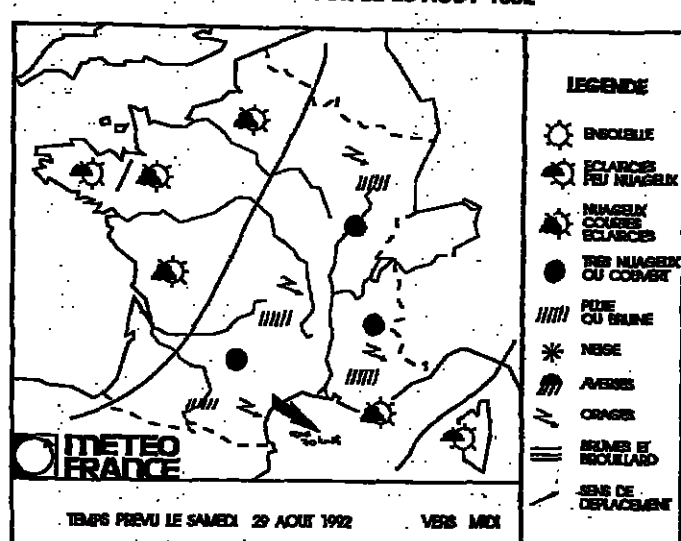
CRISTACEN-POISSONS	AU RÉCENT	ALPES	ETHIOPIENNES	ITALIENNES	VIETNAMIENNES
LA LUNA 68, rue du Rocher 9 ^e arr. 43-95-77-61. Près Parc Monceau. Poissons et coquillages.	RELAYS BELLIAN 37, rue Financière 1 ^{er} 47-23-34-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.	LE BEY 109, rue Croix-Nivert 15 ^e 45-67-08-85. Cuisine traditionnelle : Bœuf, Chèvre. Choix de vins et liqueurs.	ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim. 16, r. L.-M. Wladimir 13 ^e Dorowott, Beyensetou av. l'Indjara.	L'APPENNINO 61, rue Amiral-Mouchet 14 ^e 43-89-08-15. F. dim., lund. ÉMILIE-ROMAGNE.	NEM 101 101, r. de Valenciennes 16 ^e 45-27-76-92. F. sam. soir et dim.
LA TERRASSE DE CRÉTEIL 39, av. de Varenne, 94000 CRÉTEIL. Tél. : 43-97-15-94. Terrasse d'été. La nuit par la mer. Spéc. de poissons et une suggestion à 180 F.	LA COUR COLBERT 12, rue Hôtel-Colbert 5 ^e 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII ^e authent. PMR 220 F.	COPENHAGUE, FLORA DANICA 1 ^{er} étage 142, av. des Champs-Élysées 43-59-20-41.	MAHARAJAH 43-54-26-07 7 jours sur 7 72, bd St-Germain, M ^e Maubert. SCE NON-STOP j. 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.	OUVERT LA NUIT	NEM 66 66, rue Lauriston, 16 ^e 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



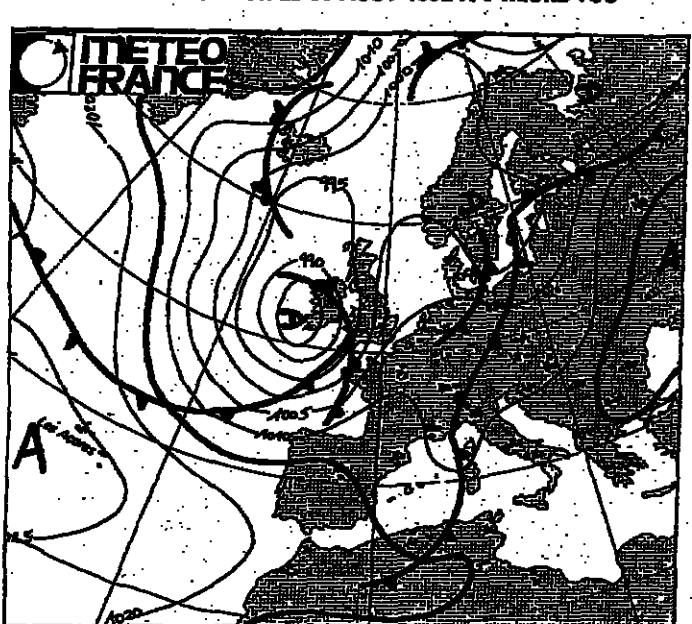
PRÉVISIONS POUR LE 29 AOÛT 1992



Samedi : une perturbation traverse le pays. De l'Aquitaine au Nord et au Nord-Est, le ciel sera couvert en matinée, les autres régions du Sud-Est connaîtront encore de belles éclaircies. Sur la Bretagne, des averses débiteront le matin et s'étendront progressivement des Pays de Loire à la Picardie. Des Pyrénées au Massif Central et aux régions est, des orages éclateront l'après-midi et pourront être violents. Ils gagneront les régions méditerranéennes en fin de journée. Seule la Corse connaîtra encore de belles éclaircies.

Le vent d'ouest soufflera avec des pointes à 50 km/h le long des côtes de la Manche et atlantiques. Transmanche sur le Languedoc-Roussillon, avec des rafales à 70 km/h. Les températures minimales sont comprises entre 10 degrés et 14 degrés le long des côtes de la Manche. 19 degrés à 22 degrés sur le Sud, 15 degrés à 18 degrés ailleurs. Quant aux températures maximales, elles atteindront 25 degrés à 29 degrés au Sud-Est. Ailleurs, il fera frais avec 19 degrés à 23 degrés en général.

PRÉVISIONS POUR LE 30 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
le 27-8-1992 à 18 heures TUC et le 28-8-1992 à 0 heures TUC											
le 28-8-92											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	29	19	D	TOULOUSE	22	12	D	LUXEMBOURG	25	16	D
BARCELONE	25	15	D	TOUR	27	18	N	MADRID	34	13	D
BORDAUX	20	10	D	FOURMAYEUR	24	15	N	MARRAKECH	43	24	D
BRESE	20	10	D	ÉTRANGER				MEXICO	20	11	N
CARL	25	15	C	ALGER	29	19	D	MILAN	32	19	N
CEREBE	20	10	D	AMSTERDAM	24	17	C	MONTREAL	24	15	A
CORSE	20	10	D	ATHENS	24	12	D	MOSCOW	19	13	C
DIJON	20	10	D	BANGKOK	34	25	C	NEW-YORK	31	23	D
GENÈVE	20	10	D	BARCELONE	20	10	D	OSLO	-	-	-
GRANVILLE	20	10	D	BELGRADE	27	18	D	PALMA DE MAJ	31	20	N
LAJOLLE	22	12	P	BIRKEN	25	15	D	PARIS	31	22	O
LIÉGÈRE	22	12	N	BOUTRELLAS	25	15	N	REIMS	30	20	B
LYON	21	11	D	CHATELAIN	20	10	D	SEVILLE	36	17	D
MARSEILLE	30	21	D	DAKAR	31	23	P	SINGAPOUR	32	25	C
NANCY	20	10	D	DELAI	24	15	N	STOCKHOLM	18	13	C
NANTES	20	10	D	GENÈVE	22	12	D	SYDNEY	17	10	N
NICE	22	12	P	HONGKONG	26	16	C	TOKYO	31	25	D
PARIS-MONTY	27	19	C	ISPAHANI	31	20	D	TUNIS	30	20	P
PAU	21	11	N	JERUSALEM	29	17	D	VARSOVIE	28	16	D
PERPIGNAN	20	10	D	LE CAIRE	35	24	D	VERONE	30	21	D
RENNES	20	10	D	LONDRES	22	12	C	VIENNE	28	19	D
STRASBOURG	21	11	D	LOS ANGELES	27	18	D				
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
av	br	cl	cl	av	br	cl	cl	av	br	cl	cl
averse	brouillard	ciel	ciel	averse	brouillard	ciel	ciel	averse	brouillard	ciel	ciel

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

- Elise SEYDOUX et Philippe MARTORELL ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur fille Juliette, Anne, Térébenthine, le 21 août 1992, 10, rue Bessier, 31400 Toulouse.

Décès

- Bernard et Claude Bazin, ses parents, Brigitte et Jean-Guillaume Bazin-Catin et leurs enfants Pascal et Isabelle Bazin-Benoit et leurs enfants Frédéric et Sophie Bazin-Benoit et leurs enfants, ses sœur et frère, beau-frère et belles-sœurs, Patrick Viohaz, son frère d'adoption, Marie-France, son épouse, Chantal Salats, sa tante, sa famille et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de Michel BAZIN, survenu le 23 août 1992.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Breuil-Bois-Robert (Yvelines), 13, rue Thiboumey, 75015 Paris.

- M^{me} Maxime Broder, M^{me} et M^{me} Patrick Quémén-Broder, Isabelle et David Quémén-Broder, ont la douleur de faire part du décès de M. Maxime BRODER, président de la section départementale de la LICRA, ancien conseiller municipal de Boulogne-Billancourt, leur époux, père, grand-père, survenu à Arad (Israël), le 23 août 1992, dans sa soixante-dixième année.

Le cercueil sera exposé au funérarium du mont Valérien jusqu'à l'inhumation, qui aura lieu le lundi 31 août, à 14 h 45, au cimetière israélite du cimetière intercommunal de Clamart.

On se réunira à la porte principale, 108, rue de la Porte-de-Trivaux. Ni fleurs ni couronnes.

105, route de la Reine, 92100 Boulogne-Billancourt, 04-04-17-35.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de nous renvoyer leurs communications leur numéro de référence.

- M. Jean Chalou, son épouse, M^{me} Marie Collin, M^{me} Sophie Chalou, M. et M^{me} Jérôme Chalou, ses enfants, Lola, Clara et Paul, ont la douleur de faire part de la mort de Madeleine CHALOU, née Penet, survenue à son domicile, le 13 août 1992.

Les obsèques ont eu lieu, le 19 août, à Vigorac.

Maman, 82500 Beaumont-de-Lomagne.

- L'association France-Pologne a la douleur de faire part du décès de Jacques HENNEQUIN, membre de sa présidence-déléguée et directeur de sa revue *Peuples amis*, animateur de l'association depuis sa création en 1944.

Ses obsèques ont été célébrées, le 27 août 1992, au cimetière parisien de Bagneux.

165, rue de Flandre, 75019 Paris.

- MM. Maladrono et Nouaille, inspecteurs honoraires de l'éducation nationale, M^{me} Rater-Benichou, directrice d'établissement spécialisé, M^{me} Kieffer et M. Robecque, conseillers pédagogiques, et tous les enseignants de l'Essoane auxquels il a tant apporté, ont la douleur de faire part du décès de M. le docteur Tony LAINÉ, médecin chef du dix-neuvième secteur de psychiatrie.

Puisse sa générosité et son ouverture d'esprit nous inspirer !

- Les membres d'ACCES (Actions culturelles contre les exclusions et les ségrégations), Le professeur René Diakine, son président, ont la douleur de faire part du décès de docteur Tony LAINÉ, fondateur de l'association, le 21 août 1992.

Le Pradon, 6, rue du Vieux-Perray, 91700 Saint-Germain-des-Bois.

(Le Monde du 23-24 août.)

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

- On annonce le décès, à quatre-vingt-trois ans, de M^{me} Jean LAUNOIS, née Aime Lévy, à la résidence Denis-Forrestier, La Verrière (Yvelines). Elle était la veuve du peintre Jean LAUNOIS. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

- Michel, Georges et Claire Mochot, Benoît, Olivier et Julien Mochot, ses frères, Marcelle Costa et Marcel Gotardi, ont la douleur de faire part du décès de M^{me} Hélène PERDRIÈRE, ex-sociétaire de la Comédie-Française, venue de Jean MOCHOT.

survenu le 27 août 1992 en son domicile, 13, boulevard d'Auteuil, à Boulogne (Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité, le lundi 31 août, à 11 heures, au cimetière nouveau, avenue Pierre-Grenier, à Boulogne.

13, boulevard d'Auteuil, 92100 Boulogne.

(Lire page 9.)

Rectificatif

- M^{me} Kathleen Kelly-Lainé, son épouse, Anne et Etienne, ses enfants, M^{me} Lydia Lainé, Yves et Alex, ses frères, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de Tony LAINÉ, médecin chef des hôpitaux psychiatriques, psychanalyste, écrivain cinéaste, survenu à Toronto, le 21 août 1992, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 31 août, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris-20^e (entrée porte Gambetta).

Le présent avis tient lieu de faire-part.

(Le Monde du 28 août.)

Anniversaires

- Une pensée pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort de Miss SCHREIN.

SCIENCES

Accord franco-ukrainien sur la sûreté nucléaire

L'Ukraine et la France vont coopérer étroitement dans le domaine de la sûreté nucléaire. Les spécialistes français vont notamment procéder à une évaluation de la sûreté des réacteurs de la centrale nucléaire de Rovno et à un examen approfondi de l'état du sarcophage de la centrale de Tchernobyl. Ce protocole de «travail en commun», signé le 27 août entre le Comité d'Etat ukrainien pour la sûreté nucléaire et la radioprotection (GANU), et pour la partie française, par la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) et l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN), fait suite à un accord conclu fin juin par le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn (le Monde du 4 juillet).

Aux termes de cet accord, quelque 66 millions de francs devraient être débloqués pour que soit menée à bien par l'IPSN et son homologue allemand, le GRS, l'étude de la centrale de Rovno, tandis que 2,5 millions de francs supplémentaires devraient aider à améliorer la formation des équipes de conduite des centrales ukrainiennes. Enfin, l'IPSN devrait transférer gratuitement au GANU des codes de calculs (Cathare et Escadre) permettant de simuler le comportement des réacteurs nucléaires en situation accidentelle.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Dimanche 30 août. - Arbois (Jura), 15 h : verre contemporain ; Les Andelys, 14 h : mobilier régional, tableaux, objets d'art.

FOIRES ET SALONS

Villefranche-sur-Mer, Sellbac.

LOTTO MARCHÉ 28 AOÛT 1992									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
13	23	27	28	35	43				
N° 1 723 595 F									
N° 2 7315 F									
N° 3 118 F									
N° 4 8 F									
20235									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
13	23	27	28	35	43				
N° 1 167 175 F									
N° 2 40 180 F									
N° 3 820 F									
N° 4 39 F									
N° 5 5 F									

TACOTAE									
LE N° 668 750 GAGNE 400 000 F									
TOUS LES BILLETTS DE TIRAGE PAR									
66 750	8 750	750	50	0	40 000 F	4 000 F	400 F	40 F	10 F
DATE LIMITE DE PRÉSENTATION DES BILLETTS : 15 SEPTEMBRE 1992									
35 • TRANCHE									
TIRAGE DU 27 AOÛT 1992									

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Gulu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agnès Jacques Amélie Thomas Farnoud Philippe Hermant Jacques-François Simon Daniel Varret (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1988) André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, rue Falguière 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-66-25-25 Télécopieur : 40-66-25-98 ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94062 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : 40-65-30-10

PHILATÉLIE

Les catalogues Cérès 1993

Premiers catalogues à paraître, les deux Cérès 1993, «France», d'une part, et «Colonies françaises» (auxquelles s'ajoutent Andorre, Monaco, Sarre et Territoires d'outre-mer), d'autre part, reflètent la tendance du marché philatélique, incontestablement un peu déprimé.

Au sommaire du volume «France», de plus de 400 pages, où chaque timbre est reproduit en couleur, les hausses de certaines bonnes valeurs ne masquent pas le tassement général des cotes. Si les classiques, peu ou obliques détachés, restent stables dans l'ensemble, la hausse est sensible pour les timbres sur lettres, plus marquée encore si l'oblitération sort de l'ordinaire. La collection ayant trait à la guerre de 1870-1871 confie sa bonne santé. En ce qui concerne les semi-modernes, l'évolution est plus contrastée. Dans un contexte général de baisse, les hausses n'en paraissent que plus remarquables : baisses pour quelques références des types *Blanc Semestre* (le n° 134 10 c rouge «avec soi» passe de 25 F à 22 F) ; baisse sur les *Pastels* ; le *Congrès philatélique de Bordeaux* perd 35 F à 2 850 F ; le *Sourire de Reims* 60 F à 700 F ; net tassement pour le *Pont du Gard*. Les timbres à surcharge entraînent dans leur chute le prix des années complètes. En revanche, le *Col de l'Assau* (n° 358) passe de 11 F à 20 F, les *Marins perdus en mer* (n° 447) de 68 F à 75 F ; pour la période de l'après-seconde-guerre mondiale, la *Pointe du Raz* est à 12 F (plus 3 F), *Roc-Amarou* à 45 F (plus 25 F), *Nancy*, la place *Stanislas* à 35 F (plus 7 F), le 15 F rouge-brun *Abbaye de Conques* à 35 F (plus 9 F) et *Alaccio*, essai d'origine modifié, non émis, de 1954 : non dentelé, apparaît à 4000 F.

Retour au positif à partir des années 60 : *Panne de compte* 1966 gagne 20 % ; émis en 1967, *La Bouteille* est désormais coté 20 F au lieu de 11 F. *Boulogne-sur-Mer* 15 F (au lieu de 8 F) et *Moritz* 15 F (au lieu de 9 F).

Dans les années les plus récentes,



En vente à la poste à 2,70 F en 1986, aujourd'hui coté 55 F (tirage : 1 750 000 exemplaires).

la *Melpomène* (1975) passe de 6,50 F à 9 F ; la *Vénus de Brasseponay* de 7 F à 11 F. *Pierre Coq*, émis en 1984, continue sa progression à 55 F (plus 10 F) ; belle hausse pour la série «Marianne» de Gandon, tarif d'août 1986. Le 3,70 F *Côtes de Meuse* (1987) est pointé à 50 F (plus 16 F) ; bonne tenue du *TGV-Atlantique* et de l'*Hommage aux harkis*, émis en 1988 ; belle perote du 2,30 F *Institut*



• Faune préhistorique. - En vogue auprès des administrations postales ces derniers temps, les animaux préhistoriques : Antiqua et Barbuda, Ghana, Lesotho, Ouganda, Sierra-Leone et Dominique ont ainsi émis récemment

géographique (1990) à 12 F et apparition de la version bleu, violet-rose et noir du 2,20 F de *Gaulle* (1990) cotée 10 F, prix qui confirme la bonne santé de la thématique «gaulliste».

Le catalogue «Colonies françaises» (472 pages, illustrations noir et blanc), outre la réactualisation des cotations, propose pour la première fois un répertoire des carnets émis par les administrations postales de ces régions. Une dizaine de pages précieuses aux cotes réalistes.

P. J.

Pour tout renseignement : Editions Cérès, 23, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : (1) 42-33-31-91.

Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel *Le Monde des philatélistes*, 1, place Hubert-Beuve-Méry 94062 Ivry-sur-Seine Cedex Téléphone : (1) 49-60-33-28 Télécopieur : (1) 49-60-33-29 Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbre.

En filigrane

des séries bien fournies représentant tyrannosaures, ptéranodons, plésiosaures, iguanodons et autres tricérops.

• Français à l'étranger. - Le Brail fête le 170^e anniversaire de l'expédition scientifique du baron Georg Heinrich von Langsdorff à travers le Brésil, entre 1821 et 1829, avec une série de quatre timbres consacrés à Langsdorff lui-même et à trois de ses compagnons artistes peintres : Johann Moritz Rugendas et les Français Aimé-Adrien Taunay et Hercule Florence.

ÉCONOMIE

Début d'année exceptionnel pour le groupe automobile français

La fusion quand même

Renault flamboie. Des circuits de formule 1 où le constructeur est sur le point de remporter le titre de champion du monde des constructeurs, aux routes de l'Hexagone où il flirte à nouveau avec les 30 % de parts de marché. Des confins de l'Allemagne orientale où la perle de la R19 et de la Clio avait fait sensation l'an dernier, à la Grande-Bretagne où les ventes ont bondi de 20 % cette année. Avec la Safrane qui a bien démarré et l'étonnante Twingo prête à défricher de nouveaux marchés, le rétablissement de Renault ne devrait pas, cette fois, être simple feu de paille.

Au point qu'aujourd'hui l'alliance avec Volvo, présentée hier encore comme une condition de survie, ferait presque figure de boulet. Etre actionnaire du suédois n'a-t-il pas coûté 307 millions de francs au groupe français pour les seuls six premiers mois de l'année, alors que ce dernier apportait 809 millions à son partenaire en difficulté ?

Ce serait d'abord faire peu de ces des chances de redressement de Volvo, qui vient avec sa nouvelle 850 à prouver qu'il était capable d'innover. Ce serait ensuite – et surtout – juger l'alliance des deux constructeurs à l'aune des seuls résultats financiers. Les prises de participations croisées de Renault et de Volvo n'étaient pas simples investissements patrimoniaux, mais bien le symbole d'une alliance dont l'objectif immédiat était de créer des synergies industrielles. Et le but plus lointain, d'arriver à une véritable fusion.

Les économies d'échelle permises par le rapprochement participent déjà au redressement de Renault. Elles semblent indiquer que, sur le long terme, la fusion semble plus que jamais s'imposer, bien qu'elle soit politiquement gelée avant les échéances électorales. D'abord, parce que la déroute japonaise – les parts de marché nipponnes stagnent en Europe et Nissan, par exemple, vient d'annoncer qu'il s'attendait à des pertes en 1992 – pourrait n'être que conjoncturelle. Ensuite, parce qu'un bon résultat financier – fût-il exceptionnel – ne doit pas masquer que, sur une décennie, les français a beaucoup reculé. A la fin des années 70, n'était-il pas le premier constructeur européen ? Aujourd'hui, malgré le redressement sensible de ses ventes, Renault n'occupe que 10,4 % du marché européen. Loin, très loin du groupe allemand VAG qui, avec ses marques VW, Audi, Saab et Skoda (importés à la barbe du français) caracole en tête avec 17 %.

PIERRE-ANGEL GAY

IMMOBILIER

Fixée à un maximum de 3,5 %

La hausse des loyers reste limitée en région parisienne

Pour la quatrième fois consécutive, le décret limitant la hausse des loyers du secteur privé à Paris et dans 334 communes de l'agglomération est reconduit pour un an et publié au *Journal officiel* du 27 août, avec la liste des communes concernées.

La hausse des loyers sera limitée à la hausse de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC) établi par l'INSEE, lors du renouvellement des baux. Le dernier indice connu (1^{er} trimestre 1992) autorise une hausse de 3,5 %. En cas de travaux, une hausse supplémentaire limitée à 10 % du coût net de ceux-ci peut être appliquée.

Pour les relocations, un nouveau loyer peut être demandé et fixé en référence aux loyers pratiqués dans le voisinage.

Renault a dégagé 5,44 milliards de francs de profit en six mois

On savait le début de l'année 1992 particulièrement favorable au groupe Renault. Le constructeur automobile français a confirmé la qualité de son redressement en annonçant, jeudi 27 août, des performances financières indiscutables. Le groupe public a en effet dégagé au premier semestre 1992 un bénéfice consolidé avant impôts de 5,44 milliards de francs, soit un profit plus de cinq fois supérieur aux 962 millions de francs réalisés au premier semestre 1991. Un véritable record qui dit bien l'immensité du chemin parcouru par le constructeur, failli en sursis il y a six ans à peine.

Le suédois Volvo, partenaire de Renault, a, lui, connu un début d'année plus difficile. Sur les six premiers mois de 1992, ses pertes après frais financiers s'élevaient à 103 millions de couronnes (près de 100 millions de francs). Autre fait notable : le chiffre d'affaires semestriel de Renault s'inscrit également à la hausse. A 94,83 mil-

liards de francs, il progresse de 13,9 % par rapport aux six premiers mois de l'année 1991, tiré par l'excellente santé de la branche automobile. Celle-ci a réalisé un chiffre d'affaires de 67,17 milliards de francs en hausse de 18 % par rapport au premier semestre 1991.

Le constructeur a certes bénéficié d'un effet report lié au conflit de Cléon à l'automne dernier. Une partie des livraisons qui, en raison de la grève, n'avaient pu être réalisées à la fin de l'année 1991 sont venues grossir les ventes du début de cette année. Toutefois, les pertes commerciales réalisées par les vedettes de la gamme, la Clio, et la R19 à l'étranger, ont été confirmées au deuxième trimestre 1992.

Cette avalanche de bonnes nouvelles a été quelque peu tempérée par la direction de Renault qui s'attend à un ralentissement de l'activité au second semestre 1992 et prévoit donc une fin d'année moins brillante. A l'exception de la Safrane, dont la commercialisa-

tion a débuté en début d'année, les nouveaux modèles (au nombre de trois avec le toilettage de la R19 et la petite Twingo) ne feront pleinement sentir leur effet qu'en début d'année prochaine.

Par ailleurs, le marché allemand qui, sous le coup de la réunification, avait tiré l'activité du constructeur français tout au long de 1991 et sur les premiers mois de 1992 présente de sérieux signes de ralentissement. Quant au marché français, sur lequel l'ex-Régie vient d'arracher la place de numéro un, il devrait finir l'année à 2 millions d'unités, soit moins que prévu.

La branche poids lourds qui supporte une conjoncture très défavorable constitue un autre motif de préoccupation pour Renault. A 12,95 milliards de francs sur les six premiers mois de l'année, son chiffre d'affaires accuse un repli de 4,17 %.

Les comptes nationaux pour le deuxième trimestre

La croissance française a été pratiquement nulle entre avril et juin

La croissance de l'économie française a pratiquement stagné au deuxième trimestre, selon les comptes nationaux publiés par l'INSEE vendredi 28 août. Le produit intérieur brut marchand a en effet crû de 0,1 % seulement par rapport aux trois mois précédents et le résultat du premier trimestre a été révisé en baisse à 0,9 %, contre 1,1 % tout d'abord annoncé. Au total, au premier semestre, la croissance de produit intérieur brut marchand s'est donc établie à 1 % ce qui correspond à 2 % en rythme annuel, alors que l'INSEE table sur 2,5 % pour l'année 1992 après 0,8 % réalisés en 1991.

Pour les produits manufacturés, la production s'inscrit en baisse de 0,3 % au deuxième trimestre, après une augmentation de 1,4 % au cours des trois premiers mois de l'année.

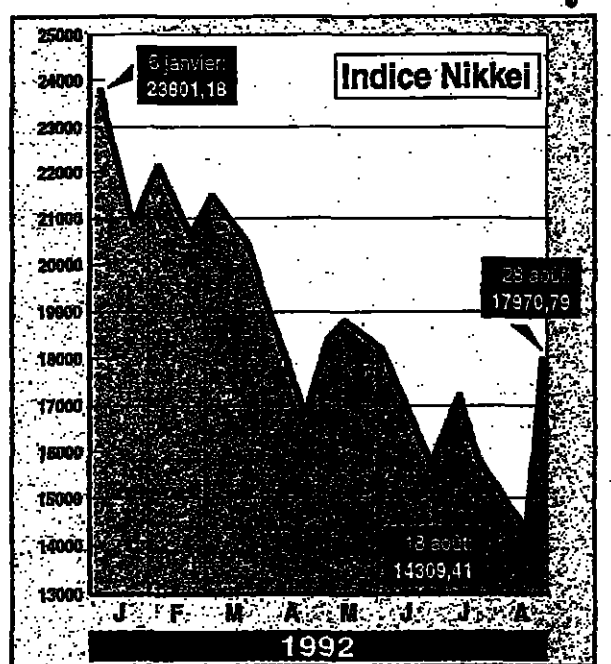
Le communiqué de l'INSEE n'in-

cite pas à l'optimisme : « Seuls les échanges extérieurs continueront positivement à cette croissance, grâce à une amélioration du solde obtenu par une stabilité des exportations et une baisse des importations (-2,2 %). La consommation des ménages diminue (-0,1 %) ainsi que la formation brute de capital fixe. Les variations de stocks contribuent négativement à la croissance. » Cette description confirme le sentiment de nombreux économistes selon lesquels la - faible - croissance de l'économie française est actuellement entièrement liée à la bonne performance du commerce extérieur. Et celle-ci, confirme l'INSEE, est imputable à une diminution des achats à l'étranger plutôt qu'à une forte reprise des exportations. Sur les six premiers mois de l'année cependant les exportations progressent à un rythme soutenu (+2,8 %

soit +5,6 % du rythme annuel) alors que les importations stagnent.

Signe inquiétant dans les résultats présentés vendredi par l'INSEE : la chute de l'investissement, principal moteur de la croissance jusqu'au début de 1990, s'est poursuivie. La diminution de la formation brute de capital fixe atteint 0,5 %, enregistrant son cinquième trimestre de baisse sur les sept derniers. Les investissements industriels ont diminué de 1,1 % au deuxième trimestre. Il faut remonter au troisième trimestre de 1990 pour trouver une croissance des investissements industriels. En outre, après sa croissance au premier trimestre, l'investissement a diminué dans le secteur du bâtiment et du génie civil entre avril et juin.

Rebond à la Bourse de Tokyo



Le spectaculaire redressement amorcé au lendemain de l'annonce, mardi 18 août, par le gouvernement d'un plan de soutien aux banques et aux marchés financiers s'est poursuivi et amplifié avant la présentation, jeudi 27 août, du plan de relance économique. En l'espace de huit séances, l'indice Nikkei s'est apprécié de 25 %. Toutefois, le niveau des cours est encore inférieur de 25 % à celui du début de l'année.

Sur proposition du Parti libéral démocrate

Le gouvernement japonais injecterait 430 milliards de francs dans l'économie

Le gouvernement japonais a suivi les recommandations du Parti libéral démocrate (PLD) qui préconisait d'injecter plus de 10 700 milliards de yens (430 milliards de francs) dans l'économie japonaise pour relancer l'activité.

Ce plan de relance budgétaire, discuté depuis plusieurs mois, est le plus ambitieux jamais engagé au Japon. Les ministres chargés des affaires économiques se sont retrouvés vendredi 28 août à la mi-journée autour du premier ministre pour l'approuver. L'enveloppe, nettement supérieure aux estimations les plus opti-

mistes de la presse japonaise, vise à convaincre les milieux financiers de Tokyo que les autorités sont décidées à enrayer la phase de ralentissement de l'économie la plus sévère depuis la seconde guerre mondiale.

Dans un contexte de dépression de la consommation des ménages, de l'investissement privé et de la demande publique, les prévisions de croissance pour l'année fiscale 1992 (qui s'achève en mars 1993) ne sont que de 2,5 %. Selon l'Agence japonaise de planification économique (EPA), la reprise attendue pour le début de l'année 1993 sera « modeste ».

Le plan de relance tente également de satisfaire les principaux partenaires commerciaux du Japon qui se plaignent des énormes excédents commerciaux enregistrés par le pays. Au premier semestre de cette année, la balance commerciale japonaise a ainsi enregistré un excédent record de 62,9 milliards de dollars (314,5 milliards de francs).

Les principales mesures prévoient d'allouer 8 600 milliards de yens (320 milliards de francs) supplémentaires par rapport au budget de 1992 en cours à des dépenses d'équipements collectifs, plus de 2 100 milliards de yens (80 milliards de francs) à des achats fonciers par les collectivités locales et des crédits pour l'achat d'actions via l'épargne postale pour soutenir la Bourse.

A la mi-août, le gouvernement avait déjà pris des mesures visant à soutenir le système bancaire japonais, mis à mal par la chute de la Bourse et de l'immobilier. Le ministre des finances avait alors engagé 100 milliards de francs pour racheter aux banques une partie des garanties foncières fournies par les clients devenus débiteurs à la suite de la baisse des valeurs (le Monde du 13 août).

Pour lutter contre la politique d'austérité

Grève générale du secteur public en Grèce

Plus de 200 000 personnes ont cessé le travail jeudi 27 août, à l'appel du principal syndicat grec, la GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs). Cette grève a touché tous les secteurs et a paralysé Athènes : coupures d'eau et de courant, fermeture des banques, interruption du trafic ferroviaire et aérien.

Cette mobilisation vise à faire annuler des réformes concernant les retraites, la réorganisation de la fonction publique et l'enseignement supérieur, elle s'ajoute à la grève illimitée des transports urbains entamée depuis le 23 juillet (le Monde du 23-24 août). M. Constantin Mitsotakis, à la tête du gouvernement conservateur, a annoncé mercredi 26 août qu'il allait continuer sa politique d'austérité. « Ce n'est pas la rue qui gouverne », a-t-il ajouté.

Nous ne sommes pas encore prêts à vous assister sur la lune, mais dans toute la France, c'est sans problème.

05.05.15.15.

Renault Assistance.

C'EST BIEN D'ÊTRE COMPRIS.



NUMERO VERI Renault Assistance, 80% de réparations sur place. Ouvert à tous sans contrat spécifique. 2050 véhicules prêts à intervenir dans toute la France, 24 h sur 24, 365 jours par an.

RENAULT

هكنا من النحل

ÉCONOMIE

MONNAIES

M. Sapin déclare que les interventions des banques centrales vont réussir

La crédibilité du G 7 malmenée par la crise du dollar

Une semaine après le début de la forte chute du dollar, vendredi 21 août, les ministres français et allemand de l'économie ont tenté d'apaiser les marchés, et de leur prouver que la coopération monétaire internationale, pilier du fonctionnement du groupe des Sept (G 7), était toujours à l'œuvre. Au cours des dernières séances, les banques centrales ne sont pas parvenues à enrayer la tendance baissière du billet vert. Réunis à Paris, vendredi 28 août, les représentants des ministres des finances des Sept (dans la plupart des cas, les directeurs du Trésor), pourraient choisir d'envoyer un signal aux marchés.

Intervenant devant la presse jeudi 27 août, le ministre français de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a déclaré que « les banques centrales vont enrayer la baisse du dollar » car il existe une « volonté politique » de mettre fin à la chute de la monnaie américaine. De son côté, M. Theo Waigel, son homologue allemand, a affirmé qu'une baisse des taux d'intérêt à moyen terme serait nécessaire pour calmer les marchés financiers, réduire les coûts de production et encourager l'investissement.

Les deux ministres ont tenu ces propos alors que les marchés des changes, très agités en début de semaine, ont retrouvé un certain calme. Depuis mardi, le cours de la monnaie américaine se maintient aux alentours de 1,40 mark (toujours aux alentours de 1,40 franc) vis-à-vis de la monnaie allemande et 4,80 franc.

Des actions beaucoup moins claires

Malgré ces déclarations, le niveau actuel du dollar suscite de nombreuses inquiétudes, relatives notamment à la perte de crédibilité de l'industrie européenne. Or, le groupe des Sept paraît divisé sur la ligne de conduite à tenir. Ses actions sur les marchés des changes sont beaucoup moins claires qu'au cours des premières années de coopération.

En 1985, année de très forte progression du dollar, les ministres des Finances de cinq grands pays industriels s'étaient réunis à New York, à l'Hotel Plaza, et avaient décidé de coopérer afin de ramener la monnaie américaine, fortement surévaluée, vers des niveaux plus réalistes.

Ils définirent des objectifs de politique économique, et décidèrent que leurs banques centrales interviendraient sur les marchés des changes, afin de mettre en œuvre leurs objectifs. Des four-

chettes de fluctuations furent déterminées, que le billet vert ne devrait franchir ni à la hausse, ni à la baisse. Fourchettes tenues secrètes, mais que les marchés avaient fini par deviner au fil des interventions. En février 1987, réunis à Paris, les Sept envoyèrent un autre signal important : le dollar étant désormais revenu à des niveaux satisfaisants, il s'agissait désormais de le stabiliser.

Face à la faiblesse du dollar, les ministres des finances pourraient aujourd'hui choisir d'adopter une ligne politique aussi forte qu'en 1985 et 1987. Les expériences passées ont prouvé que les interventions des banques centrales, très contraignantes pour les opérateurs des marchés financiers, pouvaient se révéler très efficaces. Or, à l'heure actuelle, les divisions au sein des Sept apparaissent clairement.

Malgré les déclarations de M. Waigel et la tentation du gouvernement allemand de desserrer un peu la vis du crédit, la Bundesbank se refuse à faire connaître sa détermination à contrôler l'inflation et la masse monétaire par le maintien d'une politique monétaire très stricte. Et tout au long de la crise du dollar, ces derniers jours, les responsables américains n'ont fait aucune déclaration, accréditant la thèse du « beginia neglect » (négligence bégnine).

F. L.

TRANSPORTS

Selon les ministères de l'environnement, de l'équipement et de l'industrie

Les risques provoqués par le passage du TGV près de la centrale du Tricastin pourraient être maîtrisés

La ministre de l'équipement a rendu public, jeudi 27 août, le rapport Sector sur l'analyse des risques que présente la proximité du futur TGV-Méditerranée, selon le tracé ouest, avec le site nucléaire et chimique du Tricastin (Drôme). Il a été transmis aux préfets des départements concernés chargés de le diffuser auprès des associations et des collectivités locales. La ministre de l'environnement, soucieuse de ne pas ajouter de risques supplémentaires dans la zone du Tricastin, reste favorable à un tracé alternatif.

Après divergences sur le tracé de la voie nouvelle, les ministères de l'équipement et de l'environnement sont finalement tombés d'accord sur leur analyse respective du rapport Sector portant sur les risques du TGV Méditerranée aux abords du site du Tricastin. Dans une introduction commune, les deux ministères plus celui de l'industrie estiment que ces risques s'avèrent mineurs sous certaines conditions et au prix de différents aménagements. Toutefois, le ministère de l'environnement souhaite que soit retenu au terme de l'enquête publique, un tracé de rochage.

Le 30 avril, le directeur de l'eau, de la prévention des pollutions et des risques, M. Henri Legrand, s'était inquiété, dans un courrier adressé au ministère de l'équipement, des dangers qu'il y aurait à faire rouler le TGV, comme le prévoit le tracé ouest, à proximité du site du Tricastin (le Monde du 20 août). « Quel que soit le bien-fondé des dispositifs techniques et des mesures d'intervention proposées par la SNCF », il estimait préférable de retenir pour le TGV « un tracé alternatif évitant largement la zone du Tricastin ». Cette solution, préconisée ensuite par l'actuel ministre de l'environnement, M. Ségolène Royale, dans un courrier du 17 juillet, avait été également envisagée par son prédécesseur, M. Brice Lalonde.

L'échec des rames

Parmi les risques étudiés par le cabinet Sector, ceux qui sont liés à la diffusion de gaz toxiques (risque SEVESO) en cas d'alerte chimique, sont les plus graves. Les usines chimiques (Comurhex, Eurodif, FBFC) comportent, selon certains scénarios, des risques de diffusion d'acide fluorhydrique et d'ammoniac.

Pour ces cas précis, l'étude établit que « le danger est négligeable dans le cas d'un TGV traversant le

site à 300 kilomètres heure (vitesse normale) et faible à 30 kilomètres heure (marche à vue). Pour un TGV immobilisé auprès du site industriel, l'étude montre que l'obstruction des clapets des prises d'air des rames et l'arrêt de la ventilation durant le passage du nuage toxique, suivis de l'ouverture des portes immédiatement après l'alerte, maintiennent les voyageurs à l'intérieur de la rame à l'abri du risque de malaises, même si dans certaines conditions météorologiques défavorables ces derniers peuvent ressentir des irritations », notent les ministères.

Traduction : si le TGV est « ébranché », les risques sont minimes. Les anciennes rames qui circuleront sur la future ligne seront donc reconconditionnées pour être munies de ces clapets d'obstruction. Le problème ne se pose pas avec les futures rames « réseau » du TGV qui en seront équipées. La coupure des systèmes de ventilation et de climatisation à proximité du site et l'obstruction des prises d'air seront automatiques au passage du site au moyen de balises particulières. Un automatisme devra gérer également l'arrêt des trains en dehors de la zone dangereuse en cas d'alerte déclenchée par la COGEMA.

MARTINE LARONCHE

L'industrie française en roue libre

Suite de la première page

Signe du tassement de l'activité du bâtiment et des travaux publics, un Bouygues ou un Spie-Batignolles, par exemple, ne maintiennent même pas leur chiffre d'affaires en francs constants. Le textile et l'habillement souffrent et l'activité des entreprises les moins vulnérables comme DMC et Devalan (les chemises Lacoste) s'en ressentent fortement : respectivement -0,9 et -2,9 %. L'agroalimentaire, réputé insensible aux à-coups de la conjoncture, marque le pas. Des valeurs sûres comme Rémy-Cointreau et Pernod-Ricard enregistrent même de réelles contre-performances. L'automobile va mieux, comme en témoigne le redressement spectaculaire de Renault. Mais seule la pharmacie échappe réellement à la morosité ambiante : sur six mois, Bif-Sanofi progresse de 13,7 % en chiffre d'affaires et de 11,6 % en bénéfices. Et la prospérité du chimiste Rhône-Poulenc doit beaucoup à son département santé.

Plus de dynamique de marché

L'atonie des uns nourrit celle des autres. Le nombre des faillites augmente de 15 % par an. Les OPA se font rares, les achats spectaculaires aussi, à l'exception de la prise de contrôle de Pernin. Partant hier à la conquête de l'Amérique, les Schneider, Saint-Gobain, Usinor-Sacilor et leurs émanées observent une pause prolongée. L'heure est aux réorganisations internes, aux simplifications d'organigrammes, aux recherches de synergies. Les investissements qui avaient chuté l'an dernier de 6 % en valeur - de 8 % en volume - ne donnent aucun signe de reprise. « Il n'y a plus aucune dynamique de marché », fustige M. Von Jacob, PDG de Legris Industries. Le secteur des biens d'équipement connaît même une vraie récession. Et je ne vois aucune raison objective pour que cela change tant qu'il n'y aura pas de baisse des taux d'intérêt. Investir aujourd'hui n'a aucun sens, sauf à réaliser des gains de productivité extrêmement élevés.

L'état des lieux. Le PDG de Legris Industries n'est pas seul à s'en plaindre. Tous dénoncent - c'est la rengaine - les conséquences qu'il entraîne : non seulement son impact déflationniste, le gel des investissements, mais aussi, désormais, le désordre des monnaies. A toutes les incertitudes qui engourdissent les chefs d'entreprise s'ajoute aujourd'hui l'affaiblissement des cambistes. La chute du dollar menace l'un des rares moments de l'industrie française : ses gains de parts de marché à l'exportation. Une récente étude du ministère de l'industrie s'affirme-t-elle pas qu'une baisse prolongée de 10 % du dollar provoquerait une dégradation du solde des échanges industriels deux fois plus importante que l'allé-

gement de la facture énergétique qu'elle permettrait ?

A l'exportation, l'aéronautique et l'armement sentent frappés de plein fouet. Comme le relève le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) : « Aérospatiale et la SNECMA perdent de 140 à 150 millions de francs de chiffre d'affaires chaque fois que le dollar perd 10 cents ». Véritable choc pour ces secteurs inditables de la reconstruction où l'on annonce déjà des dizaines de milliers de suppressions d'emplois avec la contraction des budgets militaires. La baisse du billet vert n'affecterait pas que les entreprises de pointe, mais plus généralement tous les groupes produisant en France et vendant dans la zone dollar. De la maroquinerie de luxe achetée par les Japonais dans les duty-free à la métallurgie des non-ferreux dont les cours sont libellés en monnaie américaine.

A l'importation, l'effet dollar est moins sensible. D'abord, parce que 15 % seulement de nos achats industriels sont facturés en monnaie américaine. Ensuite, parce que nos concurrents étrangers répercutent traditionnellement moins de la moitié de la baisse sur leurs prix en francs. Il n'empêche. Certains secteurs souffriront plus que d'autres. Ceux des producteurs de papier journal, par exemple, déjà massivement concurrencés par les entrepreneurs canadiens dont la monnaie épouse les variations de celle de leur grand voisin.

L'incertitude politique

Enfin, la brutale chute du dollar a, semble-t-il, pris à contre-pied nombre de directeurs financiers. « La plupart des grands groupes avaient anticipé un rebond du billet vert », explique un analyste financier. Ces entreprises n'ont pas pris les précautions de change nécessaires. Des noms circulent sur la place de Paris dans le luxe, l'emballage et l'alimentaire. Voilà qui n'améliorerait pas les comptes de fin d'année et viendrait s'ajouter aux effets mécaniques de la baisse du dollar sur les résultats et la valeur des filiales américaines de ces groupes.

Dans un tel maelström, pour renouer à l'attentisme et parier sur un redémarrage rapide de l'activité il faudrait un solide optimisme. Et un véritable acte de foi si l'on ajoute l'incertitude politique ambiante. L'industrie n'est pas la finance ; son incertitude contraste avec l'extrême volatilité des marchés boursiers. Mais, sans même parler de la conjoncture, l'incertitude politique n'est pas sans influence sur ses réactions. Depuis le « non » dans l'Europe, si l'on en croit un sondage réalisé à Copenhague, 44,5 % des 1 600 patrons interrogés ont repoussé d'un an au moins leurs investissements. Pour une économie, c'est l'équivalent d'une viti-

ficatation qu'en France la proximité de la campagne des législatives viendrait encore durcir. Des grands chantiers de politique industrielle, seul le dossier du satellite Télécom-2 est sur le point d'être bouclé. Sociétés de programmes et fabricants de récepteurs devraient rapidement connaître les détails du « parachutage » des normes de télévision - SECAM et D2 Mac - auquel ils seront soumis. Le groupe Thomson et le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) sont toujours en attente des modalités de leur rapprochement. Chaque jour qui passe rend leur adoption plus improbable avant le référendum.

Quant à la fusion Renault-Volvo, elle est renvoyée à l'après-législatives. « Il faut plus de visibilité politique », confie, lassé, un spécialiste du dossier.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

EN BREF

■ Hafnia licencie 21 % de ses employés. - Le deuxième groupe d'assurances dans Hafnia a licencié, jeudi 27 août, 413 employés ou plus des 114 personnes déjà congédiées. Au total, les suppressions d'emplois représentent 21 % de l'effectif initial. Cette décision a été prise dans le cadre d'un vaste programme de rationalisation et de reconstruction de ce groupe en crise, dont la société-mère, Hafnia Holding est en cessation de paiement. - (AFP)

■ Chine : l'ordre amène pour les « trafiquants » d'actions. - Les autorités chinoises, qui tentent de rétablir l'ordre à la Bourse de Shenzhen après les émeutes du 10 août, ont infligé des amendes s'élevant jusqu'à 5 500 dollars aux « trafiquants » de bons de souscription pour l'achat de valeurs boursières, a indiqué jeudi 27 août le quotidien Shenzhen Special Zone Daily.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ELF: COMPTES CONSOLIDÉS DU PREMIER SEMESTRE 1992

Dans un contexte économique mondial qui reste morose, le résultat net consolidé avant éléments non récurrents du Groupe ELF s'élève à 3,3 milliards de francs pour le premier semestre 1992, à comparer à 4,3 milliards de francs pour la même période de 1991, soit une baisse de 23 %.

Le chiffre d'affaires est en progression, à 98,8 milliards de francs contre 92,7 milliards de francs pendant le premier semestre 1991, soit une hausse de 6,6 %.

La branche Exploration et Production affiche une hausse de 11,4 % de son résultat opérationnel, grâce à une augmentation des productions commercialisées.

La baisse est sensible en revanche pour le secteur du raffinage et de la distribution (le résultat opérationnel passe, hors éléments non récurrents de 1,6 milliard de francs à 580 millions de francs), qui souffre de la forte chute des marges de raffinage par rapport à la même période de l'année précédente.

La Chimie du Groupe continue de bien résister à la morosité de la conjoncture (évolution des prix à la baisse et marges faibles dans la pétrochimie) avec un chiffre d'affaires de 26,6 milliards de francs contre 27,6 milliards de francs au premier semestre 1991. Le résultat opérationnel passe de 1,8 à 1,3 milliard de francs au premier semestre 1992, mais ce dernier résultat est légèrement supérieur à celui du second semestre 1991.

La branche Santé affiche une hausse de 14 % de son chiffre d'affaires entre le premier semestre 1991 et le premier semestre 1992 : dans le domaine de la santé humaine, l'alliance avec Steering Winthrop en Europe a particulièrement contribué à cette croissance. Le résultat opérationnel progresse également de 27 % : il s'élève à 916 millions de francs.

Enfin, l'effort d'Exploration du Groupe reste soutenu et les investissements industriels hors acquisitions s'élèvent à 10,4 milliards de francs au second semestre (soit une hausse de 37 % par rapport à la même période de 1991). Exploration et investissements sont financés essentiellement par les ressources propres du Groupe, le ratio d'endettement n'ayant pratiquement pas augmenté, à 31,6 % au 30.06.92 contre 30,9 % au 31.12.91.

(en millions de francs)	Premier semestre 1992	Premier semestre 1991	Année 1991
Chiffre d'affaires	98 880	92 732	200 674
MBA (avant exploration et charge)	12 566	13 850	26 398
Résultat opérationnel	7 910	(1) 9 870	18 761
• Exploration - Production	5 065	4 544	9 372
• Raffinage Distribution			
Commerce International et Transports Maritimes	580	(1) 2 688	4 594
• Chimie	1 306	1 864	3 151
• Santé	916	721	1 628
• Eliminations	43	53	16
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	128	349	615
Coûts non opérationnels et autres charges	(654)	(397)	(1 672)
Différences de change	116	133	(36)
Charges et produits financiers nets	(172)	(323)	(1 010)
Impôts sur les bénéfices	(3 511)	(3 897)	(5 982)
Intérêts minoritaires	(477)	(518)	(890)
Résultat net consolidé	3 340	(1) 5 217	9 796
Résultat net consolidé par action (en francs)	13	21	39

(1) Plus-value exceptionnelle réalisée au 1^{er} semestre 1991 sur la vente d'Esso de 1.087 millions de francs (0,9 milliard de francs sur résultat net).

Pour toute information sur la société MINITEL 36.16 CLIFF

elf

ÉCONOMIE

COMMUNICATION

Jusqu'au 12 septembre

Les juges interdisent à TF1 de diffuser des émissions imitant «La nuit des héros» d'Antenne 2

Le tribunal de commerce de Nanterre a interdit le 27 août à TF1 de diffuser ses deux nouvelles émissions, «Les marches de la gloire» et «Le défi», animées par Laurent Cabrol (transfuge d'Antenne 2), avant le 12 septembre.

TF1 devra payer 4 millions de francs par infraction constatée. Antenne 2 avait assigné en référé le 21 août la télévision privée, qui avait l'intention de programmer ces émissions le 4 septembre. En présentant les programmes de rentrée des télévisions publiques, le président commun d'Antenne 2 et FR3, M. Hervé Bourges, avait dénoncé «les entreprises de braconnage de TF1». Il entendait cependant garder «La nuit des héros», même si l'ancien présentateur, Laurent Cabrol, était passé à TF1 (le Monde du 27 août).

Après le 12 septembre, TF1 pourra programmer les deux émissions à condition qu'elles «se démarquent nettement» de «La nuit des héros». Dans son ordonnance qu'il appuie avec une certaine évidence que les deux émissions de TF1 présentent «des analogies très marquées avec «La nuit des héros», touchant par exemple et sans limitation : le public, le produit copié, une présentation avec les anciens responsables de l'animation, du façonnage de l'émission d'Antenne 2, la description identique des événements et des jeux, etc.», TF1 «prend acte» de cette décision du tribunal de Nanterre, mais précise qu'elle portera l'affaire devant la cour d'appel de Versailles.

En conflit avec le Livre CGT

M. Ayache indique que «l'Humanité Dimanche» est fabriquée dans une imprimerie de labeur

Alors qu'une manifestation du Livre CGT doit avoir lieu vendredi 28 août à l'imprimerie de Bernay (le Monde du 27 août), M. Alain Ayache, éditeur du Meilleur et de Spécial dernière, répond dans un communiqué aux propos de M. Viannet, secrétaire général du syndicat CGT, qui a pris position contre son départ de l'imprimerie parisienne Offprint : «M. Viannet, qui semble vouloir me donner des leçons d'économie, ferait bien de s'occuper de l'Humanité, le quotidien du Parti communiste qui survit grâce aux aides du gouvernement et aux subventions d'institutions de la presse».

M. Ayache ajoute que «M. Viannet, comme M. Bingler, secrétaire général du Livre, oublient de signaler à leurs militants que l'Humanité

Dimanche est, pour les mêmes raisons économiques que les miennes, allée se faire imprimer depuis trois ans dans une imprimerie de labeur, Fava-Print aux Mureaux».

M. Ayache a reçu le soutien de M. Robert Laffont, président du groupe Entreprendre (Entreprendre, Jour de Paris, etc.), ainsi que celui de M. Serge Martinez, PDG de Minute. M. Eric Raoult, député RPR de Seine-Saint-Denis, a pour sa part annoncé qu'il déposerait en septembre une proposition de création d'une commission d'enquête parlementaire sur les méthodes de la CGT.

SOCIAL

Le président de la CGM confirme la suppression de 328 emplois

Le PDG de la Compagnie générale maritime (CGM), M. Eric Giully, a confirmé jeudi 27 août, le plan social de son prédécesseur, M. Claude Abraham, portant sur 328 suppressions d'emplois et 69 reclassements internes (sur un total de 2 800 salariés). M. Giully souhaite éviter les licenciements «autoritaires» en combinant les départs volontaires, les départs à la retraite et les reclassements. Ce plan social permettra d'économiser 120 millions de francs. Par ailleurs, M. Giully fait valoir qu'une «recapitalisation» de la CGM par l'Etat actionnaire «ne résoudra pas tous les problèmes», même si cela permettrait d'alléger les charges financières de l'entreprise qui a accumulé 4 milliards de francs de dette (pour 5,1 milliards de chiffre d'affaires). Selon le PDG de la Compagnie nationale, le déficit (450 millions de francs en 1991) restera du même ordre cette année.

EN BREF

□ Dégradation des résultats semestriels de BASF et de Hoechst. Le groupe chimique allemand BASF a enregistré au premier semestre un recul de 37,4 % de son bénéfice brut consolidé qui s'est établi à 972 millions de DM (3,31 milliards de francs) contre 1,552 milliard un an plus tôt. Son chiffre d'affaires consolidé connaît une faible progression à 23,647 milliards de DM (80,6 milliards de francs), soit une hausse de 0,6 %. De son côté, Hoechst a vu son bénéfice net consolidé au premier semestre reculer de 14,6 % à 583 millions de DM (1,98 milliard de francs) contre 683 millions l'an dernier. Son chiffre d'affaires consolidé a progressé de 1 % à 23,448 milliards de DM (80 milliards de francs). Le groupe espère éviter une aggravation

tion de la baisse de ses bénéfices au cours du second semestre à la faveur d'une reprise économique et d'un ralentissement de l'inflation.

□ Les cinq dockers de Dunkerque ont été remis en liberté. Les cinq dockers qui avaient été écroués le 14 août, à la suite de violents incidents survenus sur le port de Dunkerque (Nord), ont été remis en liberté, jeudi 27 août, par décision de la cour d'appel de Douai mais restent inculpés de «dégradations de biens privés» ou «de coups et blessures volontaires». La CGT s'est félicitée de leur remise en liberté et estime que «maintenant plus rien ne s'oppose à l'ouverture immédiate de négociations comme le réclament collectivement et individuellement l'immense majorité des dockers de Dunkerque».

□ Daimler-Benz : hausse du bénéfice net et du chiffre d'affaires semestriels consolidés. Le groupe diversifié Daimler-Benz (automobile, électronique, armement) a annoncé, jeudi 27 août, un bénéfice net consolidé sur six mois de 1,02 milliard de deutschemarks (3,4 milliards de francs) contre 0,8 milliard de deutschemarks lors de la même période de 1991. Le chiffre d'affaires consolidé au premier semestre a progressé de 9 %, atteignant 46,253 milliards de marks (15,7 milliards de francs) contre 42,359 milliards un an plus tôt. Daimler-Benz a confirmé que son chiffre d'affaires consolidé pour l'ensemble de 1992 dépasserait les 100 milliards de marks (95 milliards de francs).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 28 août ↓

Tassement

Après la hausse de jeudi (+1,16 %), la Bourse a de nouveau eu un accès de faiblesse dans un marché calme. En recul de 0,26 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard une perte de 0,58 %. Cependant, en début d'après-midi la dépression se limitait à -0,40 %. Le retour à la baisse du dollar peut expliquer en partie cette recrudescence, indiquent les opérateurs. D'autres estiment que «l'on s'est embourbé un peu trop vite» après les déclarations, jeudi, de M. Theo Waigel. Le ministre de l'économie allemand avait en effet plaidé en faveur d'une baisse à moyen terme des taux d'intérêt outre-Rhin, alors que la croissance économique allemande est de plus en plus positive. En revanche, les gestionnaires ont été impressionnés par les mesures de relance décidées par le gouvernement japonais.

Sur le plan français, si l'amélioration du commerce extérieur a été une bonne nouvelle cette semaine, les statistiques de l'INSEE publiées vendredi viennent en revanche confirmer l'absence de reprise économique. La croissance française a été quasi nulle entre avril et juin. La publication d'autres statistiques ont rythmé cette séance, à commencer par l'inflation (+0,3 % en juillet) et le chômage.

Du côté des hausses, figuraient Majorat, Fromageries Bel et Roussel Uclaf. En baisse on notait Christian Dior, Saupiquet, Dynadon et Paribas. La cotation des titres Fougère et SAE devait reprendre après l'annonce de la fusion entre les deux groupes. Fougère, qui détient 84 % de SAE, proposera d'échanger une action SAE contre une Fougère.

NEW-YORK, 27 août ↑

Note soutenue

Une légère reprise du dollar et le fermement des places étrangères ont soutenu Wall Street jeudi 27 août. L'indice Dow Jones a terminé à 3 256,4 points, en hausse de 7,85 points (+0,24 %). Quelque 178 millions de titres ont été échangés.

La légère remontée du dollar a encouragé les investisseurs, car elle dégage, pour l'instant du moins, une intervention de la Réserve fédérale destinée à durcir les conditions du crédit, délaissent les boursiers.

Les statistiques de la journée ont une nouvelle fois révélé que la reprise tend à se poursuivre. L'annonce d'une forte baisse des demandes d'allocations chômage (- 92 000) dans la deuxième semaine d'août a été immédiatement suivie de celle d'une progression de 1,4 % seulement du produit intérieur brut au deuxième trimestre.

Sur le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à trente ans a reculé à 7,40 % contre 7,41 % mercredi soir.

VALEURS	Cours du 26 août	Cours du 27 août
Alcan	61 1/2	64 1/8
AT&T	42 1/2	42 1/4
Bell	22 1/2	22 1/4
Chem. Maritime	22 1/2	22 1/4
Du Pont de Nemours	38 3/8	38 1/2
Exxon	46	46 1/2
Gen. Elec.	61 1/2	63 1/2
General Motors	34 1/8	34 1/4
IBM	82 1/2	82 1/4
Intel	38 3/4	37 3/4
ITT	65 5/8	65 1/2
McDermott	66 1/4	66 1/2
Philips	60 7/8	60 5/8
Schweitzer	68 1/2	67 5/8
Texas	66 1/4	66 1/2
Union Carbide	103 3/8	104 1/2
Union Pacific	13 1/2	13 1/4
Westinghouse	18 1/2	18
Xerox Corp.	74 7/8	75 3/8

LONDRES, 27 août ↑

La confiance revient

Après avoir vécu de grandes frayeurs tout au long de la semaine, la Bourse de Londres retrouve peu à peu son calme et son équilibre. Encouragé par la reprise de Wall Street et de Tokyo et la bonne tenue du sterling qui écarte pour le moment la menace d'une hausse des taux d'intérêt, le marché a gagné 1,2 % jeudi 27 août. L'indice Footsie a clôturé en hausse de 26,6 points à 2 311,6 points, retrouvant son niveau du 12 août. L'indice FT-Ordinary de 30 valeurs a progressé de 12,4 points à 1 688,6. Les fonds d'Etat ont été fermes dans le sillage de la livre. Les échanges ont porté sur 458,2 millions de titres au lieu de 371,7 millions la veille. La plupart des secteurs ont bénéficié de la hausse, en particulier les valeurs sensibles au dollar et les magasins. Mais les compagnies d'eau et d'électricité, valeurs refuges des séances précédentes, ont perdu du terrain.

TOKYO, 28 août ↑

Fort progression

La Bourse de Tokyo a salué vendredi 28 août par une nouvelle hausse de 2,4 % l'ambitieux plan de relance économique présenté par le Parti conservateur qui devrait être adopté dans la soirée par le gouvernement nippon.

L'indice Nikkei a gagné 415,79 points (2,4 %) pour clôturer à 17 970,79 points, après avoir connu franchi dans l'après-midi le seuil des 18 000 points.

Les boursiers étaient satisfaits de voir le gouvernement prendre au sérieux le vif relance de l'économie et accorder une enveloppe plus importante que prévu au plan de relance.

VALEURS	Cours du 27 août	Cours du 28 août
Aijunco	1 320	1 330
Banque	1 150	1 160
Canon	1 320	1 330
Fujitsu	1 150	1 160
Honda Motor	1 320	1 330
Hitachi	1 150	1 160
Motorola	1 320	1 330
Sony Corp.	1 150	1 160
Toshiba	1 320	1 330

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcan	4300	4300	Immob. Habitat	1000	1030
Amat. Assoc.	181	181	Immat. Computer	150	150
B.C.	23 70	23 70	I.P.B.M.	52 80	52
Banque Paribas	685	685	Locam	84	84
Bell	457	457	Mar. Com.	295 70	295 70
Chem. Mar.	211	214	Nike	123	123
Cal. de Fr. (C.C.I.)	780	780	Pub. Filipp.	425 10	425 10
Cablevision	257	257	Rhone-Alp. (R.A.)	320	320
Canal	740	740	Select Invest. (S.I.)	91	93 60
CEGE	157 50	157 80	Serbis	237	238
C.F.P.I.	286 50	280	Sopis	290	288 80
C.I.M.	1000	1010	TF1	461	459
Couche	263	263	Thomson H. (T.H.)	328	328
Couche	1219	1219	Unilog	265	263
Dacia	96	100	Vel et Ch.	94	93 80
Dacia	275	275	Y. St-Laurent Group	817	802
Dacia	1080	1010			
Dacia Worms Co.	348 90	348 90			
Dacia	1115	1101			
Dacia	154	154			
Dacia	112	116			
Dacia	170	170			
Dacia	168	170			
Dacia	110	110			
Dacia	58 80	58 50			
Dacia	340	340			
Dacia	150	150			
Dacia	780	770			
Dacia	161	162			
Dacia	89	89			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 août 1992
Nombre de contrats estimés : 123 436

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	104,66	105,88	105,56
Précédent	104,62	105,84	105,24

Options sur notionnel	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Prix d'exercice	105	0,06	1,17
Options d'achat	0,06	1,17	0,33
Options de vente	0,33	1,17	0,06

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 685,58	1 700	1 728
Précédent	1 678	1 694	1 710

CHANGES

Dollar : 4,80 F ↓

Le dollar s'échangeait en très légère baisse vendredi 28 août dans un marché plus calme qu'en début de semaine. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,80 francs contre 4,8170 francs jeudi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	27 août	28 août
Dollar (en DM)	1,4152	1,4055
TOKYO	27 août	28 août
Dollar (en yen)	124,95	123,40

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (28 août)	10 - 10 1/8 %
New-York (27 août)	3 5/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	26 août	27 août
Valeurs étrangères	97,30	96,60
SBF, base 100 : 31-12-81	25,80	25,80
Indice général CAC 40	464,90	464,90
SBF, base 1000 : 31-12-87	1 685,58	1 685,58
Indice CAC 40	1 667,98	1 667,56

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Indice	26 août	27 août
Indice	3 246,79	3 254,64

LONDRES (indice Financial Times)

Indice	26 août	27 août
Indice	2 311,60	2 311,60

TOKYO (indice Nikkei)

Indice	26 août	27 août
Indice	17 970,79	17 970,79

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS COMPTANT	Demandé	Offert	COURS TERME TROIS MOIS	Demandé	Offert
\$ E.U.	4,7980	4,8000	4,8812	4,8862	
Yen (100)	3,8433	3,8472	3,9087	3,9132	
£	4,8938	4,8972	4,9787	4,9832	
Deutschmark	3,4095	3,4094	3,4891	3,4916	
Franc suisse	3,3199	3,3245	3,3925	3,3959	
Lire italienne (1000)	4,4561	4,4601	4,5974	4,6009	
Lire sterling	9,5596	9,5636	9,5957	9,6016	
Pointe (100)	5,2445	5,2497	5,2915	5,2966	

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

UN MOIS	Demandé	Offert	TROIS MOIS	Demandé	Offert	SIX MOIS	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 1/2	3 1/2	3 5/8	3 5/8	3 5/8
Yen (100)	11 1/16	11 1/4	11 1/4	11 1/4	11 3/16	11 3/16	11 3/16	11 3/16
£	9 3/4	9 7/8	9 13/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16	9 15/16
Deutschmark	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8
Franc suisse	16	16 1/4	15 3/4	16	15 3/4	16	15 3/4	16
Lire italienne (1000)	19 1/4	19 3/8	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2	19 1/2
Lire sterling	13 3/4	13 7/16	13 3/8	13 5/8	13 1/2	13 3/4	13 1/2	13 3/4
Pointe (100)	10 1/8	10 1/4	10 3/8	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

L'HERMÈS
Editeur universitaire
depuis 22 ans

DROIT
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES
catalogue gratuit sur demande
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
MARAI/ARTS-ET-MIERS
Immeuble classé.
2 P. CUIS. TT CFT
430 000 F. 48-04-84-48

4^e arrdt
MARAI, PLACE DES
VOSGES (près STUDIO
POUTRES, CHARMÉ.
Cuis., s. de bns. wc, 3^e arr.
450 000 F. 48-04-84-48

5^e arrdt
Jardin des Plantes, stand, 1985.
appt, 33 m² s. jardin, terr.
36 m², dem. ét. sud, cuis. et
wc. w.c. 1 280 000 F.
Tel. 45-35-94-01

14^e arrdt
A SAGR. MAIRIE 14.
BEAU S. P.C.S. Triple expo.
dans superbe imm. p. de t.
Stand. Possib. parking.
1 950 000 F. 45-35-92-82

20^e arrdt
M. BUZENVAL
URGENT, 2 P.C.S.
cuis., douche, wc, 2^e arr.
400 000 F. 48-04-35-3E

pavillons

CLICHY-LYNNES PARIS
Pavill. sur 2 niveaux, 2 P.C.S.
Cuis., s. de bns. wc.
Grande cour, 590 000 F.
Tel. 48-04-35-3E

MAROLLES-EN-BRIE
VAL-DE-MARNE
Vill. 7 P.C.S. sur 500 m²
terrain. Rénov. ch., séjour
double, cathédrale, cheminée.
2 chambres, salle de bns.
cuis. équip., wc, buanderie.
1^{er} 2 chbres, s. de bns, dressing.
Séjour 2 voitures, terrasse 200 m². Quartier résidentiel.
Proche commerces, écoles.
Vélos, équipements sportifs.
golf, tennis, centre équestre.
Prix : 1 600 000 F.
Après 19 h. 45-35-12-78

bureaux
Location
VOTRE SECTEUR SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services. 43-55-17-50

locaux commerciaux

VENTES
MARAI, RAMBUTEAU
Local idéal en DUPLEX
110 m², R.-de-ch., et 1^{er} étage.
A rénover. Prix ferme.
1 500 000 F. 48-04-84-48

fonds de commerce
Ventes
A vendre restaurant snack,
traiteur. Rap. de chaudière et
1^{er} étage.
Environ 180 m².
Chiffre d'affaires annuel :
1 million deux cent mille francs.
Contact : CENTRE SERVICEUR
10, rue du Pavé
97200 FORT-DE-FRANCE
Tél. 19-558-03-13-33
ou 19-558-75-18-03

Associations

Appel
SOS ALCOOL FEMMES
La seule association à
l'écoute des femmes malades
de l'alcool. Rejoignez-nous.
Ne restez pas seule.
Tél. : (1) 40-71-04-70.

Cours
ATELIERS D'ÉCRITURE
ELISABETH BING.
Sérialisation tous les week-
ends de septembre. Nouveau
programme sur simple appel :
42-08-32-13.

BOURSE DU 28 AOUT

s ont
for-
voie
Parti
(HP)
des
ants
is la
ont
cam-
OYP
de
lon-
ver-

ro-
ion
t la
des
ait
ons
m-
du
unt
ait
éc
n.
du
s-
ss
ie

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ← : prix précédent - ■ : marché continu

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Diplomatie

C'EST un enfant. Ou plutôt, ce fut un enfant, dans les deux ans. Il doit pour toujours rester un enfant dans un sac de plastique qui sera son linceul. Une main s'élève doucement un peu du sac, pour offrir la preuve formelle à la caméra de TF1, qui témoigne. Ce soir-là, c'était en Somalie. Mais c'est d'autres soirs en Bosnie, après des chutes d'obus, que d'autres enfants du même âge s'endorment du même sommeil.

A peine la temps d'une transition, voici des messieurs en costume gris, qui s'extraient gravement des limousines, risquent un pas, un geste ou une plaisanterie vers les pools de presse, s'engouffrent dans des couloirs, s'assoient autour de grandes tables, boivent des jus de fruits, se serrent la main. On devine l'air conditionné, les dispositifs performants de traduction simultanée, toute la logistique lisse et froide de la négociation internationale.

La sortie, les mêmes messieurs enchaînent les formules solennelles et les promesses, invariablement vides de sens. Les journalistes se placent dos au bâtiment, pour qu'on en distingue bien le sigle et les drapeaux, et paraphrasent les formules des messieurs en costume gris, en ajoutant d'un

air pénétré qu'on ne peut rien en déduire, que rien n'est sûr, que tout dépendra de la suite et que se tiendra dans quinze jours une conférence décisive. Et puis, il y a tout ce qu'on ne voit pas et qu'on devine, les cocktails, le départ vers l'aéroport, les achats de l'entourage au duty free, tout ce micro-univers diplomatique dont Albert Cohen a croqué une fois pour toutes dans *Belle du Seigneur* la frénésie vacuée.

Les conférences et le « terrain », les tapis verts et les gravats, les limousines et les autos bâchées : deux univers qui, chaque soir, se succèdent sur nos écrans, sans jamais se rencontrer. Comment croire que l'un puisse interférer avec l'autre ? Comment croire que les mots ici prononcés puissent trouver un chemin jusqu'aux réduits où l'on souffre et meurt ? Bien sûr, il faut le croire. Si parfois on se sent qu'elles semblent, si obscures qu'apparaissent leur rituel télévisé quotidien, et tout ce qu'on devine, sous ce vernis fatigué, de connivences, de cynisme, d'inavouables raisons d'Etat, il veut toujours mieux, même sur un monceau de cadavres, se parler que s'ignorer. N'empêche, soir après soir, quel spectacle !

Vendredi 28 août

TF 1

- 20.40 Divertissement : Fou rire. Présenté par Thierry Lhermitte et Alexandra Debanne. Avec des sketches de Pierre Palmade, Jean YVES, Smail, Alex Métyer, Guy Bedos, Coluche, Patrick Timsit, Charlotte de Turckheim, Fernand Raynaud, Jean-Marie Bigard, Sylvie-Jolip, Jean-Louis.
- 22.25 Magazine : De souvenirs en souvenirs. De Gérard Louchet. Invité : Michel Drucker.
- 23.30 Documentaire : Seul. De Laurent de Béril. Gérard d'Aboville.
- 0.30 Journal et Métro.
- 0.40 Série : Mémoires.

A 2

- 20.45 Jeu : Fort Boyard. Animé par Patrice Laffont et Valérie Pascal.
- 22.15 Feuilleton : Marie Galante. De Jean-Pierre Richard, avec Florence Pernel, Michaël Merle (dernier épisode). Marie se réfugie dans une estomac pris de Sana-Fa. Elle y trouve l'amour...
- 23.40 Journal des courses. Journal et Métro.
- 0.05 Variétés : Les Francofolies de La Rochelle 1992. Avec Nick Fernandez, Catherine Laroche et les Romaniques, MC Solaar, Renaud, Stephan Elcker, Jane Birkin, Au p'tit bonheur, Menu Dibango, Bernard Lavilliers, Jean-Louis, Charlotte Couture, Jacques Higelin.
- 1.10 Téléfilm : Mon fils ne sait pas lire (1^{re} partie).

FR 3

- 20.45 Magazine : Thalassa. Kroomat : la mort à fleur d'eau, de Ramon Guzman et Guy Nover.
- 21.45 Journal et Métro.
- 22.05 Festival Rosalind. Émission présentée par Alain Dussol, à l'occasion du bicentenaire de la naissance du compositeur.
- 22.35 Opéra : La Vie voleuse. De Giuseppe Rossini, par les Chœurs et l'Orchestre de l'Opéra de Cologne, dir. Bruno Bartoletti, sol : Carlos Felber (Fédor), Nucci Condo (Lucio), David Kuebler (Sizemore), Maria Cortubas (Ninetta), Brent Ellis (Fernando), Alberto Rinaldi (Podestà), René Zito (Pippo), Erlanger Vigliani (Isacco), Eberhard Katz (Antonio), mise en scène, Mauro Pagano.
- 1.30 Série : Les Incorruptibles.

CANAL PLUS

- 20.30 Téléfilm : Enquête sur un enlèvement présumé. De Chris Thomson, avec Veronique Hamel, Lindsay Frost. Un père incriminé.

- 22.05 Documentaire : Hama-dryas, le bébé d'Arabie assoudie. De Jean-Yves Collet et Antoine de Maximy.
- 0.55 Cinéma : Le Temps des gitans. Film jeunesse d'Emir Kusturica (1988). Avec Davor Dujmovic (v.o.).

M 6

- 20.40 Téléfilm : Méthode anti-... De Sam Weisman, avec George Clooney, Michael Deluce. Quatre flics s'entraident contre un trafic de drogue à Los Angeles.
- 22.25 Série : Mission impossible, vingt ans après.
- 23.25 Magazine : Emotions.
- 23.50 Série : Hongkong connection.
- 0.10 Musique : Boulevard des Alpes.
- 0.50 Variétés : Les Terrasses de l'été.

ARTE

- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe.
- 22.10 Téléfilm : Zina. De Ken McMullen, avec Domiziana Giordano, Ian McKellen. La vie tourmentée de Sadeh Bronstein, dite Zina, fille de Trotsky.
- 23.40 Magazine : Mégamix. De Martin Muesenier. Avec John Lydon, Millie, Mari Boiné, Persen, Diddy Yod, Laurie Anderson, Erik Marchand et Yann Franck Kemer.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Robocop 2. Film américain d'Ivan Kersner (1990). Avec Peter Weller.

FRANCE-CULTURE

- 20.55 Ici on parle français. Algérie.
- 21.50 Leurs bibliothèques. Jacques Le Goff, historien.
- 22.40 Musique : Nocturnes. D'après les arrangements de S. Chiti, Pérou, Bolívar, Colomba.
- 0.05 Du jour au lendemain. Ce que la nuit raconte au jour, de Hector Bianciotti (rediff.).
- 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

- 19.08 Soirée concert. La soirée de Denise Béhous. Concerto pour piano et orchestre, Quatuor à cordes n° 3, Marchenbiller pour alto et piano, de Schumann. A 21.00, Concert (donné le 17 juillet lors du Festival d'Albi-en-Provence) : Œuvres de Beethoven, Mahler, Brahms, Schubert, par Christa Ludwig, mezzo-soprano, Françoise Tillard, piano. A 22.15, Sonate pour piano de Liszt ; Sonate pour piano, Symphonie n° 1 en ut mineur op. 68, de Brahms ; Ballade pour piano n° 4, de Chopin.
- 0.05 Bleu nuit. Duke Ellington, Bill Evans, Les Donald Brown New Stars, Le Gerry Mulligan Concert Jazz Band.

TF 1

- 14.15 La Une est à vous. Avec la série « Pour l'amour du risque ».
- 18.00 Magazine : Trente millions d'amis.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Divertissement : Les Rouesses.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.55 Tirage du Loto (et à 20.40).
- 20.00 Journal, Essais de F1, Tapla vert, Météo, Trafic issues et Tiroc.
- 20.45 Téléfilm : Opération Vipère. De Peter Maris, avec Linda Purl, James Tolkan.
- 22.25 Feuilleton : Maria Vandamme. De Jacques Erzaud, avec Corinne Ducha, Christian Kohlund (3^e épisode).
- 23.55 Magazine : Formule sport. Football : Nîmes-Nantes ou PSG-Cen, en direct ; Résumés de la 4^e journée du Championnat de France, 6^e étape du Championnat du monde de surf à Hossegor ; Voile : le point sur le Transat.
- 0.30 F1 Magazine. Spécial Grand Prix de formule 1 de Belgique.

A 2

- 14.50 Magazine : Sport passion. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin (prologue à Alençon) ; Athlétisme : Meeting Vandamme à Bruxelles ; Moto : les 24 Heures tout-terrain à Pérignat-sur-Allier. A 15.15, Tiroc, en direct de Vincennes.
- 17.25 Série : Rallye.
- 18.25 Divertissement : La Machine à chanter (et à 1.55).
- Invités : Herbert Léonard, Diddy Yod, Fabienne Thibault, William Leymargie.
- 19.20 Série : Léo et Léa.
- 19.50 Météo, Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.45 Série : Tatort. Mauvais calcul.
- 22.20 Magazine : Le Bar de la plage. Présenté par Thierry Ardisson. Invité : Fanny Vautier ; Richard Anthony, Korne, Khaled, Made In.

FR 3

- 14.25 Magazine : Sports 3 dimanche. Automobile : Rallye Paris-Moscou-Pékin (prologue à Alençon) ; Cyclisme : Grand Prix de Prouvy ; Moto : les 24 Heures tout-terrain à Pérignat-sur-Allier ; Magazine Sport Info, consacré aux sports d'eau ; Triathlon international d'Étretat, Triangle vert en planche à voile. A 15.30, Tiroc ; Grand Prix de Desvres, en direct ; Les Aventures de Tintin : l'Affaire Tournesol.
- 17.00 Les Vacances de Monsieur Lulu. Croc Note Show ; Télétoon ; Lucky Luke ; Jeu : Les Mondes fantastiques ; Triathlon international d'Étretat, Triangle vert en planche à voile.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 Divertissement : Téléchat. De Roland Topor.
- 20.15 Série : Benny Hill.
- 20.45 Spectacle : Le Royal Circus. Présenté par Sergio.
- 21.55 Magazine : Le Divan. Présenté par Henry Chapier. Invité : Christiane Desroches-Beaubert, égyptologue (2^e partie).
- 22.20 Journal et Métro.
- 22.40 Cinéma : Amarcord. Film italien de Federico Fellini (1973). Avec Puppella Maggio, Magda Noel, Aldo Brandi (v.o. sous-titré).

CANAL PLUS

- 15.00 Téléfilm : La Dernière Épreuve. De Giles Walker, avec Sam Grana, Beverly Murray. Cascades et cascadeurs n° 18.
- 16.35 Sport : Pétanque. Trophée Canal +.
- 18.00 Cinéma : Le Dossier Rachel. Film britannique de Damien Harris (1989). Avec Dexter Fletcher, Ione Skye, Jonathan Pryce.
- En clair jusqu'à 20.30 : Flash d'informations.
- 19.35 Sport : Rugby. Jubilé de rugby. Blanco. A 20.30, Coup d'envoi en direct du parc des sports d'Aquilles.
- 22.15 Cinéma : Delicatessen. Film français de Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro (1990). Avec Dominique Pinon.

Samedi 29 août

- 23.25 Journal et Métro.
- 23.45 Documentaire : Les Révolutions du risque. De Nori Llanos. 2. Enre Hider et Staline.
- 0.35 Jeu : Fort Boyard (rediff.).

FR 3

- 15.00 Feuilleton : Pierre le Grand (7^e épisode).
- 16.00 Magazine : France, décennie 90. Industrie et exportation, avec Roland Moreno ; La France et la vie internationale, avec Jean Lacouture ; Art et culture, avec le mine Marcou ; Tourisme, loisirs et sports, avec Murielle Hermine, championne d'Europe de natation synchronisée ; Recherche scientifique et technique, avec Jean-Loup Chéreau ; Cadre de vie et environnement, avec Joël de Rosnay.
- 17.00 Série : Les Souvenirs de Sherlock Holmes.
- 17.55 Magazine : Montagne. Tibet de l'été (rediff.).
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.
- 20.15 Divertissement : Yacopa.
- 20.45 Feuilleton : La Vierge noire. D'après Nidam, avec Pierre Banderet, Micheline Doye (3^e épisode).
- 21.45 Magazine : Dites-moi que je me trompe. Présenté par Philippe Alloua. 2. Une France sans profs ? de Bernard Loehe et Roland Porche. Invité : Marc Hader, notre collaboratrice Catherine Bédaride, Alain Tournier, Didier Lapeyronie, Philippe Nemo, Pierre Albertini, Jean-Claude Guisard.
- 23.00 Journal et Métro.
- 23.20 Magazine : Allées (rediff.). Citizen Jaquet, de Claude Gallo et Florence Guéba ; Le Syndrome de Candorin, de José-Marie Berzosa ; Tik, de Jacques Brisser ; Tot à dispa, de Jean-Denis Bonan.
- 0.15 Série : Les Incorruptibles.
- 1.05 Magazine : L'Heure du golf.

CANAL PLUS

- 15.00 Spectacle :

- Supermodèle européen.
- 16.15 Série : Le Juge de la nuit. Acquisitions allemandes et britanniques de la semaine du 28 août 1992.
- 17.00 Sport : Snooker. Quart de finale, White-Thorburn.
- 18.00 Canaille peluche. Don Coyotte et Sancho Panda. Zazoo ; La Petite Boutique ; Cobi.
- 19.20 Magazine : Dis Jérôme ?
- En clair jusqu'à 20.30 : Flash d'informations.
- 19.35 Le Top.
- 20.30 Téléfilm : Coup de chance. De Pierre Aknine, avec Roland Giraud, Marcel Labouff.
- 21.50 Sport : Pétanque. Trophée Canal +.
- 22.35 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Hardware. Film américano-britannique de Richard Stanley (1990). Avec Dylan McDermott, Stacey Travis, John Lynch.
- 0.30 Cinéma : Deux flics à Downtown. Film américain de Richard Benjamin (1989). Avec Anthony Edwards, Forest Whitaker, Penelope Ann Miller (v.o.).

M 6

- 14.50 Série : L'Incrovable Hulk.
- 15.40 Série : Hongkong connection.
- 16.35 Série : Médecins de nuit.
- 17.25 Série : Amicalement vôtre.
- 18.20 Série : Les Têtes brûlées.
- 19.10 Magazine : Turbo. Présenté par Dominique Chappet. En Tare de Feu.
- 19.54 Six minutes d'informations. Météo.
- 20.00 Série : Papa Schultz.
- 20.35 Magazine : Fun glisse (et à 1.05).
- 20.38 Météo des plages.
- 20.40 Téléfilm : Help. La brigade des urgences. De E. W. Swackhamer, avec John Mahoney, Ronula Fitzgerald.
- 22.20 Téléfilm : Frappé en plein vol. De Michael Pressman, avec Angela Lansbury, George E. Stone.
- 0.00 Musique : Flashback.
- 0.25 Musique : Boulevard des Clips.

ARTE

- 17.00 Magazine : Transit (rediff.). De Daniel Lacombe.

- 19.00 Documentaire : Histoire parallèle. Acquisitions allemandes et britanniques de la semaine du 28 août 1992.
- 20.00 Documentaire : Comme s'il ne s'était jamais rien passé... De Gisela Eibenberger.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : La Vie RFA. De Harun Farocki.
- 22.00 Cinéma d'animation : Aleph. De Gérard Frydman.
- 22.10 Cinéma d'animation : Le Cheval de fer. De Gérard Frydman.
- 22.20 Musique : Highlights. Les grands moments du Festival de Cannes de Stuttgart 1992.

FRANCE-CULTURE

- 21.30 Texte et musique. La Légende de Haïsha.
- 22.00 Pages arrachées aux romans de Simenon. Jean-Jacques Pauvert lit *Le Neige était sale* (rediff.).
- 22.35 Musique : Nocturnes. Jazz à la belle étoile : les Carabes hispaniques (Cuba, Porto-Rico), avec Tito Puente, Gonzalo Rubalcaba, Hilton Ruiz.
- 0.05 Rencontre au clair de la nuit... Le Survivant malgré lui, de Sylvain Reiner (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

- 19.08 Soirée concert. La soirée de François Picard. Le guitariste en bonne compagnie, par Robert J. Vidal ; Concerto flamenco, de Moreno-Torres. A 19.30, Opéra (en direct du Festival de Salzbourg) : Salomé, opéra en un acte, de R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Christoph von Dohnanyi ; sol : Josef Proszkisch, Hanna Schwarz, Catherine Malfroy, Bryn Terfel, Peter Seifert, Randi Steene, Rannveig Brega, Uwe Peper, Robin Leggate, Uwe Schoback, Ferdinand Selter, Andreas Kohn, Peter Rose, Martin Gartner, Frode Olsen, Georg Plauicker, Walter Zah.

Émission

Le Sud-Est

ment

lier

on

ratistes

idants

on extra-

à Diyar-

onale du

majorité

le d'une

nement

ional de

ir désas-

trées les

ur lutter

Le com-

oursuite

cloppée

avant

attitude

ir. Le

« frap-

ntre le

— une

la Tur-

rd de

ème le

asses —

s offi-

ciations

que la

capit-

on les

ne —

est d'un

uver-

tepu-

nt les

mier

nir, ce

ntier

ceint

ont

for-

oie

arti

(P)

des

la

int

m-

p/

d-

n-

o-

la

is

it

s

u

t

i

t

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

1

Afin d'améliorer l'image des services d'ordre

Treize généraux de la police sont mis en retraite anticipée en Afrique du Sud

Le ministre de la loi et de l'ordre, M. Hennis Kriel, a annoncé, jeudi 27 août, au cours d'une conférence de presse à Pretoria, que treize des cinquante-quatre généraux de l'état-major de la police allaient prochainement partir en retraite anticipée. Certains

Dans une résolution L'ONU condamne les violations des droits de l'homme au Pérou et au Guatemala

Le Pérou a, pour la première fois de son histoire, fait l'objet, jeudi 27 août, à Genève, d'une résolution de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies, à la suite du « coup d'Etat civil » du président Alberto Fujimori le 5 avril dernier. Le texte « exhorte les autorités péruviennes à reprendre le dialogue avec les forces politiques représentatives jusqu'à restaurer la normalisation institutionnelle, le plein respect des droits de l'homme et le rétablissement de la démocratie représentative ». Elle réserve toutefois sa condamnation la plus vive « aux agissements criminels des groupes terroristes du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru ». Par ailleurs, en dépit des objections des experts des Etats-Unis et de Russie, la sous-commission a « exprimé sa profonde préoccupation devant la persistance des graves violations des droits de l'homme au Guatemala, malgré les efforts du gouvernement pour les combattre ». Ce dernier est invité à intensifier ses efforts pour que les auteurs d'exactions soient traduits en justice. — (AFP)

de leurs remplaçants « pourrissent être recrutés parmi des catégories de la population autres que les blancs », a précisé le ministre. Cette mesure sans précédent est destinée à améliorer l'image de la police, en butte à de très nombreuses critiques, particulièrement de la part du Congrès national africain (ANC), qui l'accuse de fomenter les violences dans les ghettos noirs, voire d'y participer.

« Certains doutes sont apparus concernant la crédibilité de la police sud-africaine. Nous avons besoin de changements draconiens pour restaurer cette crédibilité », a reconnu le chef de la police, le général Johan Van der Merwe, présent aux côtés de M. Kriel. Ce dernier a souligné qu'il aurait aimé annoncer « dès aujourd'hui la nomination de Noirs » à l'état-major, mais qu'aucun officier noir n'était actuellement d'un grade suffisamment élevé pour cela.

Cette situation devrait rapidement changer, a expliqué le ministre, plusieurs officiers noirs suivant une formation pour devenir généraux de brigade. En plus des treize départs annoncés, cinq autres généraux devraient prendre normalement leur retraite : c'est donc, au total, un tiers de l'état-major de la police qui sera renouvelé, a conclu le général Van der Merwe.

Ces changements ont été qualifiés de « ravalement de façade » par l'ANC, qui a, par ailleurs, rejeté l'offre du gouvernement de participer, le 7 septembre, à une réunion sur le thème du fédéralisme. Le mouvement présidé par M. Nelson Mandela a ajouté qu'aucune des organisations « éprises de paix, de liberté et de démocratie » n'y participera. — (AFP, Reuters)

Sous la pression de la Russie

Les troupes géorgiennes retardent leur assaut contre les combattants abkhazes

MOSCOU
de notre correspondant

Les combats ont marqué le pas depuis quarante-huit heures en Abkhazie : les Géorgiens, qui ont sensiblement renforcé leurs effectifs autour des positions tenues par les combattants abkhazes, se sont en effet abstenus de passer à l'attaque. L'« ultimatum » lancé par le commandant des troupes géorgiennes sur place n'a pas été suivi d'effet. Le colonel Karachvili avait annoncé que si le président du Parlement abkhaze, M. Ardzimba, n'avait pas démissionné avant le mercredi 26 août à 13 heures, une « offensive massive » serait lancée contre ses partisans, retranchés dans la ville de Gagra.

Pour donner plus de poids à ses menaces, le colonel (qui est âgé de vingt-cinq ans) avait déclaré que si les Géorgiens devaient perdre 100 000 hommes dans le conflit, les Abkhazes en perdraient 97 000... ce qui revient à dire que leur peuple serait totalement exterminé. Les Abkhazes ne représentent en effet que moins de 20 % de la population d'Abkhazie.

Cependant les autorités de Tbilissi ont fait savoir un peu plus tard que cet « ultimatum » n'avait pas été « approuvé » par le Conseil d'Etat présidé par M. Edouard Chevardnadze. Les fortes pressions exercées par Moscou pour éviter un bain de sang ont très vraisemblablement joué un rôle, même si M. Chevardnadze n'a pas obtenu, jusqu'à présent, de la part de la Fédération de Russie, le retrait des troupes géorgiennes de la région.

D'autre part, alors que M. Eltsine souhaitait que sa rencontre avec M. Chevardnadze et les autres parties en conflit se fasse le plus tôt possible, les Géorgiens ont fait en sorte qu'elle soit fixée au 3 septembre seulement, pour avoir le temps de consolider leurs positions sur le terrain. Parallèlement, le ministre russe de la Justice a déclaré « inconstitutionnelle » la « Confédération des peuples du Caucase du Nord », coupable de « prétendre remplacer les organes du pouvoir légal » (ces peuples vivent sur des territoires qui font partie de la Fédération de Russie) et d'appeler à « des actions terroristes » (contre la Géorgie).

De leur côté, les Géorgiens continuent à former des bataillons de volontaires ou de volontaires constitués en particulier d'anciens combattants d'Afghanistan, particulièrement redoutés en raison de leur expérience professionnelle — et à les acheminer vers l'Abkhazie. A Tbilissi, des manifestants représentant différentes communautés géorgiennes, y compris des Russes, des Arméniens, des Juifs et des Grecs, se sont rassemblés jeudi en brandissant des pancartes proclamant « L'Abkhazie est géorgienne ! », et « Pas de quartier pour les terroristes ! ».

« Accord de cessez-le-feu » au Haut-Karabakh

Si la Russie s'est largement impliquée pour essayer de calmer la situation en Abkhazie, la dernière tentative pour mettre un terme aux combats entre Arméniens et Azeris s'est déroulée sans sa participation. C'est le Kazakhstan qui, cette fois, a joué les médiateurs, avec, semble-t-il, un certain succès, du moins sur le papier : une rencontre des ministres des affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan, à Alma-Ata, jeudi, a en effet débouché sur un accord de cessez-le-feu qui devrait théoriquement entrer en vigueur le 1^{er} septembre, et sur un projet de rencontre à court terme entre les présidents Ter Petrossian et Eltsine.

Après avoir perdu au printemps dernier un terrain considérable, y compris la quasi-totalité du Haut-Karabakh et le couloir de Latchine qui relie ce territoire à l'Arménie,

Les prix ont augmenté en France de 0,3 % en juillet

Les prix de détail ont augmenté de 0,3 % en juillet après 0,3 % en juin, a confirmé l'INSEE vendredi 28 août. La hausse des prix atteint donc 1,7 % depuis le début de l'année, et 2,9 % en glissement sur un an (juillet 1992 comparé à juillet 1991). En juillet, les prix des produits alimentaires sont restés stables, tandis que ceux des produits manufacturés ont augmenté de 0,2 %, ceux des services progressant de 0,5 %.

L'Azerbaïdjan a lancé depuis plusieurs semaines une contre-offensive qui a donné quelques résultats. Plusieurs villages ont été repris, et Bakou affirme « contrôler » désormais le couloir et être ainsi en mesure d'empêcher le passage de convois d'armes vers le Haut-Karabakh. Ce « rééquilibrage » de la situation, acquis au prix de nombreuses victimes de part et d'autre, pourrait — peut-être — favoriser la recherche d'un accord. Cependant les « multiples » « cessez-le-feu » conclus ces derniers mois n'ont jamais été suivis d'effet.

JAN KRAUZE

Compromis dans le scandale financier Sagawa

M. Shin Kanemaru, vice-président du Parti libéral-démocrate japonais, a démissionné

An Japon, les scandales se suivent et se ressemblent. L'affaire Sagawa, Kyushu, qui avait déjà entraîné, depuis mars dernier, la mise en cause de parlementaires de divers partis, vient de faire sa première victime de taille avec la démission, jeudi 27 août, de M. Shin Kanemaru. Le « faiseur de rois », le « shogun de l'ombre » du Parti libéral-démocrate (PLD) au pouvoir — dont il était le vice-président et en fait l'homme fort — le chef du clan Takeshita, le plus important du PLD et dont est issu le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, a trébuché pour 4 millions de dollars qu'il a acceptés comme contribution électorale « secrète ».

Cet argent, il l'a reçu d'une société de transports dont les liens avec une des principales organisations de Yakuza (la Mafia japonaise) étaient connus après l'arrestation, à la fin d'août, d'un de ses dirigeants. Il a eu un peu plus de scrupules que les autres deux cents parlementaires qui ont encaissé sans sourciller des enveloppes de Sagawa, selon une tradition fortement ancrée et qui mine la vie politique japonaise.

L'an dernier, le fils de M. Kanemaru avait lui-même bénéficié d'un traitement de faveur d'une grande maison de courtage. Dans la pure tradition japonaise,

3 000* mort en Irlande du Nord

Un catholique de dix-neuf ans a été tué, dans la soirée du jeudi 27 août, devant un club de sport de Belfast. L'assassinat a été revendiqué par la section de Belfast de l'Organisation de libération du peuple irlandais (IPL), l'une des factions républicaines. Le chef de l'IPL, M. Jimmy Brown, avait été tué la semaine dernière par cette même section de Belfast, et le jeune footballeur assassiné jeudi avait aidé à porter son cercueil. Hugh Mac Kibben est le troisième milicien victime des violences en Irlande du Nord depuis le début des troubles en 1969. — (AFP, Reuters)

Par exemple, il était allé en 1990 en Corée du Nord présenter des excuses pour le comportement de son pays pendant l'occupation impériale, on avait, l'an dernier, proposé de « racheter » à la Russie les Kouriles. En mars dernier, il avait échappé aux balles d'un cœur d'extrême droite.

Le PLD, qui s'était tiré si mieux des élections sénatoriales de juillet, devait se réunir d'urgence pour examiner les conséquences du départ de M. Kanemaru, alors que la justice se penche déjà sur une autre affaire, l'origine douteuse de fonds qu'aurait reçus le gouverneur de la province de Niigata. Après l'affaire Lockheed, le scandale Recruit Cosmos, le lavage de linge sale a repris dans le microcosme politique nippon, qui n'en avait guère besoin alors que se met en place un vaste plan de relance d'une économie malmenée par la crise (voir en pages économiques).

PATRICE DE BEER

LES FINIS D'EMPIRES		CULTURE	
35. - Le retour de Sakharov..... 2		Parution de cassettes vidéo consacrées aux premiers films de David Lean et Laurence Olivier..... 9	
ÉTRANGER		SANS VISA	
La fin de la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie..... 3		Victor Hugo, l'homme-océan..... 11 à 14	
A Sarajevo, la canonade n'a pas cessé..... 3		Escapes : La route du thé ; Un havre en Vendée..... 11 à 14	
Allemagne : les partis politiques tentent de s'accorder pour restreindre le droit de vote..... 4		ÉCONOMIE	
A l'issue d'une première semaine de travaux, les négociations israélo-arabes marquent le pas..... 5		Début d'année exceptionnel pour le groupe Renault..... 16	
Après la création d'une zone d'exclusion, l'avion américain a commencé à surveiller le sud de l'Irak..... 5		La hausse des loyers reste limitée en région parisienne..... 16	
L'Iran a été vigoureusement critiqué par la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU..... 5		Rebond à la Bourse de Tokyo. Le gouvernement japonais injecterait 430 milliards de francs dans l'économie..... 16	
POLITIQUE		La crédibilité du G7 malmenée par la crise du dollar..... 17	
La préparation du référendum du 20 septembre : M. Giscard d'Estaing appelle les militants de l'UDF à avoir la « fierté du oui » ; Panorama des ouvrages parus sur le traité de Maastricht..... 6 et 7		Les risques du passage du TGV près de la centrale du Tricastin pourraient être maîtrisés..... 17	
Engagement sa future campagne présidentielle, M. Rocard veut répondre à la « crise de confiance » des Français..... 7		Services	
SOCIÉTÉ		Abonnements..... 9	
Les centres de transfusion ne sont plus assurés depuis le 1 ^{er} juillet..... 8		Annonces classées..... 15	
La CRTS d'Aquitaine devra indemniser une infirmière contaminée..... 8		Jeux..... 14	
La FEN devrait réunir un congrès extraordinaire le 6 octobre..... 8		Loto, Tac-o-tac..... 15	
Dans la région de Miami, le cyclone « Andrew » aurait laissé 190 000 à 250 000 personnes sans abri..... 8		Marchés financiers..... 18 et 19	
		Météorologie..... 15	
		Philatélisme..... 21	
		Radio-télévision..... 20	
		Spectacles..... 20	
		Week-end d'un chineur..... 15	
		La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM	
		Le numéro du « Monde » daté 28 août 1992 a été tiré à 481 976 exemplaires.	

Dernière page « le Monde »

« Heures locales » : Strasbourg privée de déchets allemands

La communauté urbaine alsacienne entretient de bons rapports avec son homologue d'outre-Rhin et souhaite continuer à incinérer les ordures ménagères venant de Kehl.

« Chez les peintres » : Saint-Jacques, le messager

Un créateur de trente-cinq ans a entrepris de refaire une à une toutes les certitudes de l'art contemporain.

EN BREF

Avant le référendum

M. Méhaignerie souhaite une réunion commune de l'opposition

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a invité les dirigeants de l'opposition, jeudi 27 août, au cours d'une conférence de presse, à « se réunir à la veille du référendum pour demander aux Français d'opprimer leur vote à l'Europe ». M. Méhaignerie a déclaré « nous ne sommes pas des socialistes », et a appelé les partis politiques à « se réunir à la veille du référendum pour demander aux Français d'opprimer leur vote à l'Europe ».

Commentant les déclarations de M. Chirac, l'ancien ministre a estimé que le président du RPR avait su « prendre ses responsabilités quand et comment il le fallait ». « Maintenant, a-t-il dit, j'ai confiance dans le fait que 90 % des responsables de l'opposition vont se battre ensemble pour le « oui » à l'Europe ». M. Méhaignerie a dénoncé les « hommes politiques irresponsables » qui tentent d'exploiter contre le traité de Maastricht les mécontentements des Français.

Il a également critiqué ceux qui s'en prennent aux technocrates de Bruxelles. « Ce sont des boucs-émissaires trop faciles, a-t-il déclaré. Ce n'est pas digne d'hommes et de femmes qui ont exercé des responsabilités gouvernementales ».

Le Rassemblement pour le non, de MM. Pasqua et Séguin, participera à la campagne officielle pour le référendum sur le traité de Maastricht. Le Journal officiel a publié, jeudi 27 août, un arrêté signé du premier ministre et du ministre de l'Intérieur fixant la liste des onze organisations politiques habilitées à participer à la campagne officielle pour le référendum. Il s'agit, dans l'ordre de réception de leur demande auprès du ministre de l'Intérieur, du PS, du MRG, de Génération Ecologie, du RPR, du CNL, des Verts, du PCF, du Front national, de l'UDF, du Rassemblement pour le non au référendum (de MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin) et du CDS. Le décret du 6 août précisait que pourraient participer à la campagne « les partis et groupements politiques représentés au sein d'un groupe parlementaire à l'Assemblée nationale ou au Sénat », ainsi que ceux qui ont obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés aux dernières élections régionales.

M. Le Pen compare le traité de Maastricht au sida. M. Jean-Marie Le Pen, parlant du traité de Maastricht, jeudi soir, sur TF1, a déclaré : « C'est comme le sida, nous sommes dans la zone de stéréopostivité. On est dans la phase où on ne se rend pas compte de la maladie ». Il a appelé les Français à donner le 20 septembre « la grande claque du « non » à la clique du « oui » ».

M. Kaspar (CFDT) : les salariés « ont intérêt » à la ratification du traité de Maastricht. M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, a estimé, jeudi 27 août sur RTL, que les salariés « ont intérêt » à ce que le traité de Maastricht soit ratifié, car « il est le premier accord européen à reconnaître que le social est un élément constitutif de la construction européenne ». Adopté, le texte permettrait notamment à la Commission, selon M. Kaspar, de prendre des décisions en matière de conditions de travail, d'égalité entre hommes et femmes et de santé, selon la règle de la majorité qualifiée et non plus de l'unanimité.

M. Charles Pasqua invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua, ancien ministre, fondateur du Rassemblement pour le « non », sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 30 août de 18 h 30 à 19 h 30.

Le président du groupe RPR du Sénat, président du conseil général des Hauts-de-Seine, répondra aux questions d'Olivier Biffaut et d'André Passeron, du Monde, et de Richard Arrêt et d'Isabelle Torre, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Le Grand jury RTL-le Monde organisera ensuite des face-à-face entre partisans et adversaires de la ratification du traité de Maastricht. Le dimanche 6 septembre, de 18 h 30 à 19 h 30, M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, sera opposée à M. Philippe de Villiers, ancien ministre, député UDF de la Vendée, président de Combat pour les valeurs.

Le dimanche 13 septembre, M. Jean François-Poncet, ancien ministre, sénateur UDF de Tarn-et-Garonne, président du Mouvement européen, sera face à M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, député socialiste de Belfort, partisan du « non ».

Ces deux face-à-face seront animés par André Passeron pour le Monde et Henri Marquet pour RTL.